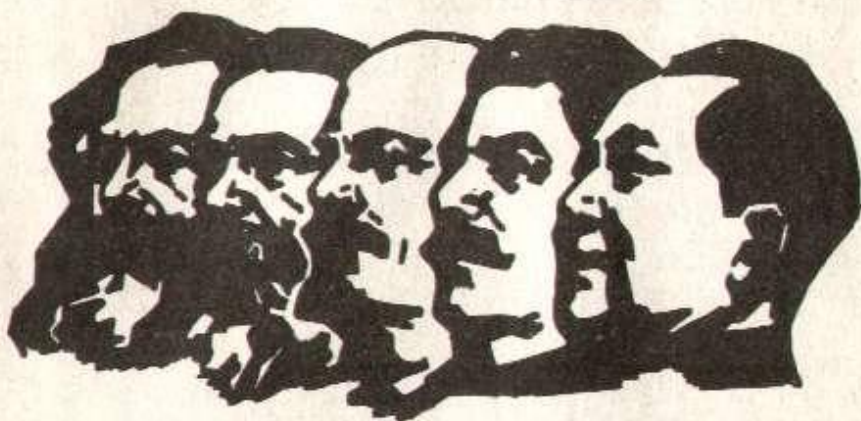


front rouge



Proétaires de tous les pays,
peuples et nations opprimés, unissez-vous !

organe central
du
parti
communiste
révolutionnaire

(marxiste-léniniste)

N° 2

NOUVELLE SÉRIE

décembre
1975

5 F

BP 161 75 864 PARIS
CEDEX 18

CCP 31 191 14 LA SOURCE



**A L'OFFENSIVE
CONTRE LE CHOMAGE ! P . 12**

sommaire

Éditorial.....	p. 3
La lutte entre les deux voies et le centralisme démocratique.....	p. 4
La vie du Parti.....	p. 8
La campagne anti-jeunes doit se retourner contre ses auteurs.....	p. 10
A l'offensive contre le chômage !.....	p. 12
Réunion nationale des cellules d'entreprises du Parti.....	p. 17
Les révisionnistes et le plan de relance du 8 août : une autre «solution» bourgeoise à la crise.....	p. 24
Préparons le 37 ^e Congrès de la CFDT..	p. 28
«D'une main la pioche, de l'autre le fusil,» le Parti du Travail d'Albanie.....	p. 34
Le mouvement de critique contre Lin Piao et Confucius ou renforcer la dictature intégrale sur la bourgeoisie.....	p. 42

Front Rouge
Organe Central
du Parti
Communiste
Révolutionnaire
(marxiste-
léniniste)

Abonnements
voir tarifs et fiche spéciale
en dernière page
Adressez votre fiche à
Front Rouge
BP 161
75864 Paris cédex 18

Comité de Rédaction

Max CLUZOT
(Directeur Politique)

Christine VAIVRE
(Secrétaire de Rédaction)

Annie COSSIN

Gabriel FERRÉOL

Michel FLORAC

Jean-Pierre MORVAN

Guy MORY

Stéphane RAYNAL

Bertrand REY

Charles VILLAC

Jean-François VITTE

NOTE A NOS LECTEURS

Une erreur technique s'est glissée dans l'article «l'analyse de la crise et le PeCaF : une vision bourgeoise de la crise», du n°1 nouvelle série de Front Rouge. Dans le paragraphe intitulé «crise économique et crise générale de l'impérialisme», p. 8, lignes 27 à 33, il fallait lire : « La contradiction principale (dans le monde) se situe aujourd'hui justement entre le camp impérialiste et social-impérialiste et les peuples du monde, dont les peuples des pays du Tiers-Monde » et non « entre le camp impérialiste et social-impérialiste et les pays dominés, les pays du Tiers-Monde », ce qui serait en contradiction avec le programme de notre Parti.

DÉCLARATION DU BUREAU POLITIQUE DU PCR (ml)

16 appelés traduits en «cour de Sûreté de l'État», 2 militants syndicaux déférés devant la même cour, des perquisitions pour la première fois depuis des dizaines d'années dans les locaux syndicaux. Voilà les derniers fruits du libéralisme giscardien. Notre Parti dénonce la répression qui s'abat contre les soldats et ses militants syndicaux, et appelle les travailleurs à y opposer une riposte vigoureuse.

En recourant à une telle répression, en l'élargissant à des militants syndicaux, le gouvernement ne fait que révéler sa propre faiblesse :

o Faiblesse face au mouvement des appelés, qu'il a sans cesse présenté comme un mouvement marginal, le réduisant à une poignée d'agitateurs. L'ampleur de la répression et les moyens mis en œuvre démontrent à l'évidence le contraire. Le gouvernement sait bien qu'il existe un profond mécontentement chez les appelés, qu'il s'est déjà manifesté par des actions de masse des soldats, à Draguignan, à Karlsruhe...

● Faiblesse face au développement de la lutte des classes. La bourgeoisie qui voit murir pour les mois qui viennent de grands mouvements de lutte de la classe ouvrière et des autres couches de travailleurs, craint par dessus tout que, le moment venu, le mouvement des soldats converge avec le développement des luttes. Déjà aujourd'hui, d'Air France à Paris-Rhône, les luttes ouvrières doivent affronter les commandos patronaux et les forces de police venus les réprimer. Demain, face à un mouvement plus vaste, inévitablement, la bourgeoisie songe à utiliser un moyen plus important. Alors qu'elle croyait disposer avec l'armée d'un moyen efficace pour contrer l'offensive frontale des travailleurs, la bourgeoisie constate aujourd'hui que les appelés prennent de plus en plus conscience du rôle qu'elle veut leur faire jouer, et le refusent. Craignant que comme au Portugal, les soldats ne se solidarisent demain avec la lutte des travailleurs qu'on les enverra réprimer, le gouvernement accroît la répression dans l'armée, cherche en frappant lourdement 16 appelés à contraindre à la peur et au silence les soldats.

● Faiblesse due aux propres contradictions qui secouent la bourgeoisie. L'aiguïsement de la crise, les divergences entre les différents clans bourgeois pour sortir de cette crise rejailit directement sur l'encadrement de l'armée. En incluant dans ses attaques verbales, le Parti Socialiste, le gouvernement veut mettre un coup d'arrêt à l'organisation par ce parti d'officiers d'active. Cette tentative d'affirmer son autorité sur l'armée ne peut masquer la réalité : au fur et à mesure de l'aiguïsement de la crise politique, les clivages entre les différents clans politiques bourgeois se reproduisent à l'intérieur de l'armée.

Mais le gouvernement de Giscard, un des gouvernements les plus réactionnaires que les français aient connus depuis l'occupation nazie, ne pourra pas, avec sa politique répressive, étouffer les contradictions insurmontables auxquelles il est confronté. Il ne pourra contraindre les ouvriers et les paysans qui ont vécu le développement de la crise actuelle, dans leur usine, à la campagne, d'oublier sous l'uniforme la politique de crise de Giscard, d'oublier leurs aspirations à une autre société. Il ne pourra pas empêcher les soldats de prendre conscience du rôle qu'on veut leur faire jouer dans le cadre du développement des luttes. L'armée briseuse de grève, l'armée de guerre civile qu'entend forger la bourgeoisie, cela les appelés le refusent. De même qu'ils refusent la politique de faiblesse et de capitulation devant les menaces d'agression que font peser sur notre pays les deux superpuissances : USA et URSS. Face au danger de guerre mondiale et au déploiement militaire agressif qui s'étale en Europe, particulièrement de la part de l'URSS, les appelés exigeront de recevoir une véritable formation militaire, et que l'apprentissage du matériel militaire moderne ne soit pas réservé aux seuls engagés.

Le PCR (ml) exige la libération des appelés emprisonnés et celle des deux militants syndicaux. Il exige l'octroi des droits démocratiques aux soldats du contingent. Il appelle les travailleurs à se mobiliser contre cette atteinte intolérable à leurs droits.

LA LUTTE ENTRE LES DEUX VOIES ET LE CENTRALISME DEMOCRATIQUE

«Certains camarades ne comprennent pas l'importance du centralisme démocratique dans l'édification du Parti, considérant son application comme une simple question de méthode. Ils ne prêtent pas une attention suffisante à l'éducation idéologique dans le sens du centralisme démocratique et ne savent pas mener à bien l'édification du Parti sur le plan organisationnel conformément aux principes du centralisme démocratique». (Pékin Information N° 10 - 1971)

Passer au crible du mouvement de rectification l'examen du fonctionnement centraliste démocratique du Parti est nécessaire pour combattre les influences révisionnistes qui s'y manifestent. Le centralisme démocratique est en effet le principe de fonctionnement du Parti, fondé sur l'unité dialectique du centralisme et de la démocratie. Le centralisme indique que le Parti est un «tout formellement organisé : le système unique de ses organisations, leur union formelle en un tout comportant des organismes supérieurs et inférieurs de direction, la soumission de la minorité à la majorité, avec des décisions pratiques obligatoires pour tous les membres du Parti». La démocratie implique que la discipline de fer régnant obligatoirement dans le Parti «présuppose la critique et la lutte d'opinions au sein du Parti, la soumission *consciente* et librement consentie».

Telles sont les grandes lignes permettant de définir le centralisme démocratique, depuis sa formulation par Lénine et figurant dans les statuts de tout Parti communiste. Les partis révisionnistes, eux-mêmes, se réclament du centralisme démocratique et prétendent

l'appliquer dans leurs rangs. Il est bien clair qu'ils ne le font pas, même s'ils en conservent la référence et l'apparence pour dissimuler la dictature des factions bourgeoises qui les dirigent. Ainsi dans la préparation de son 22^e congrès, le PCF ouvre-t-il la discussion ces jours-ci des textes préparatoires de ses organisations et les colonnes de sa presse, mais cette discussion se situe au sein de la ligne révisionniste dominant définitivement ce parti et tous ceux qui se sont opposés ou s'opposent à cette ligne sont ou ont été exclus de ce parti. Il s'agit d'ailleurs largement d'un simulacre de débat, même dans ces limites, contrôlé de part en part par des cliques dirigeantes qui s'en servent comme aliment pour leurs rivalités. Un même principe d'organisation pourrait-il convenir au parti communiste et au parti révisionniste, malgré les violations constantes que celui-ci impose au centralisme démocratique ? S'agit-il d'une simple question de méthode, plus ou moins rigoureusement appliquée ? En fait le centralisme démocratique ne peut être, par définition, le principe d'organisation d'un parti bourgeois. Il est l'unité du centralisme *prolétarien* et de la démocratie *prolétarienne*. Son caractère de classe est donc affirmé et la caricature révisionniste, bourgeoise, remplace le centralisme prolétarien par le polycentrisme, la lutte entre clans concurrents et la démocratie prolétarienne par la dictature bureaucratique d'une minorité sur le parti.

Aussi la question du centralisme démocratique n'est-elle pas séparée de la lutte entre deux lignes, entre deux voies dans le Parti. Lutter contre les influences révi-

sionnistes dans le Parti, c'est lutter aussi contre l'influence du révisionnisme sur le fonctionnement même du Parti.

renforcer le centralisme prolétarien

«Qu'entend-on par centralisme ? C'est avant tout concentrer les idées justes. Parvenir sur cette base à unifier les points de vue, les mesures politiques, les plans, le commandement et les actions, c'est ce qu'on appelle l'unité par le centralisme». Mao Tsé toung.

Le centralisme prolétarien se fonde donc sur un impératif politique : concentrer les idées justes. Il n'est pas une simple méthode d'organisation. Seul, un parti prolétarien peut donner son sens véritable au centralisme, un parti révisionniste dont la fonction est de concentrer les idées fausses des masses, une secte coupée des masses et tentant de leur imposer son point de vue ne peuvent évidemment concentrer les idées justes, leur centralisme n'a, de ce fait, rien à voir avec notre propos. Par contre, dans un parti qui se fixe pour tâche de concentrer les idées justes en vue d'établir ses plans et ses actions, une lutte constante se mène sur la question du centralisme sur un double registre : d'une part en vue de conférer au caractère *formel* du centralisme affirmé par ce parti (qui ne le distingue pas encore du parti révisionniste ou de

la secte) un contenu réel, d'autre part en vue de maintenir la concentration des idées justes dans le cadre formel du centralisme. Les deux articulations de cette lutte sont nécessairement solidaires, lorsque même la pratique présente des situations différentes où l'un ou l'autre de ces deux termes apparaît comme principal. Dans la lutte contre «les influences révisionnistes dans le Parti» il ne nous faut perdre de vue ni l'un ni l'autre de ces deux termes.

DONNER UN CONTENU RÉEL AU CENTRALISME :

La fonction du centralisme en tant que principe d'organisation, c'est avant tout de permettre, par la concentration des idées justes, l'élaboration d'une juste ligne politique. Dans ce sens, l'action des organisations du Parti et leur travail de masse sont déterminants. Ou bien, ces organisations se contentent d'appliquer la ligne déterminée par les instances dirigeantes et conçoivent leur rôle comme un rôle d'exécutant, n'ayant en dehors des périodes privilégiées des congrès, aucun mot à dire sur la ligne politique, et alors un double phénomène se produira : d'une part la ligne définie sera étreinée, vague, schématique, d'autre part son application s'effectuera constamment sur la base d'une certaine extériorité par rapport aux masses, ou bien ces organisations s'approprient le processus de définition de la ligne, et alors, quelles que soient les limites de leur pratique, cette pratique sert à corriger, enrichir, développer la ligne du parti. Pour parvenir à cela, il est nécessaire que les organisations du parti abandonnent le point de vue selon lequel ce qu'elles entreprennent présente un caractère limité, un intérêt secondaire, qu'il y a d'un côté l'accord que les militants manifestent par rapport à la ligne du parti et d'un autre côté leur travail de masse. Sur la base de ce relativisme, se fonde une autre idée fautive : celle selon laquelle, ailleurs ou dans l'ensemble, la situation est plus intéressante que là où l'on se trouve placé, car au nom de ces conditions spécifiques se crée, dans les faits, un terrain de compromis avec le révisionnisme. En fait, s'il existe des expériences révolutionnaires plus riches que d'autres et dont il est possible de

tirer un plus grand nombre d'enseignements, c'est en réalité toute la pratique quotidienne du parti qui permet la définition de sa ligne. Comment en effet construire cette ligne sur la concentration des idées justes des masses, si les cellules qui sont les organisations du parti agissant au cœur des masses, ne commencent pas à s'acquitter elles-mêmes de cette tâche. Ce sont les idées des masses, recueillies dans les luttes ouvrières, dans le travail de propagande quotidien, dans le travail comme au porte à porte, sur les marchés, autour de nous qui sont la matière vivante à partir de laquelle peut s'effectuer le travail de concentration engagé dès la cellule. Tenir pour dérisoires, inintéressantes, secondaires ces idées recueillies autour de nous, c'est se vouer à ne rencontrer autour de soi qu'idées fausses, futilités, emprise réactionnaire, et composer à court terme avec le révisionnisme ou se vouer à un froid isolement. En fait nous n'avons rien à voir avec ces «révolutionnaires» qui n'ont raison qu'entre eux et qui se trouvent perdus en dehors des réunions, meetings ou manifestations.

Le même défaut consiste dans la tendance des organismes de direction à n'envisager que les expériences révolutionnaires les plus riches, à baser la progression de la ligne sur le bilan des actions positives et exemplaires, qui cependant constituent des exceptions (exemple Liévin) et à déterminer sur cette base les plans et les mesures tactiques. De la sorte, l'exemplarité de ces expériences, loin de devenir un élément positif de développement d'ensemble du parti peut se transformer, au contraire, en un élément de distorsion entre les secteurs plus avancés et les secteurs moins avancés du travail militant. En fait, comprendre le centralisme, comme la concentration des idées justes, signifie un gigantesque travail d'élaboration de la ligne par tout le parti, la rupture avec une démarche consistant à laisser pour compte la plus grande partie de l'expérience militante, se refusant à la traiter, à l'examiner sous l'angle de la ligne. Une telle rupture doit s'établir avec l'apolitisme qui guette la vie des organisations du parti quand elles ne fondent pas de lien étroit entre leur pratique et la concentration des idées justes. Concentrer les idées justes ne signifie pas simplement recueillir les idées des masses, établir la distinction entre idées justes et idées fausses, mais

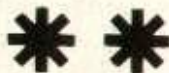
encore transformer ces idées en propositions politiques, élaborer, à la lumière du marxisme-léninisme et de la ligne du parti, ces points de vue dispersés et concourir de la sorte à l'enrichissement de la ligne. Il est incontestable que des faits comme la lutte de Lip, l'expérience de Liévin, la grève des postiers, la lutte de Chausson... ont joué un rôle considérable dans l'appréciation que les marxistes-léninistes ont pu formuler de la situation de la lutte des classes dans ce pays, toutefois ces expériences ne suffisent pas par elles-mêmes. Si elles modifient de façon importante le cours de la lutte des classes, surtout au moment où elles se déroulent, pour qu'elles entrent de manière durable et significative dans la mémoire de la classe ouvrière, il est nécessaire que les idées justes développées par les masses dans leur lutte soient concentrées, formulées en autant d'acquis sur lesquels pourront s'appuyer les luttes futures et renvoyées aux masses sous forme de propositions politiques. Après Lip, c'est une défaite du révisionnisme coïncidant avec une victoire sur le plan de l'objectif de la lutte qui devient exemplaire pour les combats à venir, une unité révolutionnaire des travailleurs qui s'est dégagée dans la bataille contre le révisionnisme, avec Chausson, c'est une certaine adaptation du révisionnisme aux acquis de la lutte de Lip qui a permis l'échec de la lutte, les travailleurs n'ayant pas tiré toutes les leçons de cette lutte. En ce sens l'exemple négatif de Chausson complète l'exemple positif de Lip et ceci doit devenir le fonds commun de la classe ouvrière. Pour cela, la concentration des idées justes, leur systématisation ne doit pas faire défaut. Et ce qui vaut pour ces luttes ouvrières vaut pour l'ensemble de notre pratique, dont elles ne constituent que le point avancé. Concentrer les idées justes des masses que nous cherchons à organiser pour la révolution, systématiser leur expérience, ne peut se faire qu'en rupture avec un praticisme étroit, cause des bien des échecs. Cela implique au contraire de porter à un niveau supérieur la pratique du parti, en approfondissant les leçons du travail quotidien à la lumière du marxisme-léninisme. Voir se succéder des initiatives sans qu'un bilan approfondi de chacune de ces initiatives ne soit tracé avec les masses ne permet pas d'affirmer le caractère d'avant garde du parti, ni de progresser dans la définition d'une juste ligne politique, de replacer ces initiatives dans le cadre

d'ensemble du travail de parti et de la lutte entre idées justes et idées fausses au sein des masses. C'est le refus du juste principe : lier (au sens dialectique du terme) le général au particulier, qui doit être une méthode constante de direction dans notre travail. Pour agir en parti, il nous faut non seulement concentrer au niveau de chaque organisation les idées justes, mais porter cette centralisation au plan d'ensemble du parti.

ORGANISER LA CONCENTRATION DES IDÉES JUSTES DANS LE CADRE DE L'ORGANISATION CENTRALISÉE

Si chaque organisation du parti concourt à l'établissement de la ligne générale, à sa précision, à son enrichissement, elle accomplit cette tâche dans le cadre organisé du parti. Ce cadre est un cadre centralisé, dans la mesure où il constitue l'impérieuse condition d'une définition d'ensemble de la ligne. Cette centralisation, au niveau du parti, reproduit la démarche du parti dans sa relation aux masses ; mais elle présente de plus des caractères spécifiques. Ce qui veut dire que le parti ne vise pas seulement à réaliser l'unité de ses rangs, mais de plus à transformer cette unité en force agissante. Le parti n'est pas seulement un penseur collectif, mais un élément décisif de transformation révolutionnaire de la société dont la cohésion, la discipline garantissent l'efficacité. Cette cohésion, cette discipline, vécues par le petit-bourgeois comme un élément insupportable de contrainte est l'enjeu d'une lutte sourde qui se mène entre les deux voies, marxiste-léniniste, et révisionniste. Dans le parti, la discipline n'est pas aveugle, mais réelle, la soumission de la minorité à la majorité effective, la réalisation par chacun des tâches décidées par tous nécessaire et la reconnaissance de ces principes délimite le parti. Cependant quand elle entre dans la vie, la reconnaissance de ces principes connaît une série de distorsions que le mouvement de rectification actuel met au grand jour. Les influences révisionnistes se manifestent notamment par le fait que nulle opposition n'est formulée quant aux tâches ou aux orientations décidées, mais qu'en réalité ces tâches ne sont pas prises en main, ces orientations ne sont pas défendues ou le sont superficiellement. A plusieurs occasions, cette remarque a pu

être effectuée. Dans le même temps les organismes centraux ont pu s'habituer à un certain écart entre les plans tracés et leur réalisation, sans s'attacher dans chaque cas précis à une étude minutieuse des causes expliquant cet écart, sans mener la lutte en profondeur pour la réalisation de ces plans et sans envisager suffisamment leur propre responsabilité en l'affaire. Les manifestations sont exactement de même nature. La violation sournoise des décisions prises, ou ce qui revient au même, l'insuffisante recherche des moyens nécessaires à la réalisation est entretenue par l'habitude et la tolérance de ces faits. Cela dénote, au-delà, d'une simple carence idéologique, résumable dans le principe révisionniste : « *En prendre et en laisser* » une incompréhension politique grave de la signification réelle du centralisme. En effet qu'est-ce qui est en jeu dans le bon ou mauvais fonctionnement centraliste du parti ? Sont-ce ses intérêts propres, ses propres idées, ses propres ambitions, ou alors la progression effective des masses dans la voie de la révolution ? Et systématiser les idées justes des masses n'a pas d'autre sens que de les aider pas à pas à franchir les obstacles qu'elles rencontrent sur leur chemin. Aussi, maintenir cet écart entre les plans, mesures, moyens déterminés sur la base des idées justes des masses, c'est concevoir le rôle du parti comme extérieur au processus d'avancée des masses vers la révolution, c'est ne pas comprendre comment le rôle du parti est déterminant dans cette avancée. Une telle situation du centralisme dans le parti porte de graves coups à son efficacité. Comment déterminer avec netteté les objectifs, les responsabilités ? Quelle confiance peut-on accorder à nos propositions, si une telle situation persiste, comme elle persiste dans un certain nombre d'organisations du parti. Corriger cela passe par la compréhension du rôle et des tâches du parti et de ce qui est en jeu quand de telles pratiques l'affaiblissent. Contribuer à l'édification de la ligne en concentrant les idées justes des masses et renforcer le centralisme dans le parti sont une seule et même chose.



parvenir à un haut degré de centralisme sur la base d'un haut degré de démocratie

Dans le centralisme démocratique, le centralisme l'emporte sur la démocratie, dans la mesure où la fonction du parti n'est pas seulement de répéter les idées présentes dans la classe ouvrière et de se mêler aux débats qui y ont cours, mais de transformer la conscience et la pratique de la classe ouvrière en concentrant les idées justes des masses à la lumière du marxisme-léninisme. Le parti est un détachement d'avant-garde de la classe, fondant son action sur la théorie révolutionnaire, qui est extérieure au mouvement ouvrier spontané. Pour accomplir ses tâches, pour imposer la victoire des idées justes sur les idées fausses, le parti doit en premier lieu être centralisé. Mais ce centralisme, dont nous avons vu quelques traits, est étroitement lié à la démocratie. Concentrer les idées justes, n'a pas de sens sans *expression* de ces idées justes, sans un large débat dans lequel les idées justes peuvent s'affirmer.

Contre les idées fausses qui doivent aussi pouvoir s'exprimer pour être combattues et corrigées. La démocratie est donc la condition première, la base du centralisme. Se taire ou réduire au silence sont autant de comportements révisionnistes. La large expression des idées et la méthode de persuasion pour combattre les idées fausses sont donc nécessaires au bon fonctionnement du centralisme. C'est d'ailleurs le rôle vivifiant de la critique qui permet de porter à un plus haut niveau la formulation des idées justes. Mais le droit à la critique, le droit à la parole, au désaccord ne sont pas là pour compenser la discipline, comme un revers à la médaille. La démocratie prolétarienne n'est pas le démocratisme petit-bourgeois, le champ libre laissé au droit sacré de l'individu, à « sa liberté de critique », ou au royaume indépendant de chacun. Au nom de cette liberté de critique, le démocratisme petit-bourgeois porte en vérité atteinte à la démocratie ; il est le prétexte à l'établissement sournois du pouvoir

de quelques uns, sans que les règles d'établissement de ce pouvoir soient clairement énoncées. En fait, la démocratie prolétarienne obéit au centralisme, en ce sens que la libre expression des idées dans le parti n'est pas seulement un droit mais une nécessité. La démocratie prolétarienne est l'enjeu d'une lutte. Elle implique que l'ensemble des organisations s'approprient effectivement le processus de production de la ligne politique, et qu'elles développent sur cette base leur initiative. La vie politique des organisations du parti ne doit pas seulement consister dans la détermination des moyens nécessaires à appliquer les directives, mais dans une discussion approfondie des propositions elles-mêmes. Sans cette discussion, l'initiative ne peut apparaître et la routine s'installe. Dans le mouvement de rectification actuel, notre démarche ne peut se limiter à rechercher dans notre pratique ce qui peut constituer l'illustration des influences révisionnistes, mais nous devons nous emparer de ce mouvement pour mener consciemment la lutte entre les deux voies, repenser notre travail militant sous l'angle de cette lutte et le transformer en profondeur. Or cela suppose un large débat dans les organisations du parti ; car c'est seulement de ses membres que l'organisation peut trouver les moyens de corriger, c'est elle seule qui peut déterminer, dans les conditions concrètes où elle agit, quel est l'enjeu précis de la lutte entre les deux voies, et pour ce faire, elle ne peut s'en remettre absolument à personne. S'emparer de la ligne et ne pas en rester aux remarques superficielles sur le degré d'activité de chacun est indispensable pour échapper au travers du subjectivisme, à une classification de fait entre bons et mauvais militants, qui sache l'unité des rangs et ne règle aucun problème. On peut être sûr, lorsque la mobilisation laisse à désirer que la vie politique du parti n'est pas satisfaisante et que la démocratie n'a pas véritablement cours. On est passé trop vite sur le moment essentiel de la discussion, de l'expression du point de vue de chacun, des désaccords subsistent malgré un accord formel, on n'est pas allé au fond des choses. On s'est privé ce faisant d'un indispensable moyen d'éducation consistant à confronter les points de vue pour concentrer les idées justes et critiquer les idées fausses, on n'a fait progresser ni l'unité du parti, ni l'efficacité de son travail, ni l'enrichissement de la ligne et les efforts désordonnés de quel-

ques personnes, ne peuvent surmonter ce grave handicap. L'absence de démocratie ou son seul caractère formel minent le centralisme.

pratiquer la critique et l'autocritique

La critique et l'auto-critique, constituent d'importants moyens pour donner vie au centralisme démocratique dans le parti. Critiquer les idées erronées, les pratiques incorrectes au niveau du parti, c'est en finir avec une unanimité de façade, la coexistence pacifique entre les idées justes et fausses qui paralyse - c'est indispensable pour parvenir à concentrer les idées justes, leur permettre de se formuler, de s'affirmer - Si on remplace la critique par la volonté de conciliation à tout prix sous prétexte que pour l'essentiel on est d'accord, la base même de cet accord devient de plus en plus équivoque et médiocre. Nier la nécessité de la critique, c'est en fait nier la réalité de la lutte entre les deux voies dans le parti ou la définir à un tel plan de généralité qu'elle devient proprement métaphysique.

L'influence du révisionnisme dans la vie même du parti se marque par une absence de critique et d'auto-critique ou par leur banalisation. De fait, comme les contradictions sont inévitables au sein du parti, une telle méthode consiste à les escamoter en les transformant en contradictions entre personnes qui sapent l'unité et la confiance. La personnalisation à l'extrême de la critique part du point de vue faux que chacun constitue un bloc ayant complètement tort ou raison. Le refus de l'auto-critique s'appuie sur le même point de vue. On ne reconnaît pas en même temps que ses erreurs que la lutte entre les deux voies passe dans chacun d'entre nous, alors que le tri entre idées justes et idées fausses, effectif dans la pratique, collectives du parti peut seul nous permettre de parvenir à la vérité. Comment dans ces conditions nous débarrasser de nos défauts, pourquoi nous assembler et nous unir si chacun de nous détient à lui seul la vérité ? L'influence du révisionnisme se manifeste aussi dans la crainte que la reconnaissance de nos erreurs peut nous affaiblir ; aussi se

garde-t-on d'aller au fond, dans la recherche de nos erreurs et dans l'auto-critique. L'idée est fréquemment avancée qu'il ne faut pas trop faire de critiques si l'on veut conserver quelque crédit. Il est bien clair que multiplier à l'extrême les auto-critiques les rend inefficaces et nécessairement superficielles. Mais ce n'est pas de ces auto-critiques là que nous parlons, qui renvoient à une phase infantile du mouvement révolutionnaire aujourd'hui dépassée.

En fait cette question en pose une autre : comment concevons-nous notre rapport aux masses ? Quand il s'agit du parti et le rapport de chacun du parti à l'intérieur de ses rangs ? Cacher nos erreurs aux masses par peur de perdre leur confiance, c'est en fait les considérer avec mépris, nous situer au-dessus d'elles, et les croire aveugles. C'est un très mauvais calcul, car notre force justement tient à notre capacité à concentrer leurs idées justes et dissimuler nos erreurs sape la confiance qu'elles nous accordent à la condition que nous les aidions à avancer dans la voie de la révolution. C'est là dessus et sur rien d'autre que se fonde cette confiance. L'auto-critique la renforce. L'auto-critique au sein du parti joue le même rôle. Elle permet de ressouder l'unité entamée par des pratiques et des conceptions erronées, elle constitue une base pour porter l'unité à un stade supérieur. Critique et auto-critique sont donc indispensables au fonctionnement centraliste démocratique du parti.

Renforcer le centralisme démocratique dans le parti, c'est aujourd'hui lutter contre les influences révisionnistes qui s'y font jour, c'est assurer la direction unique du parti et concentrer efficacement les idées justes, c'est soumettre tous les éléments de notre pratique et de notre fonctionnement à l'épreuve de la lutte entre les deux voies afin de transformer notre relation aux masses et souder l'unité de nos rangs.



LA VIE DU PARTI

Des centaines de milliers de chômeurs partiels, 1 500 000 chômeurs totaux, depuis plusieurs mois ces chiffres ne font qu'augmenter. Contre le chômage et l'ensemble de ses conséquences pour la classe ouvrière, les travailleurs ont développé et développent des luttes. Non seulement contre les licenciements, le chômage partiel... dans les usines, mais aussi sur les quartiers contre les expulsions, les saisies...

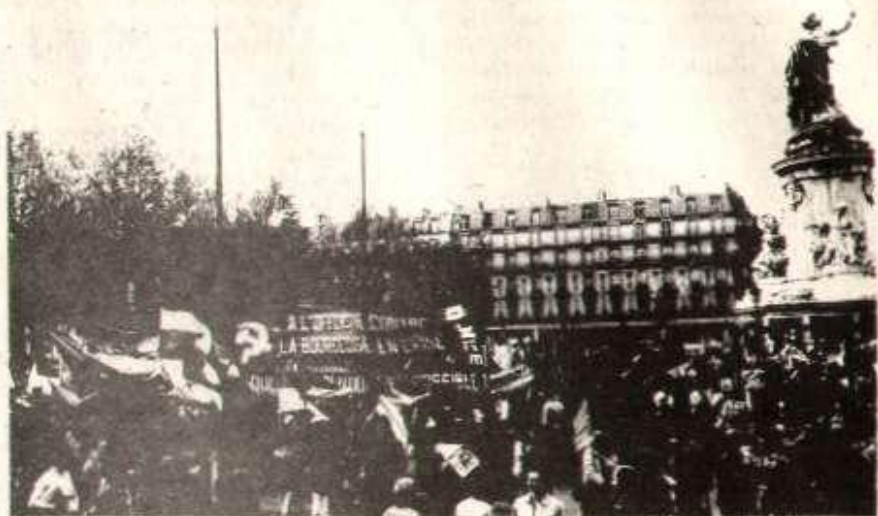
Unir les travailleurs actifs et les chômeurs, engager conjointement la lutte dans les entreprises, sur les quartiers, construire l'unité populaire sont aujourd'hui une tâche essentielle qui doit se concrétiser dans la construction de nombreux et larges Comités de Lutte Contre le Chômage.

Les premiers Comités de Lutte Contre le Chômage, le travail engagé sur ce front ont montré que cela est possible. C'est pour avancer dans cette voie que notre Parti a consacré une part importante de son activité du mois de novembre au développement des Comités de Lutte, à des journées d'action contre le chômage à l'impulsion de nombreux comités... Nous rapportons ici quelques uns des aspects de ce travail sur différentes villes.

PARIS

Les journées d'action des 15 et 16 novembre ont été l'occasion de nombreuses interventions sur Paris même, dans les 12^e, 14^e, 18^e, 20^e arrondissements, sur la banlieue à Aubervilliers, Argenteuil, Nanterre, Gennevilliers, Vitry et plus largement sur la région parisienne, à Saint-Germain-des-Bois, Orsay, Alfortville, Villeneuve-le-Roi...

Sur les 12^e et 20^e arrondissements, les cellules de quartier et de travailleurs hospitaliers ont organisé le samedi et le dimanche des interventions sur les marchés d'Aligre et Alexandre Dumas ainsi qu'une première réunion du Comité de Lutte sur les marchés, une forme vivante d'agitation propagande, une saynète montrait comment Giscard justifie le chômage, quelles fausses solutions proposent le PS et le PCF, montrant la voie de la lutte ; elle a beaucoup intéressé les travailleurs et suscité de larges débats. Sur le marché, un camion de la Sécurité Sociale stationnait, les travailleurs y venaient remplir leurs papiers. Les camarades hospitaliers sont rentrés dans le camion, ont pris la parole, un regroupement s'est fait sur le marché, les travailleurs



hospitaliers ont expliqué qu'il était possible d'obtenir des médicaments en ne payant que le ticket modérateur et que les travailleurs pouvaient obtenir des consultations gratuites en faisant pression sur les médecins. Cette intervention a particulièrement mobilisé les travailleurs qui ont à maintes reprises pris la parole pour appuyer ces revendications et apporter leurs témoignages.

Ce travail, la diffusion massive de matériel d'agitation propagande, les nombreuses prises de parole ont permis de faire connaître largement les propositions du Parti pour la lutte contre le chômage, de prendre de nombreux contacts et d'envisager concrètement les axes de lutte pour la période à venir, telle que la réintégration d'un délégué syndical, la lutte contre l'expulsion d'un chômeur du quartier, la lutte pour la réintégration d'un groupe de jeunes chômeurs expulsés d'un foyer de jeunes travailleurs.

Dans cette période, les cellules du Parti sur la région parisienne se sont mobilisées, ont œuvré au développement de la lutte contre le chômage. Après de massifs collages d'affiches, des distributions de tracts sur les quartiers, les usines... les journées des 15 et 16 novembre ont été un temps fort de cette mobilisation. De nombreuses interventions avec expositions, tracts, panneaux, tenues de bourses aux vêtements, de réunions publiques, projections de films, des manifestations de quartiers, sur les marchés, de nombreuses prises de parole... dans des endroits diversifiés ont permis de débattre largement avec les travailleurs et d'envisager concrètement comment mener la lutte contre des cas

précis d'expulsions, de saisies, de coupures d'électricité, contre les augmentations de loyers, pour l'occupation de logements vides... Le large écho rencontré, les nombreux contacts pris ont permis de relancer ou de mettre sur pied plusieurs Comités de Lutte Contre le Chômage.

GRENOBLE

Le travail pour la constitution d'un Comité de Lutte Contre le Chômage est passé par une lutte politique entre deux conceptions : l'organisation autonome des chômeurs ou œuvrer à l'unité des travailleurs au chômage et des travailleurs actifs. Cette lutte s'est menée conjointement à l'engagement de l'action. Suite à un large travail d'agitation propagande et à un appel à se rassembler pour engager la lutte contre le chômage, une réunion regroupant plusieurs dizaines de personnes eut lieu. Après un large débat, la conception de l'organisation autonome des chômeurs fut très nettement rejetée et il a été décidé une première action : l'occupation d'une Agence Nationale pour l'Emploi pour affirmer les revendications suivantes : le SMIC pour les chômeurs, le paiement immédiat et régulier des indemnités.

L'intervention sur l'ANPE, avec des panneaux sur la nécessité de l'unité des chômeurs et des travailleurs actifs, les conséquences du chômage sur les conditions de travail, les revendications a reçu un large soutien des travailleurs présents. La répression de la police bourgeoise a également montré très concrètement que la lutte contre le chômage passe obligatoirement par une lutte conséquente contre la bourgeoisie.

Les 15 et 16 novembre, des interventions d'agitation propagande se sont tenues sur le quartier Mistral où existe une forte concentration de chômeurs et qui est attenant à une usine sur laquelle pèsent des menaces de licenciements. Un porte-à-porte systématique, une diffusion de tracts, des prises de parole ont permis de discuter, de prendre des contacts et la tenue d'une réunion le soir même où étaient présentes plusieurs dizaines de travailleurs pour la création d'un Comité de Lutte Contre le Chômage sur le quartier.

STRASBOURG

La préparation des journées d'action des 15 et 16 novembre a été l'occasion pour la section de Strasbourg d'engager réellement et fermement la lutte pour la constitution d'un Comité de Lutte Contre le Chômage. Le samedi, sur un marché populaire de Neudorf, prise de parole, diffusion de tracts ont rencontré une large approbation des travailleurs qui «subissant» le chômage sont d'accord pour s'organiser pour la lutte et viennent apporter leurs témoignages. L'après-midi sur la place Kléber, le même très large écho est rencontré auprès des jeunes de CET, des jeunes au service militaire, de nombreux contacts sont pris. L'activité déployée ce jour-là va se concrétiser dans la semaine suivante puisque ce sont 70 travailleurs qui participent à la réunion de constitution du Comité de Lutte. 70 travailleurs représentant, témoignant de nombreux aspects ou conséquences du chômage pour la classe ouvrière, tels que les ouvriers immigrés d'un foyer Sonacotra, en grève des loyers, et dans une proportion importante est au chômage. Tels ces ouvriers d'une boîte de Schirmeck ou de l'usine Clark qui veulent lutter ou luttent contre les conséquences et réductions d'horaires, la baisse des salaires, l'augmentation des cadences. Mais aussi des travailleurs confrontés individuellement au chômage qui ne touchent pas leurs indemnités, dont l'inscription au chômage est refusée et qui viennent chercher comment lutter pour faire céder la bourgeoisie. Une large discussion a permis de montrer comment il est possible de lutter victorieusement contre différents aspects du chômage. Comment s'y prendre concrètement. Dans l'immédiat, des actions sur l'ANPE vont être réalisées pour le paiement à 90 % du salaire, pour la régularisation des dossiers et également pour organiser le soutien aux travailleurs en lutte, la solidarité de la classe ouvrière.

RENNES

Les interventions aux ANPE, les jours de pointage, la tenue de permanences dans un quartier ouvrier, le large travail d'agitation propagande sur les usines ont permis de constituer un Comité de Lutte Contre le Chômage de plusieurs dizaines de personnes qui s'est fixé plusieurs axes de travail. Par exemple, à Eternit où le chômage partiel ampute le salaire des ouvriers d'environ 400 F. Il s'agit d'organiser la lutte contre cette baisse de salaire. Mais il apparaît aussi qu'une forte majorité de travailleurs de l'usine est composée d'ouvriers conservant un petit lopin de terre à la campagne. Cela peut constituer un obstacle dans la lutte menée contre le chômage partiel. Ainsi s'est posée la question de l'unité entre ouvriers et paysans pour aider à la réaliser concrètement, il a été organisé dans ce but, une vente directe de nourriture sur un quartier populaire. Sur ce même quartier, la riposte est engagée contre les coupures de gaz et d'électricité en liaison avec les travailleurs de l'EDF. Enfin un réseau médical s'est mis en place avec des

médecins progressistes dont certains participent au Comité de Lutte Contre le Chômage.

Ces quelques exemples ne sont qu'un échantillon de ce qu'a été dans le mois de novembre l'activité du Parti pour la constitution de Comités de Lutte Contre le Chômage. Mais d'un point de vue d'ensemble, il ressort aussi bien de Besançon où une première victoire a été remportée contre les expulsions, que de Caen où a été organisée une kermesse populaire avec comme axe central la lutte contre le chômage, que d'Orléans où la lutte passe par Orléans et Saint-Gobain... qu'un premier regroupement de forces s'est effectué pour affirmer largement la voie de la lutte qui se concrétise par la constitution de nombreux Comités de Lutte Contre le Chômage, engageant une série d'actions concrètes et de luttes politiques afin de devenir de véritables organisations révolutionnaires des masses pour la construction de l'unité populaire.

débat pour

l'unité des

révolutionnaires

COMMUNIQUÉ COMMUN PCR (ml) - DRAPEAU ROUGE

Des délégations du PCR (ml) et de Drapeau Rouge se sont rencontrées, pour la première fois, dans le cadre du débat sur l'unité des Marxistes-Léninistes.

Les 2 délégations ont fait le point de la situation sur la question de l'unité ; elles sont toutes deux d'accord pour débattre des points suivants :

- la contradiction principale en France,
- la nature du révisionnisme,
- le rôle des 2 superpuissances, afin d'éclairer l'unité d'action de plus en plus nécessaire.

Elles souhaitent que ce débat soit public sous des formes diverses (bulletin, communiqués, réunions, etc...).

Elles ont évoqué la nécessité d'une réunion préparatoire ouverte à toutes les organisations intéressées pour l'organisation de ce débat.

LA CAMPAGNE ANTI-JEUNES DOIT SE RETOURNER CONTRE SES AUTEURS

La campagne d'intoxication anti-jeunes continue à déverser ses calomnies, ses vulgarités et ses mensonges. Pour attiser la haine et développer les préjugés, tous les coups sont permis, même s'ils utilisent des arguments contradictoires. En s'appuyant sur des aspects de la réalité qui prouvent la faillite idéologique de son système et suffisent à le condamner (délinquance, alcoolisme, drogue, violence, etc.), la bourgeoisie lance son grand mot d'ordre « à chacun son racisme anti-jeunes ».

Mais quand cette campagne enregistre ses premiers effets sur le terrain, comme c'est le cas depuis un mois, quand elle pénètre dans la vie même des masses populaires, elle prend un visage plus odieux : à Marseille, un PDG est condamné à 1000 F d'amendes pour avoir blessé et paralysé à vie un jeune qui, peut-être, voulait lui prendre sa voiture ; motif : port d'armes prohibé. A Besançon, la police utilise des lycéens pour tendre un piège à une bande de quartier. A Chalons, des pétitions anti-jeunes circulent dans les HLM. A Aubervilliers, des adolescents sont chassés d'une cage d'escalier à coup de baquets d'eau de Javel. A Caen, des jeunes ouvriers sont expulsés d'une Maison de Jeunes parce qu'ils ne veulent pas s'associer à ses activités. Excellente occasion aussi que cette campagne pour licencier les jeunes à cheveux longs (Talange) ou au rendement soi-disant insuffisant (Roubaix), pour vider les chômeurs des Foyers de Jeunes Travailleurs (Clichy) et en chasser ceux qui refusent les augmentations de loyer (Davieil à Paris). Et ce ne sont là que des exemples qui sont appelés à se multiplier au moment où Poniatowski renforce sa police et où les révisionnistes mènent un peu glorieux combat pour multiplier les flotages et les commissariats dans les quartiers.

A force de se développer, une telle campagne ne peut cependant que susciter la révolte et les

questions de ceux qui la subissent. Et s'il est vrai qu'elle peut ici et là isoler une partie de la jeunesse aux yeux de la population, et même aux yeux des autres jeunes plus favorisés en apparence, elle comporte pour ses initiateurs de graves inconvénients, en fixant une cible si précise, en même temps qu'elle pose sur la place publique le problème de l'avenir de la jeunesse, elle rassemble dans la pratique, autour d'une même volonté de résistance, ceux que l'isolement dû à l'école, à la famille ou à l'illusion de pouvoir s'en sortir tout seul, avait empêché de se rejoindre jusqu'à présent. Elle développe chez les jeunes la volonté de sortir des ghettos où on veut les enfermer, pour développer leurs luttes et se faire entendre des masses populaires : ainsi, au moment où la jeunesse des usines occupe dans les grèves en cours une place remarquable, des groupes de résistance aux brimades policières se créent dans les quartiers, des centaines de jeunes chômeurs s'unissent dans les foyers pour s'opposer aux expulsions et faire valoir leurs droits. Il se fait jour partout l'aspiration au regroupement et à la création d'un puissant mouvement de la jeunesse.

Ce qui manque aujourd'hui à la révolte pour s'affirmer d'une façon encore plus large et se transformer en force politique, fixe précisément dans la période les tâches de l'organisation de la jeunesse du Parti.

**construire
le mouvement
autour de la
jeunesse ouvrière
et populaire**

Un véritable Mouvement de la Jeunesse reste à construire : la révolte des années passées dans les écoles, si elle a signifié une très large aspiration des lycéens et collégiens à la bataille anti-capitaliste et le désir d'une liaison plus grande avec les luttes populaires, n'a pas en effet permis de regrouper autour d'un projet précis ou dans un même courant pour la révolution, tous les secteurs de la jeunesse ; elle n'a pas attiré vers elle toute l'énergie des couches les plus défavorisées parmi les jeunes.

Aujourd'hui, au contraire, il est possible de rassembler cette énergie autour de la jeunesse ouvrière



La jeunesse : une puissante force révolutionnaire.

et populaire : c'est elle en effet qui, visée directement par la campagne d'intoxication, peut mener les luttes les plus décidées, les plus diversifiées et les plus riches, constituer ainsi un pôle d'attraction dans la période qui vient. Ce regroupement ne peut cependant provenir d'un simple appel à l'unité : il doit s'effectuer autour des luttes les plus significatives auxquelles il faut faire un large écho et vers lesquelles il faut faire converger tout le potentiel de solidarité des autres jeunes.

Les tâches de l'UCJR, dans cette situation, sont donc de se porter aux points les plus avancés actuellement de la riposte à l'oppression, de concentrer ses forces pour relever chacune des provocations de la bourgeoisie et la transformer en une action de résistance victorieuse, capable de donner confiance à ses participants et par son caractère exemplaire, d'inciter d'autres jeunes à engager l'action à leur tour. Moyens de mobilisations de la jeunesse, ces combats constituent en outre, s'ils sont bien

menés, un instrument pour s'adresser aux masses populaires, solliciter leur appui, et briser ainsi sur le terrain la campagne d'intoxication. Aujourd'hui, par exemple, la question se pose d'une façon aiguë de s'opposer à toutes les attaques anti-jeunes dans les grands ensembles, et en positif de mener la bataille dans un premier temps pour l'attribution de locaux aux groupes de jeunes qui le désirent.

Mais, si elles veulent atteindre leur but, chacune de ces petites luttes doit se présenter comme le moyen d'en déclencher d'autres, et chaque fois sur une échelle plus large, et pour cela poser d'une manière très nette le problème de sortir des limites géographiques ou «sectorielles» (lycéens, apprentis, chômeurs...), dans lesquelles elles ont évolué jusqu'à présent. Beaucoup de jeunes estiment en effet, qu'il est inutile d'engager l'action si c'est pour le faire seuls et si elle ne permet pas de regrouper tous ceux qui sont concernés par les buts qu'elle se fixe.

Pour répondre à cette aspiration, l'UCJR entreprend une vaste campagne de mobilisation pour la tenue à partir de luttes précises, d'assemblées de la jeunesse ouvrière et populaire, au niveau local et régional puis national, dont la fonction sera à la fois de définir les revendications communes vers lesquelles puissent converger les luttes à venir, et les moyens à mettre en œuvre pour les faire triompher, les problèmes prioritaires à résoudre, etc...

Ainsi, s'emparer de tous les faits d'oppression pour engager la lutte, briser les ghettos pour regrouper les jeunes, réaliser dans l'action l'unité autour de la jeunesse issue du peuple, telles sont les traits essentiels du style de travail que doit adopter l'UCJR dans la période qui s'ouvre.

MESSAGE DU PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE

(marxiste-léniniste)

AU CAMARADE ENVER HOXHA,

AU COMITÉ CENTRAL DU PARTI DU TRAVAIL D'ALBANIE

Camarades,

Ce 29 novembre 1975, il y a 31 ans que le peuple albanais, sous la direction de son Parti, le Parti du Travail d'Albanie, libérait son pays du joug fasciste et fondait la République Populaire d'Albanie, démocratie populaire s'engageant sur la voie du socialisme.

Sur cette voie semée d'embûches, le Parti du Travail d'Albanie, sous la direction d'Enver Hoxha, devait d'abord mener une lutte décisive contre la Yougoslavie de Tito. Les prétentions de celle-ci vaincues, le peuple albanais devait encore lutter, sous la direction du Parti du Travail d'Albanie, contre les visées hégémoniques du révisionnisme krouchtévien qui, trahissant l'URSS de Lénine et de Staline, voulait faire de l'Albanie le «jardin» du COMECON, asservir ce

pays comme il l'a alors fait des soi-disant démocraties populaires.

Aujourd'hui, l'édification socialiste a franchi de grands pas en Albanie, elle a remporté des victoires éclatantes. Mieux encore l'Albanie est devenue le pays de l'homme nouveau, le pays où chacun sait mener une lutte consciente contre le révisionnisme, la restauration du capitalisme, travailler pour la continuation de la révolution, pour la dictature du prolétariat. Le peuple albanais a encore montré sa volonté de poursuivre la lutte révolutionnaire en développant aujourd'hui un profond mouvement de lutte contre le bureaucratisme.

Cet exemple enrichissant de l'Albanie socialiste suscite l'enthousiasme dans les masses travailleuses de notre pays, leur montre la voie à suivre pour la révolution

prolétarienne : renverser la bourgeoisie, démasquer le révisionnisme et construire le pouvoir des ouvriers et des paysans.

VIVE LE CAMARADE ENVER HOXHA !

VIVE LE PARTI DU TRAVAIL
D'ALBANIE !

VIVE LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE
D'ALBANIE

VIVE LA DICTATURE
DU PROLÉTARIAT !

Le Bureau Politique
du

Parti Communiste Révolutionnaire
(marxiste-léniniste)

A L'OFFENSIVE CONTRE LE CHOMAGE !

l'offensive de la bourgeoisie

**LE CHÔMAGE : UN MOYEN DE
FAIRE PAYER LA CRISE AUX
TRAVAILLEURS**

Il y a trois mois, Giscard annonçait à la télé son plan de relance de l'économie pour combattre le chômage. Dans le même temps, la presse et la radio avouaient explicitement que le chiffre d'1 million de chômeurs était «sûrement» dépassé. Depuis septembre, l'offensive contre la classe ouvrière n'a cessé de se développer.

Le chômage, c'est d'abord la continuation des licenciements massifs et des fermetures d'entreprises amorcée depuis plus d'un an. Généralement, il s'agit de petites et moyennes entreprises quoique le record en la matière, si l'on peut dire, ce sont les 2 500 licenciements originaires prévus avec les fermetures de 4 usines d'Idéal Standard.

La riposte ouvrière ne s'est pas fait attendre : en octobre, on comptait déjà 50 usines en lutte, la plupart avec occupation, manifestations de rue. La fermeture de ces entreprises aurait entraîné la liquidation de régions entières ou de villes ouvrières : Bolbec avec les usines Boussac, Fougères avec les industries de la chaussure...

Mais c'est tout un courant populaire qui s'est développé pour s'opposer aux fermetures d'usines. Les luttes contre les licenciements rencontrent un large soutien dans le peuple : «il est juste de lutter, de se battre contre les licenciements», cette réflexion est devenue aujourd'hui courante dans les couches populaires.

Mais le phénomène nouveau qui se développe depuis septembre, c'est l'ampleur du chômage partiel ; non pas que la bourgeoisie ait renoncé aux licenciements, mais elle compte bien, par ce moyen, cacher le chômage total et,

d'autre part, briser les luttes ; c'est même là son but principal. Cela a été clairement expliqué : il s'agit d'empêcher les «conséquences politiques» des licenciements massifs.

Le chômage partiel a été utilisé massivement en juillet dans la sidérurgie ; mais la lutte des ouvriers d'Usinor en mai dernier a montré la volonté de la classe ouvrière de combattre cette nouvelle forme de chômage. En septembre, les patrons de la sidérurgie française, en bonne logique capitaliste, envisageaient 30 000 licenciements. Face aux luttes qui n'auraient pas manqué de se déclencher, ils ont fait appel à l'État qui a passé un contrat avec eux ; pas de licenciements, du moins dans l'immédiat, mais des réductions très importantes d'horaires, l'État capitaliste prenant en charge 90 % des réductions prévues : un cadeau de plus pour les trusts sidérurgiques. Les ouvriers d'Usinor-Dunkerque ont dû ainsi arrêter le travail pendant près d'une semaine, du 13 au 18 octobre dernier. Résultat : un salaire mensuel amputé de 200 à 400 F et cela risque de se renouveler tous les mois. Ces «conventions» entre l'État capitaliste et les patrons se sont largement étendues depuis, dans de multiples branches. Dans les ministères, les patrons défilent ; Chirac reçoit beaucoup. Et c'est ainsi qu'un certain nombre de directions d'entreprises ont pu déclarer qu'elles renonçaient aux licenciements initialement prévus.

En même temps qu'une attaque importante contre les salaires, le chômage partiel va de pair avec une intensification accrue du travail : moins de temps passé à l'usine, mais des cadences infernales qu'il faut tenir.

Aujourd'hui le plan de relance ne dupe plus personne. Il y a en France 1 500 000 chômeurs au total ; en 1968, il y en avait 500 000. Il faut remonter aux années précédant le Front Populaire, en 1933, pour retrouver un tel chiffre. A cela viennent s'ajouter 300 000 chômeurs partiels chaque mois. La bourgeoisie veut faire payer la crise aux travailleurs.



Faire payer la crise aux travailleurs
**UNE ARME PRIVILÉGIÉE POUR
FAIRE PRESSION SUR LES LUTTES**

Le chômage a toujours été présenté par les patrons comme une sorte de «fatalité économique», contre laquelle on ne peut rien. C'est cette même explication, actualisée à la situation de crise, que la bourgeoisie développe aujourd'hui. Durafour, ministre du Travail, déclarait en avril dernier : «L'évolution du chômage dépend de phénomènes non maîtrisables tels que la relance économique des pays voisins» et Giscard ajoutait en juin : «Il faut bien comprendre que dans ce domaine tout ne dépend pas de nous... Nous ne pouvons pas compenser par nos propres décisions ce qui se passe à l'extérieur... Le niveau d'activité économique dépendra de ce qui se passe à l'extérieur».

Dans un premier temps, la bourgeoisie avait tenté de justifier son offensive contre la classe ouvrière en invoquant la hausse des prix des matières premières, et particulièrement du pétrole. Les pays arabes étaient ainsi désignés comme les responsables de la crise. La bourgeoisie n'a pas renoncé à cet argument mais aujourd'hui elle en développe un autre, qui est lié au premier, celui de l'«internationalisation de la crise» : ce n'est pas seulement la France qui est touchée par le chômage mais l'ensemble des pays «industrialisés». Les causes du chômage présentées

déjà comme des mécanismes économiques compliqués sont ainsi rendues encore plus floues pour tenter de briser les luttes.

Le chômage est partie prenante du chantage à la crise ; présenté comme une fatalité, il est aussi brandi comme une menace constante contre les travailleurs, utilisé comme un moyen de développer la collaboration de classes : « il ne faut pas engager la lutte dans cette situation de crise, c'est du reste risquer du jour au lendemain de se retrouver sans emploi », telle est l'idée que la propagande bourgeoise martelle aujourd'hui.

Le chômage est également un moyen de division de la classe ouvrière et des masses populaires. Toutes les mesures démagogiques du gouvernement Giscard visent précisément à briser le front de lutte qui pourrait se constituer. Les 90 % du salaire promis aux ouvriers licenciés pour raisons économiques visent à briser les luttes contre les licenciements, tentent de créer une division entre ceux qui ont la « chance » de toucher les 90 % ou espèrent les toucher et ceux qui ne reçoivent rien, entre les travailleurs actifs et les chômeurs que l'on espère voir assimilés à des gens « payés à ne rien faire ».

En mettant des milliers d'ouvriers en stage de formation, il s'agit d'essayer de camoufler le chômage total et d'empêcher les travailleurs de lutter en développant l'arrivisme et l'individualisme par la promesse de l'avancement et du reclassement.

Aujourd'hui le gouvernement Giscard est prêt à faire des « concessions » sur l'âge de la retraite, mais bien à son profit : la pré-retraite est déjà largement utilisée comme un moyen pour camoufler les licenciements : à Berliet, à Thomson-Brandt, à Fougères, dans la sidérurgie... le salaire est amputé de 30 à 50 %. Les vieux travailleurs sont présentés comme les responsables du chômage des jeunes et c'est d'ailleurs la même logique que développent révisionnistes et réformistes avec leur slogan : « Mieux vaut un retraité qu'un chômeur ».

Enfin, dans cet éventail de moyens mis en place, le chômage partiel constitue un élément important. Il est présenté comme un moyen d'éviter les licenciements : « Plutôt des heures chômées que des ouvriers licenciés », ce sont de telles idées que la bourgeoisie voudrait répandre dans la classe

ouvrière ; d'autre part, c'est un moyen pour diviser les ouvriers à l'intérieur d'une même entreprise : certains secteurs peuvent tourner à plein rendement, d'autres non, la lutte commune est ainsi rendue plus difficile.

Ainsi ces quelques mesures de la bourgeoisie, outre qu'elles servent à camoufler le chômage, montrent clairement ce qu'elles visent : instaurer la division parmi les travailleurs, empêcher le développement des luttes. Mais la campagne policière de Poniatowski, l'intervention systématique de la police contre les piquets de grève et les occupations d'usine prouvent justement la faible emprise des propositions du gouvernement Giscard. C'est un aveu de son incapacité à dupes les masses.

les propositions des réformistes et des révisionnistes

Face au chômage, les partis de « gauche » mettent en avant un certain nombre de propositions qui sont loin d'être nouvelles. Il s'agit des mesures contenues dans le programme commun : Pas de licenciements sans reclassements, généralisation de la formation professionnelle et du recyclage, facilitant le plein emploi, revalorisation des indemnités de chômage, élargissement du rôle et des moyens de l'ANPE, planification stricte de l'immigration...

Le gouvernement Giscard s'est assez largement inspiré de ces mesures : 90 %, développement de la formation professionnelle, arrêt de l'immigration... Le communiqué de la dernière réunion des partis de

gauche, le 20 novembre, reprend ces mesures en y ajoutant un certain nombre de points sur lesquels la révolte des travailleurs est importante : « Interdiction des coupures et des saisies... octroi de dégrèvements d'impôts... la garantie d'un salaire minimum d'attente pour tout jeune à la recherche d'un premier emploi » ; quant aux formes d'action proposées, elles restent assez vagues et ce sera aux fédérations départementales de ces différents partis de définir les « actions diversifiées » qui s'imposent : « Réunions, manifestations, marches vers les préfectures dans la première quinzaine de janvier 1976 ». Et, alors que le gouvernement Giscard développe la semaine à 32 heures et s'apprête à baisser l'âge de la retraite, les partis de gauche, imperturbables, mènent bataille pour le retour aux 40 heures et la retraite à 60 ans : c'est une façon de masquer la question centrale qui se pose aujourd'hui aux travailleurs : qui va payer les réductions d'horaires et les retraites ?

La faiblesse de telles propositions, déjà mises partiellement en application par Giscard est évidente et c'est parce que le programme commun a de moins en moins de prise chez les travailleurs que le P«C»F aujourd'hui insiste tant sur les nationalisations, les réformes de structures qui doivent accompagner les mesures strictes sur l'emploi. Un des points importants de la campagne, c'est son « plan de relance de la consommation populaire ». Le raisonnement est simple : un certain nombre de mesures comme le relèvement des salaires, des pensions, retraites, allocations familiales permettraient d'augmenter le pouvoir d'achat des travailleurs ; ceux-ci ayant plus d'argent, achèteraient plus, la demande serait ainsi plus forte vis-à-vis des



Intervention d'un Comité de Lutte Contre le Chômage.

industries, l'économie redémarrerait... Ce plan s'appuie sur une revendication juste des travailleurs : l'augmentation immédiate des salaires mais, pour assimiler cette revendication, la faire rentrer dans un projet précis d'aménagement du capitalisme. Une telle démarche vise précisément à se servir des luttes comme force d'appoint à un projet étranger à la classe ouvrière. En fait, le P«C»F veut convaincre et rassurer une série de couches (ingénieurs, cadres) et les PME avec lesquelles il compte s'allier et former une nouvelle bourgeoisie, une fois au pouvoir. C'est tout un plan d'aménagement, de meilleure gestion du capitalisme au profit d'une nouvelle bourgeoisie que le P«C»F entend faire soutenir par les travailleurs. Le gouvernement Giscard n'est pas prêt aujourd'hui à accepter un tel plan : il n'est pas du tout sûr, face au développement des luttes, de pouvoir récupérer, dans l'avenir, ce qu'il aurait à céder aujourd'hui sous forme d'augmentations de salaire. Le P«C»F, quant à lui, prétend en avoir la possibilité, il compte sur son influence sur la classe ouvrière pour, une fois au pouvoir, appliquer ces mesures : augmenter quelque peu les salaires et relancer l'exploitation capitaliste pour son propre compte. C'est donc l'idée que les travailleurs ont intérêt à la relance de l'économie capitaliste qui est développée. Il n'y a pas de différence fondamentale entre le discours de Giscard et celui des faux communistes : tous deux veulent tenter d'associer les travailleurs à la relance de la société capitaliste. Pour la bourgeoisie actuellement au pouvoir, il s'agit que les travailleurs acceptent pour l'instant la misère en attendant de pouvoir «sortir du tunnel» ; pour les révisionnistes, il s'agit de prouver qu'eux seuls sont capables de relancer la production capitaliste et que les travailleurs doivent soutenir ce projet s'ils veulent s'en sortir. Apparemment deux discours différents, mais une même logique : les travailleurs ont intérêt à ce que l'économie capitaliste marche bien.

Mais de tels projets risquent fort d'être remis en cause par les masses. Depuis des années, et en particulier pendant la période gaulle, la classe ouvrière a pu faire l'expérience de ce que signifiait pour elle les bienfaits de la société de consommation : dégradation des conditions de vie et de travail, intensification du travail accrue avec la modernisation ; le développement des luttes depuis 68 prouve justement que le «modèle de la société de consommation»

mis en place au lendemain de la seconde guerre mondiale n'a pas, et de loin, dupé les masses. Le capitalisme, qu'il soit en crise ou non, est toujours synonyme d'exploitation et de misère.

la réponse des communistes

- COMBATTRE LES ARGUMENTS DE LA BOURGEOISIE ET DES RÉVISIONNISTES

Développer la lutte contre le chômage implique tout d'abord que soient combattues, pied à pied, les idées développées par la bourgeoisie. La campagne des communistes contre le chômage s'inscrit dans une campagne d'ensemble contre la crise. Pour lancer ses appels à la collaboration de classe, pour développer son chantage à la crise, la bourgeoisie s'appuie sur un certain nombre de difficultés économiques réelles du capitalisme : liquidation d'un certain nombre de petites entreprises, récession de la production dans certaines branches... Le rôle des communistes n'est pas de nier ces difficultés de l'impérialisme français, et il s'agit de les mesurer plus précisément aujourd'hui. Mais, l'important c'est de montrer qu'à partir de ces difficultés économiques, la bourgeoisie tente de développer un point de vue de collaboration dans la classe ouvrière : «pour engager la lutte, il faut tenir compte de la situation économique». C'est d'ailleurs ce même point de vue qui est repris par un certain nombre de délégués réformistes et révisionnistes dans les syndicats qui se soucient de savoir si le carnet de commandes de l'entreprise est bien rempli pour engager la lutte. Nous devons précisément retourner cet argument : si la bourgeoisie a des difficultés à développer ses profits aujourd'hui, c'est son affaire ; ses difficultés placent les capitalistes en position de faiblesse : la situation est favorable au développement des luttes populaires.

C'est ce point de vue de classe que les communistes doivent aujourd'hui largement développer en montrant la cohérence des différents volets de la politique de la bourgeoisie. Mesures démagogiques et de division, chantage à la crise, renforcement considérable de l'appareil policier : l'unité de ces différents aspects de la politique

gouvernementale se fonde précisément sur la faiblesse de la bourgeoisie, sur sa peur face à la montée des luttes. Combattre le chantage à la crise implique ainsi de montrer en quoi, dans son fond, cette crise dont on parle tant est de nature politique, qu'elle trouve sa racine dans la difficulté qu'éprouve aujourd'hui la bourgeoisie à asseoir sa domination de classe.

- UNIR LES TRAVAILLEURS ACTIFS ET LES CHÔMEURS :

Pour les communistes, cette unité des travailleurs actifs et des chômeurs est la base indispensable de la lutte contre le chômage. Dans le passé, le mouvement ouvrier a toujours buté sur ce problème de l'isolement des chômeurs sans jamais réussir à le briser.

L'unité des travailleurs actifs et des chômeurs trouve son fondement dans la réalité même du chômage qui constitue une arme de division importante pour la bourgeoisie. Il touche l'ensemble de la classe ouvrière, non seulement par ses manifestations les plus visibles : licenciements, réductions d'horaire... mais aussi parce qu'il est une arme pour renforcer l'exploitation à l'intérieur même des entreprises : les patrons profitent de cette situation de crise pour imposer de bas salaires et l'intensification du travail. On ne peut séparer aujourd'hui lutte contre le chômage et lutte pour les salaires et de meilleures conditions de travail. Lutter contre le chômage partiel, par exemple, c'est exiger le paiement intégral des heures chômées et, dans le même temps, la baisse des cadences et l'embauche massive. Ce sont de telles revendications unifiantes que les communistes doivent mettre en avant aujourd'hui.

Mais alors que de multiples luttes se déroulent dans les usines, des milliers de travailleurs se trouvent jetés à la rue, sans ressources, isolés de leurs camarades en usines. Cette division est soigneusement entretenue par la bourgeoisie comme un moyen pour imposer ses mesures anti-populaires. Vouloir compartimenter la lutte contre le chômage en mettant d'un côté les chômeurs et de l'autre les travailleurs actifs, c'est finalement maintenir le cloisonnement voulu par la bourgeoisie, c'est se condamner à terme à une lutte contre le chômage inefficace. La tâche des communistes est avant tout de briser l'isolement dans lequel on maintient les chômeurs.

—CONSTRUIRE L'UNITÉ POPULAIRE

Un bilan des luttes de l'an passé et de celles qui ont eu lieu depuis la rentrée permet de dégager les nécessités du soutien populaire pour obtenir des victoires dans la lutte contre le chômage. A Usinor, pendant la grève de mai contre le chômage partiel, les femmes des grévistes ont joué un rôle actif, soutenant les ouvriers en lutte, prenant en main la solidarité. A Chausson et aux Câbles de Lyon, en juin dernier, c'est un soutien chaleureux que les ouvriers ont rencontré dans les quartiers populaires et, lors de l'intervention des CRS, nombreux étaient les habitants du quartier venus spontanément riposter aux agressions policières. Cette volonté d'unité populaire s'est largement développée aujourd'hui. On la retrouve quand les ouvriers manifestent dans les quartiers, lorsque les fermetures d'usines et les licenciements menacent la vie même de villes ouvrières.

Mais le chômage ne touche pas seulement l'ensemble de la classe ouvrière. Pour les employés, c'est tout le système des auxiliaires dans les postes et les hôpitaux, les contrats à durée limitée, qui permettent au patron de camoufler les licenciements. Dans les campagnes, les petits paysans sont chassés de leurs terres et quittent leur région d'origine pour venir chercher du travail dans les grandes villes. Une aspiration à rejoindre le combat de la classe ouvrière existe largement : les nombreuses luttes paysannes où de multiples formes de soutien à la classe ouvrière se sont développées en témoignent.

La jeunesse a, elle aussi, sa place dans ce combat. Un chômeur sur deux a moins de 25 ans et c'est contre la jeunesse que la bourgeoisie développe toute une campagne visant à assimiler les jeunes chômeurs à des voyous et des délinquants. Cette jeunesse populaire représente un potentiel de lutte important et la bourgeoisie a pris une série de mesures pour isoler les jeunes, pour tenter de neutraliser leur révolte : généralisation de la formation professionnelle, possibilité de prolongation du service

militaire... Mais d'autres couches de la jeunesse ont également leur place dans ce combat : les lycéens, les étudiants qui refusent l'avenir que leur réserve le capitalisme, qui veulent se mettre réellement au service du peuple.

Ce sont toutes ces volontés de lutte, encore éparpillées aujourd'hui, que les communistes doivent rassembler autour de la classe ouvrière pour forger une force capable d'imposer des reculs à la bourgeoisie. Mais cette large unité populaire ne se justifie pas seulement par la nécessité immédiate, tactique, de développer une lutte efficace contre le chômage ; elle se fonde également sur les alliances de classe nécessaires à la révolution et le rôle des communistes est précisément de commencer à construire dans la lutte d'aujourd'hui des alliances indispensables pour établir le socialisme dans notre pays.

POURQUOI DES COMITÉS DE LUTTE CONTRE LE CHÔMAGE ?

Il s'agit de mettre en place des organisations de masse qui répondent à ce besoin d'unité. Révisionnistes et réformistes dans les syndicats font tout pour maintenir la division entre les chômeurs et les travailleurs actifs. La direction de la CFDT prétend briser l'isolement des chômeurs en les organisant dans des «Commissions Emploi»

qui regroupent les syndicalistes de plusieurs entreprises. Ces commissions sont aujourd'hui pour la plupart sans perspectives claires et cela se comprend dans la mesure où, malgré le discours de la direction de la CFDT, l'unité qu'elle prétend réaliser est purement formelle et les chômeurs n'ont bien souvent pas d'autres perspectives que de discuter dans ces commissions du problème de l'emploi.

Quant aux révisionnistes, ils mettent clairement en place des organisations autonomes «Comités de chômeurs», «comités de défense de l'emploi», «comités de jeunes chômeurs»... Cet isolement des chômeurs est soigneusement entretenu dans la mesure où ceux-ci ne sont vus que comme une force d'appoint à un projet politique qui leur est étranger. On les divise pour mieux canaliser leur révolte dans le soutien aux propositions politiques des partis de gauche. Toutes ces organisations mises en place ne rencontrent pour l'instant que peu d'écho chez les travailleurs malgré tous les efforts que peuvent faire les réformistes et -révisionnistes. Les quelques chômeurs qui participent à ces organisations sont vite amenés à se rendre compte de l'inefficacité de tels comités qui ne rompent nullement leur isolement.

Répondre à cette volonté d'unité des travailleurs, c'est au contraire mettre en place des organisations qui puissent unir les travailleurs sans emploi et des ouvriers en lutte. Dans les quartiers, de multiples luttes ont commencé à apparaître contre les expulsions et les saisies, contre la misère que le chômage instaure dans les familles ouvrières. Il faut à la fois développer ces luttes sur les quartiers et organiser le soutien populaire aux

Intervention sur un marché pour les journées d'action.



ouvriers en grève. Des actions communes entre travailleurs actifs et chômeurs peuvent être organisées : participation des chômeurs aux piquets de grève, aux occupations d'usines ; manifestations communes des travailleurs actifs et des chômeurs sur un quartier ; manifestations de chômeurs pour exiger l'embauche aux portes des usines où l'intensification du travail est particulièrement sensible.

les journées de mobilisation des 15 et 16 novembre et les tâches aujourd'hui

Le 15 et le 16 novembre ont constitué une première étape dans la campagne contre le chômage que développe notre Parti. Il s'est agi avant tout d'une campagne massive dénonçant les arguments de la bourgeoisie et des révisionnistes mettant en avant la nécessité de s'unir et de lutter. Notre Parti a été largement à l'offensive dans cette campagne : de nombreuses manifestations ont été organisées sur les quartiers et les marchés, mais il n'est pas seulement intervenu par voie de tracts et d'affiches : il a su trouver des formes nouvelles de liaison aux masses, combinant un style offensif à des discussions multiples avec les travailleurs. Des meetings, des forums publics ont bien souvent été organisés sur le tas et les travailleurs, les femmes du peuple sont venus spontanément prendre la parole, apportant leurs témoignages sur le chômage, appuyant les revendications mises en avant.

Les propositions des communistes ont pu ainsi commencer à être largement débattues par les masses et c'est ce style de travail qu'il faut développer constamment dans toutes nos interventions. Ce qui apparaît nettement au cours de ces journées, c'est l'écho que nos propositions ont rencontré parmi les travailleurs : « Lutter contre le chômage, c'est juste, c'est néces-

saire ». La révolte est grande dans les masses populaires mais « comment lutter ? ». C'est à cette question posée par de nombreux travailleurs qu'il nous faut répondre aujourd'hui.

Après ces journées de mobilisation, de nombreux acquis existent. Des dizaines de contacts ont été pris avec des chômeurs, des ménagères, des jeunes... De multiples perspectives de lutte ont été tracées dans le cours même de cette mobilisation. Les communistes ne peuvent se contenter d'un travail d'agitation-propagande mais doivent franchir maintenant une nouvelle étape : organiser, structurer ces volontés de lutte existantes afin qu'elles ne restent pas sans lendemain, engager sans attendre une série d'actions.

C'est dans la capacité de notre Parti à mener à bien une série de luttes, à transformer la réalité que

tout se joue aujourd'hui. Nous devons nous saisir des multiples axes qui se sont dégagés lors de cette première étape : des travailleurs d'un foyer sont venus témoigner des conditions de logement et des loyers qu'on leur impose ; à nous maintenant d'engager un plan de bataille avec eux. Ailleurs, c'est le cas d'une expulsion, de saisies : comment engager la riposte ? Ailleurs encore, c'est le cas d'ouvriers qui viennent d'être licenciés, quelle mobilisation allons-nous proposer ?

Autant de plans de bataille extrêmement précis que les communistes doivent tracer et engager rapidement. C'est en développant de multiples rapports de force sur des points particuliers, en remportant une série de victoires partielles contre le chômage qu'une offensive d'ensemble pourra se construire.

Face au chômage, la riposte s'organise



REUNION NATIONALE DES CELLULES D'ENTREPRISES DU PARTI

Une réunion nationale des cellules d'entreprise du Parti s'est tenue au mois d'octobre sur le thème : « Les travailleurs et la crise ». Elle avait pour but de dégager les aspirations des travailleurs face à la crise aujourd'hui, et de déterminer les tâches du Parti pour y répondre.

UNE ILLUSTRATION VIVANTE DU CENTRALISME DEMOCRATIQUE

Il s'agissait d'une réunion régulière du Parti, entrant normalement dans le cadre de son fonctionnement, c'est-à-dire dans le cadre du centralisme démocratique. Celui-ci consiste, en effet, à recueillir par l'intermédiaire des cellules, en particulier des cellules d'entreprise, l'ensemble des idées présentes au sein des masses, à les centraliser, à faire le tri entre les idées justes et les idées fausses, à synthétiser les idées justes et, à partir de là, à élaborer des propositions qui répondent aux aspirations des masses, en combattant les idées fausses qui freinent ces aspirations.

Dans ce but, un questionnaire d'enquête avait été élaboré par le secteur entreprise du Parti et pris en charge par toutes les cellules pour préparer la réunion.

Il ne s'agissait pas là d'une enquête neutre, d'une sorte de sondage visant simplement à photographier les idées des travailleurs, ce qui n'aurait pas permis, en fait, de recueillir les idées justes. Il s'agit, au contraire, d'une enquête politique, c'est-à-dire un élément de la bataille politique contre les idées fausses, pour faire surgir les idées justes.

Le questionnaire était divisé en trois parties : la première était centrée sur les effets de ce que le Parti a défini comme la politique de crise de la bourgeoisie (voir encadré P. 23) et des réactions et questions qu'elle suscite chez les travailleurs. Par exemple : « Quelles



sont les formes particulières de la politique de crise dans l'entreprise : se traduit-elle par des réductions d'horaires, une intensification du travail ? Quelles sont les réactions des travailleurs face à l'extension du chômage ? Comment se l'expliquent-ils ? Quelles solutions voient-ils pour lui faire échec ? Comment les travailleurs réagissent-ils par rapport à la situation particulière de leur entreprise ? S'il y a des actions qui sont menées, sur quelles idées reposent-elles ? S'il n'y en a pas, pour quelles raisons ? Quelles sont les idées qui freinent les travailleurs ? Plus largement, est-ce que les travailleurs ont conscience de la nécessité d'un mouvement d'ensemble ? »

La deuxième partie du questionnaire visait à savoir comment les travailleurs se représentent la situation politique : « Comment est perçue la politique du gouvernement, le libéralisme de Giscard et sa politique répressive ? Que pensent les travailleurs de mesures économiques du gouvernement telles que le plan de relance ? Que pensent-ils des appels à la « collaboration à se serrer les coudes ? » Comment par ailleurs sont perçus les réformistes et les révisionnistes ? Quel impact ont les propositions révisionnistes : le plan

de relance et le programme commun ? Que pensent-ils de la politique P.C.-P.S. ? Que changerait la gauche au pouvoir ? »

Enfin, la dernière partie portait sur la crise et les solutions qu'envisagent les travailleurs pour en sortir : « Comment est perçue la crise ? D'où vient-elle ? Est-ce une question politique ou plus profondément une question de société ? Comment s'en sortir ? Peut-on revenir au modèle de consommation précédent ? Que pensent les travailleurs de la perspective de « croissance zéro » développée par la bourgeoisie ? Que pensent-ils de la révolution ? Comment est perçue la propagande du Parti ? »

L'ensemble de ces questions, les camarades des cellules d'entreprise du Parti les ont posées aux travailleurs de leur usine, de leur atelier et avaient fait une première synthèse des réponses qu'ils leur avaient apportées.

Cette réunion était donc complémentaire du débat instauré depuis plusieurs semaines dans « Le Quotidien du Peuple » sur les « travailleurs et la crise » auquel ont participé de nombreux travailleurs de diverses régions et entreprises.

Là aussi, un large éventail de secteurs et d'entreprises était représenté : sidérurgie, métallurgie,



La bourgeoisie veut faire payer la crise aux travailleurs

construction électrique, chimie, bâtiment, transport, mines... de toutes les régions de France

LA POLITIQUE DE CRISE DE LA BOURGEOISIE LARGEMENT BATTUE EN BRECHE

La première conclusion qui se dégage de la réunion, c'est que le chantage à la crise de la bourgeoisie a de moins en moins de prise : les travailleurs se posent de plus en plus des questions sur les difficultés actuelles de la bourgeoisie : ils se rendent compte que les mesures de réduction d'horaires, de chômage partiel s'accompagnent d'augmentation des cadences, d'intensification du travail.

En même temps, dans de nombreuses entreprises, les travailleurs pressentent que des plans de restructuration sont en cours et qu'ils en feront une nouvelle fois les frais. C'est ce qu'explique, par exemple, un camarade de Michelin à Montceau-les-Mines : « La direction a fait paraître un article publicitaire dans la presse locale sous le titre : « Michelin voit le bout du tunnel, résiste à la crise économique et il annonce qu'il va embaucher 30 personnes ». Qu'est-ce que ça veut dire dans une boîte où on fait 42 h 30, où l'objectif de la direction, c'est de faire passer le nombre d'ouvriers de 47 000 à 45 000 sur la France ? Ce dont on s'est aperçu, c'est que la consommation de pneumatiques pour le tourisme (les voitures) a baissé, le nombre d'immatriculations a baissé, on roule moins vite : les pneus s'usent moins vite. Par contre, elle a augmenté pour le génie civil, c'est-à-dire les pneus qui équipent les différents grands travaux, les poids lourds, les bulldozers, etc. Alors d'un côté on réduit le travail sur les chaînes de tourisme ; dans certains ateliers, il y a des chaînes qui tournent un poste sur trois,

Mais de l'autre côté, les travailleurs du génie civil, on leur demande de bosser le samedi.

« Les gars se rendent compte que quelque chose ne va pas ». Il y a des gons qui partent, et nous, on fait le double de boulot. On ne comprend pas bien ce qui se passe, mais on sent bien qu'il y a derrière tout ça un plan précis, que Michelin sait exactement où il va, qu'il a un plan de restructuration.

Cette restructuration est particulièrement nette dans les entreprises dont les difficultés sont moins importantes, dont les carnets de commande sont remplis et qui ont déjà ouvert de nouveaux marchés (telles par exemple la CFEM ou la SMN.) Mais beaucoup d'autres entreprises, en proie pour le moment à des difficultés importantes, préparent une certaine reprise et procèdent aussi à des investissements, modernisent leurs machines pour être en mesure d'affronter, le moment venu, la concurrence internationale. C'est le cas, par exemple, de Berliet, comme l'explique un camarade : « On en est au dixième jour de chômage par mois. Il y a eu 700 licenciements déguisés en retraites anticipées. D'après les patrons, le marché intérieur est en régression à cause du plan de refroidissement du gouvernement. Le marché extérieur est stagnant. Le stock est le double de celui de l'an dernier. La production est inférieure de 500 véhicules à celle de l'an dernier. Mais, à côté de ça, ils font des investissements dans tous les secteurs de l'usine : fonderie, secteur autobus, emboutissage, l'automatisation des presses. Les gars sentent que ça va se traduire par des licenciements ; par exemple, pour la fabrication des marche-pieds, une seule machine va en remplacer huit. Mais pour ceux qui restent, il va y avoir augmentation des cadences. Ils pré-

voient d'augmenter le nombre de bus fabriqués par jour. Dans le secteur coulage, ils ont supprimé 5 lignes sur 8 et ils prévoient une seule nouvelle ligne qui fera plus que les huit ensemble. Avec la fusion avec Saviem, on sent qu'il y a une restructuration en cours, une nouvelle « politique nationale du poids lourd » : pour faire face à la concurrence des Volvo, Daf, etc. Mais les gars sentent que cette restructuration va se faire sur leur dos. On a tourné au ralenti toute l'année. Maintenant, on commence à augmenter la production depuis un mois mais ils prévoient de nouveaux jours chômés à Noël.

Si les travailleurs se posent de nombreuses questions sur l'origine de la crise, sa nature, la politique de crise de la bourgeoisie, du gouvernement Chirac, est nettement battue en brèche, ressentie comme une politique qui ne fait qu'accroître le chômage, la baisse du pouvoir d'achat, l'intensification du travail. Les mesures prises par le gouvernement, telles que le « plan de relance », si elles ont pu au début tromper quelques travailleurs, ne laissent plus aujourd'hui aucune illusion. « C'est du bluff ». Giscard, depuis le temps qu'il promet, ça n'a rien changé. « S'il y a une stabilisation, ce sera sur le dos des travailleurs », telles sont les idées exprimées par les travailleurs et qui vont de pair avec le sentiment que « Giscard est fragile », « qu'il est incapable de résoudre les difficultés actuelles ». Son « libéralisme », ses « réformes profondes » comme celle sur l'entreprise — la réforme Sudreau —, même si les travailleurs ne voient pas encore exactement à quoi visent des mesures telles que la retraite à la carte ou les horaires à la carte, n'ont plus aucune prise dans la classe ouvrière. De même, l'aspect répressif de sa politique, les interventions systématiques des CRS, contre les grévistes sont profondément ressenties et provoquent la colère et la révolte des travailleurs. Poniatowski est souvent vu par la classe ouvrière comme un ennemi de classe, même si ses mesures visant à renforcer la lutte contre le banditisme peuvent encore parfois prêter à confusion.

Ainsi, la crise n'apparaît plus comme une chose fatale, quelque chose venu de l'extérieur, contre laquelle « on ne peut pas grand-chose » si ce n'est « attendre que ça se passe ». Des arguments tels que « La crise, c'est la faute aux pays arabes » ont fait long feu. Les travailleurs remettent de plus en plus en cause le caractère soi-

disant inévitable de la crise, du chômage. - Il y a bien quelqu'un de responsable », disent, par exemple, des chômeurs qui, depuis des mois, hantent vainement les files de l'AN.P.E. de Grenoble pour chercher du travail. Et ils ajoutent : - C'est la faute au système. -

OFFENSIVE REVISIONNISTE POUR DEVOYER LES ASPIRATIONS DES TRAVAILLEURS

L'offensive de la bourgeoisie actuellement au pouvoir pour faire passer ses « solutions » à la crise n'est pas la seule à laquelle sont soumis les travailleurs aujourd'hui. A côté, se développe celle des révisionnistes, d'autant plus vive que, depuis un an, leurs contradictions avec les travailleurs se sont développées, du fait d'abord de leur attitude dans les luttes passées, et du fait, d'autre part, de l'absence de perspectives électorales à court terme et des divisions au sein de l'Union de la Gauche.

Cette offensive s'articule autour des propositions du programme commun et du plan du 8 août, essentiellement sur les thèmes suivants : la relance de l'économie « par la consommation », la semaine de 40 heures et le mot d'ordre : - Mieux vaut un retraité qu'un chômeur - qui, d'après eux, permettront de libérer des emplois, et les nationalisations. Ils développent simultanément leurs deux campagnes sur les libertés et celle « pour élever la qualité de l'Union de la Gauche ».

Il est certain, les réactions des travailleurs le prouvent, que certaines de ces propositions rencontrent un écho car elles s'appuient sur des aspirations profondément ancrées dans la classe ouvrière, telles que l'abaissement de l'âge de la retraite, la réduction du temps de travail, la hausse du pouvoir d'achat, même si les propositions du P.C.F. sont en retrait par rapport aux revendications mises en avant dans les luttes : salaire minimum à 2 000 F (et non 1 700 F), retraite à 55 ans, augmentations uniformes, etc.

Mais les travailleurs n'entrent pas pour autant dans la logique des révisionnistes, c'est-à-dire qu'ils ne considèrent pas pour autant la satisfaction de ces revendications comme une solution à la crise, devant permettre une « relance de l'économie ».

Ainsi, par exemple, le mot d'ordre : - Mieux vaut un retraité qu'un chômeur - est parfois repris, mais, lors des discussions, les travailleurs sont de plus en plus

conscients que, dans de nombreuses entreprises, il y a déjà des mises en pré-retraite mais qui n'ont été compensées par aucune embauche. Comme l'explique un camarade de la cellule Brandt à Lyon : - Il y a eu 80 mises en pré-retraite, mais combien d'embauchées en retour ? Aucun. Par contre, les cadences ont augmenté : dans les ateliers à poste de travail individuel, le travail des retraités retombe sur les autres. - Situation identique à la S.N.C.F. Nantes où il y a eu 27 départs en pré-retraite, et personne d'embauché pour les remplacer. A la C.F.E.M. (à Fos), des jeunes travailleurs disent : - Une telle revendication, ça nous divise, on nous monte contre les vieux. -

Il en est de même de la réduction du temps de travail. - On est pour », expliquent des travailleurs de Péchiney Ugine Kulhman (P.U.K.), - mais c'est pas ça qui amènera des emplois : chez nous, il y a déjà eu des réductions à 40 heures mais pas d'embauche pour autant. -

Ainsi, la campagne sur le plan de relance du P.C.F., malgré l'écho qu'elle peut rencontrer, ne suscite pas une mobilisation importante, laissant souvent les travailleurs indifférents comme à Bourgogne-Electronique à Dijon, par exemple : - Le P.C.F. a tenté de lancer une campagne sur le plan de relance », raconte un camarade, « il a d'abord essayé de faire signer une pétition approuvant les mesures qu'il propose. Elle n'a eu aucun écho. Ensuite, ils ont tenté de proposer une autre pétition demandant à la direction si les licenciements annoncés étaient vrais. Ils ont demandé à être reçus par le patron, ils ont collé des affiches partout, ils ont fait venir un dirigeant à la porte de l'usine. Là non plus, ça n'a pratiquement eu aucun écho. -

De façon analogue, la campagne sur les libertés rencontre un certain écho, surtout lorsque les révisionnistes réussissent à l'articuler à la défense de délégués syndicaux. Mais les travailleurs se rendent de plus en plus compte qu'il s'agit avant tout pour le P.C.F. de défendre ses militants comme en témoigne ce fait rapporté par un camarade de Bérliet : - « L'Humanité » a publié un article ronflant sur un gars qui aurait été mis à pied après un débrayage. En fait, la direction a mis à pied un diffuseur du P.C.F. Leur cellule a fait une pétition qui a recueilli peu de signatures. Ils ont voulu se faire recevoir en tant que cellule par le patron qui a refusé. Ils ont improvisé une délégation de douze gars (en fait, tous du P.C.F. ou sympathisants) mais

dans l'indifférence totale de tous les travailleurs. » Tel encore cette réaction rapportée par un camarade de T.L.M. à Marseille : - Ils font du tapage sur les libertés, mais quand les flics chargent, ils ne sont pas là. -

Quant au thème des nationalisations, que le P.C.F. présente pourtant comme la base de ses « réformes », il est, sauf dans certains secteurs, très peu mis en avant, car il rencontre peu d'écho. - A Bérliet, relève un camarade de la cellule, on a été pratiquement nationalisé par l'accord avec Saviem. Avant le P.C.F. faisait beaucoup de battage là-dessus, en disant que c'était la seule solution. Maintenant, il est plutôt gêné d'en parler. -

D'une manière générale, si de nombreux travailleurs se disent prêts à voter, le cas échéant, pour l'Union de la gauche, les solutions du programme commun ne suscitent guère l'enthousiasme dans la classe ouvrière, beaucoup moins encore que lors des élections présidentielles de 1974. Giscard, par ses « réformes », a déjà largement vidé le programme commun de son contenu. Mais le doute s'est surtout renforcé à l'occasion du développement de la polémique P.C.-P.S. et n'a guère été entamé par la campagne du P.C.F. pour « élever la qualité de l'union ». Ainsi, les illusions sur les possibilités d'un réel changement avec l'Union de la gauche au pouvoir sont de moins en moins grandes. L'idée que « Mitterrand au pouvoir ne changera rien ; la crise, c'est plus profond, c'est une question de société » est partagée par un nombre croissant de travailleurs.

Mais, au-delà même du contenu des propositions révisionnistes, la question que leur posent les travailleurs, c'est « qu'est-ce que vous faites pour imposer nos revendications ? Quelles propositions concrètes vous donnez pour aboutir à l'abaissement de l'âge de la retraite, la réduction du temps de travail ? etc. ». Nombreux sont les travailleurs qui sont écœurés par les journées nationales d'action qui n'aboutissent à rien sauf à une démobilisation. Ce qui apparaît de plus en plus nettement aux travailleurs, c'est que le P.C.F. fait tout pour s'opposer aux mouvements qu'il ne se sent pas en mesure de contrôler. Les exemples sont nombreux, tel celui de Griffet à Marseille où les révisionnistes, face à la détermination des ouvriers, avaient donné leur accord pour le démarrage d'une action mais, de fait, ont tout fait pour s'y opposer et la faire échouer. De même, le 23 octobre, lors d'une manifestation des travailleurs de Péchiney-Ugine-Kulhman, le P.C.F. s'est opposé à

l'occupation du siège de la direction parce que la proposition venait d'un groupe de travailleurs, réunis derrière les militants du Parti et reprenant ses mots d'ordre.

La conclusion qui se dégage de l'offensive révisionniste et des réactions qu'elle suscite, c'est celle qu'a tiré un des camarades du secteur entreprise dans le rapport qui a clôturé la réunion. Le P.C.F. développe toute une offensive afin d'essayer d'entraîner le plus possible de travailleurs dans la défense de sa ligne d'aménagement de la crise afin de s'imposer à la bourgeoisie en place et face au P.S. Pour mener à bien cette politique, et faire face à l'aspiration à un mouvement d'ensemble des travailleurs, les révisionnistes essaient de contenir ce mouvement d'ensemble dans l'appui à leur projet politique.

L'ASPIRATION A UN MOUVEMENT D'ENSEMBLE

Le nombre d'usines en lutte, souvent avec occupation, la détermination des grévistes témoignent d'une importante volonté de lutte et confirment le refus de plus en plus net de la politique de crise de la bourgeoisie que nous avons analysée en détail ci-dessus. Dans de nombreuses entreprises, des débrayages se produisent dans tel atelier, tel secteur, que les dirigeants réformistes des syndicats tentent généralement de laisser isolés. Comme à Lip, par exemple, un mouvement a eu lieu sur une chaîne de réglage à l'horlogerie, une autre à la mécanique mais les dirigeants de la C.F.D.T. ont refusé de l'étendre à l'ensemble de l'usine sous prétexte « qu'il ne faut pas gêner la relance de la boîte ».

Mais ce qui ressort de la réunion des cellules d'entreprises du Parti, c'est qu'à travers ces mouvements, à travers les réactions des travailleurs se dessine une aspiration très largement répandue à un mouvement d'ensemble pour faire aboutir leurs revendications. C'est d'une part, à la vue des luttes du printemps dernier, qui se sont souvent terminées par des échecs ou des succès très limités, l'idée que seul un mouvement large peut faire céder la bourgeoisie.

C'est en même temps l'idée que « ça ne peut plus durer » que « ça va craquer » comme en mai 68 mais que « cette fois ça ne partira pas de la fac mais du monde ouvrier ». Que ce soit chez les chômeurs qui, depuis des mois, ne trouvent pas de travail, que ce soit chez les travailleurs qui sont soumis à une forte intensification du travail alors même qu'ils continuent



L'aspiration à un mouvement d'ensemble...

de subir des réductions d'horaires avec pertes de salaire, il y a cette révolte latente qui s'est accumulée depuis un an, cette révolte que l'on retrouve chez les travailleurs en lutte en ce moment.

C'est ce que disent, par exemple, des travailleurs de la SMN. (Caen) : « Au train à fil, il y a du chômage partiel mais la direction, l'autre jour, a fait redémarrer le train 1 h 30 avant l'heure normale pour augmenter la production. Les gars disent : « Il y en a marre, ça ne peut pas durer comme ça. Il faudrait un mouvement du genre mai 68, pour faire aboutir nos revendications ».

Mais cette aspiration à un large mouvement d'ensemble, si elle est largement répandue, se heurte encore à un certain scepticisme de la part de nombreux travailleurs.

Ce scepticisme est d'abord incontestablement lié aux échecs ou demi-échecs qu'ont connus les luttes passées. A la C.F.E.M., à Fos, par exemple, beaucoup de gars aspirent au mouvement d'ensemble mais n'y croient pas à cause des échecs des luttes de la région : Titan Coder, Babcock, Ugine Acier. C'est souvent aussi l'hésitation à démarrer les premiers. « On s'est fait roulés une fois, disent les gars des P.T.T., on veut bien repartir, mais pas les premiers ». Même idée à la SMN à Caen : « On partira quand le gros de la sidérurgie partira, c'est pas, nous, petite boîte de 6 000 ouvriers, qui allons partir les premiers ». De même, les travailleurs immigrés, pourtant en général, très conscients de la nature de la crise et du sens des mesures prises par le gouvernement, se sentent très vulnérables en particulier face à la répression et disent : « Ce n'est pas à nous de commencer : quand les autres partiront, nous les suivrons ».

Ces hésitations, ce scepticisme, tiennent aussi à un reste d'impact

de la politique de crise de la bourgeoisie dont l'un des effets est d'entretenir une division entre les travailleurs, entre ceux qui sont soumis à du chômage partiel et ceux qui ne le sont pas, entre Français et immigrés, entre jeunes et vieux... Cet impact est, certes, différent selon les secteurs : il est beaucoup moins important dans les secteurs où une certaine reprise est déjà visible, où la restructuration apparaît clairement aux yeux des travailleurs avec ses conséquences : intensification du travail... Pourtant, même dans ces secteurs, des idées telles que : « Ce n'est pas le moment de lutter ; pour l'instant ça va mais on ne sait pas ce que ça donnera dans quelques mois, attendons que l'orage passe », idées constamment entretenues par la direction, la maîtrise et souvent même les dirigeants réformistes des syndicats, sont présentes dans la tête des travailleurs. Elles reposent au fond sur la logique développée tant par la bourgeoisie au pouvoir que par les réformistes et les révisionnistes, selon laquelle il faut « harmoniser » les revendications et le niveau de production, limiter les revendications à un niveau acceptable par « l'économie ». C'est ce qu'expliquent les camarades de la SMN. (Caen) : « L'idée qu'il n'y a pas de moment pour lutter, qu'il faut profiter des difficultés de la bourgeoisie, est une idée qui n'a pris encore que sur une frange minoritaire des ouvriers de la boîte, là où les problèmes sont les plus visibles, comme au train à file, par exemple. Nous, on essaie de s'appuyer sur cette frange pour faire passer l'idée sur les autres secteurs ».

Mais ce scepticisme qui freine l'aspiration au mouvement d'ensemble, est surtout lié à la question de son débouché : « Ça va craquer mais qu'est-ce qu'il y aura

après ? », se demandent beaucoup de travailleurs. Le bilan de mai 68 est controversé par les travailleurs, tels ceux de P.U.K. : « Ça a abouti à des élections qui n'ont rien changé ; on a eu des augmentations de salaire mais elles ont été reprises au bout de six mois. On veut bien partir, mais il ne faut pas que ça se termine de la même façon. »

C'est directement la question de la cible politique qui est ainsi posée : la grande majorité des travailleurs en sont conscients, conscients que Giscard et le gouvernement Chirac sont un obstacle à tout changement profond et durable. Face à cela, beaucoup de travailleurs, on l'a vu, se disent prêts à voter pour l'Union de la gauche mais sans enthousiasme. Et, surtout, parce qu'il n'y a pas d'autre perspective pour le moment. Pourtant, les camarades du Parti le constatent dans toutes leurs interventions, dans toutes leurs discussions, les aspirations à un changement profond, à une autre société « où ce sera nous les patrons », les aspirations révolutionnaires apparaissent largement au sein de la classe ouvrière. Là où le Parti a déjà tissé des liens étroits avec les masses, la perspective révolutionnaire rencontre l'adhésion de plus en plus de travailleurs. Mais, pour la plupart, elle reste encore floue, comme l'expliquent, par exemple, des travailleurs de l'hôpital Saint-Antoine à Paris : « Le renversement du pouvoir, la révolution, d'accord. Mais qu'est-ce que ça va être ? Qu'est-ce qu'il y aura après ? ». « Ce qu'il faut, précise un camarade mineur de Montceau-les-Mines, c'est qu'on explique la société qu'on veut construire, ce que sera le pouvoir des ouvriers et des paysans, il faut bien expliquer que ce sera nous, les ouvriers, qui dirigerons et non pas les cadres comme dans les entreprises nationalisées que propose le P.C.F. ». Mais, pour y parvenir, pour que le mouvement d'ensemble fasse reculer la bourgeoisie, il faudra vaincre l'obstacle révisionniste et cela aussi, de nombreux travailleurs en sont conscients.

LES TÂCHES DU PARTI

Répondre à ces aspirations, combattre les idées qui les freinent telles sont les tâches qui incombent aujourd'hui au Parti et que la réunion a permis de préciser.

Le manifeste politique.

La tâche essentielle, c'est d'abord la définition d'un programme politique d'action pour la construction du mouvement d'ensemble, dans la perspective de la révolution et pour l'instauration du

pouvoir des ouvriers et des paysans.

Ce programme, la réunion a permis d'en entrevoir les grands traits qui ont été énoncés dans le rapport clôturant la réunion.

1. A la logique bourgeoise de se serrer les coudes face à la crise.

A la logique révisionniste de lutter pour un certain nombre de réformes de structure comme solutions à la crise.

Nous opposons : la logique que c'est la société capitaliste qui est malade et notre mot d'ordre est « de faire payer la crise à la bourgeoisie et d'instaurer le pouvoir des ouvriers et des paysans ».

2. A la tentative de duper la classe ouvrière par le modèle de « consommer moins pour vivre mieux », d'accepter le chômage et l'inflation contre quelques réformes de la condition ouvrière.

Nous imposerons la logique d'imposer des reculs à la bourgeoisie et de maintenir le pouvoir d'achat.

Face au chômage partiel, à la baisse du pouvoir d'achat et à l'intensification du travail, **nous imposerons** :

— paiement intégral des heures chômées,

— baisse des cadences.

Face à la baisse continue du pouvoir d'achat nous imposerons les 2 000 F par mois et les 300 F pour tous.

Face au chômage du travail pour les chômeurs, indemnisation à 100 %.

Face au battage révisionniste sur la retraite : retraite à 55 ans, 2 000 F salaire minimum.

3. Face à la politique de division et de répression de la bourgeoisie entre chômeurs et actifs, nous imposerons : l'unité des travailleurs actifs et des chômeurs dans les luttes communes pour l'embauche.

Face aux tentatives bourgeoises et révisionnistes de diviser les

fronts de lutte pour mieux les contrôler, nous nous battons pour construire le mouvement d'ensemble par des rencontres et coordinations des travailleurs.

Mais ce n'est pas seulement un programme d'action pour la construction du mouvement d'ensemble qu'attendent les travailleurs. C'est, pour répondre à la question de son débouché, une définition plus précise de la perspective révolutionnaire, de ce que sera le pouvoir des ouvriers et des paysans. La tâche qui incombe au Parti, c'est donc l'élaboration d'un manifeste politique proposant une alternative claire à cette société d'exploitation et de misère, la société capitaliste et à tous les projets réformistes et révisionnistes de simple adaptation de cette société, sans suppression de la domination de classe de la bourgeoisie.

Intensifier la propagande sur la crise.

Il s'agit de répondre aux questions que se posent les travailleurs sur l'origine et la nature de la crise pour contrer la propagande bourgeoise, combattre l'idée qui a encore un certain impact auprès des travailleurs selon laquelle il faut attendre que l'orage passe, qu'il faut se serrer les coudes en attendant, ou ce qui revient au fond à la même chose, qu'il faut « harmoniser » les revendications et le niveau de l'économie.

On constate, en effet, que face à la volonté de lutte, qui s'exprime de plus en plus, en particulier dans les secteurs où des mouvements sont en cours ou se sont déjà produits, la bourgeoisie accentue son chantage à la crise, proférant des menaces précises de fermeture de l'entreprise au cas où les travailleurs se montreraient trop « exigeants ». Or ces menaces peuvent avoir une certaine prise sur les

«Le Quotidien du Peuple» : une arme essentielle dans le travail du Parti



travailleurs et imposent une riposte immédiate. L'exemple de la C.F. E.M. à Fos est, à ce titre, très significatif. Lors d'une réunion du Comité Central d'Entreprise voici en effet ce qu'a déclaré le P.-D.G. : M. Dechesnes.

- Un certain nombre de difficultés sont apparues sur les commandes en cours... des grèves ont entamé l'activité de la société...

- Ces données conduisent à une perte pour l'exercice en cours.

- Malgré cela, l'augmentation du capital a néanmoins été réalisée ainsi qu'un nouvel emprunt.

- Cependant il est impératif que la situation au cours de l'année 1976 soit redressée sinon la société ne pourra survivre...

- ... L'effectif sera maintenu à la valeur actuelle à condition que la situation ne se dégrade pas davantage.

- En effet, la situation sociale actuelle dans l'usine ne peut permettre d'envisager la fabrication des pièces destinées à Eurodif avec une sécurité suffisante. Le client nous a fait savoir qu'en raison du très mauvais accueil qu'il a reçu lors de sa visite de l'usine, il nous déconseillera de réaliser sa commande à Fos.

- Il s'agit d'un problème très grave qui conditionne l'avenir de l'usine de Fos...

- ... Or la concurrence internationale est dure... Nos prix de revient actuels conditionnés par les salaires et le rendement sont trop élevés...

- ... Seul un changement d'atmosphère du travail assurant le retour à un climat de confiance pourra permettre de reconsidérer l'avenir de l'usine de Fos...

- ... Si la moitié du personnel ouvrier est favorable aux débrayages et aux arrêts de travail, il ne pourra être envisagé que de fermer l'usine...

- ... Il semble qu'à Fos, les problèmes posés ne soient pas ceux de l'entreprise elle-même, mais qu'ils soient posés par des personnes étrangères faisant agir une toute petite minorité, compromettant ainsi l'avenir de la C.F.E.M. qui assure du travail à 4 000 personnes... -

Ce chantage, cette menace de fermeture ont, sur le coup, ébranlé les ouvriers de l'usine d'autant que simultanément les contremaitres ne cessaient de répéter : - Nous nous sommes fixés des objectifs raisonnables pour cette année. Si vous les tenez, tout marchera - et multipliaient les appels à la collaboration de classe sur le thème : - Nous sommes une grande famille, etc. -

La cellule du Parti a répondu par le tract suivant :

NON AU CHANTAGE A LA FERMETURE NON AU TRAVAIL AU RENDEMENT NON A LA BONNE ENTENTE OUVRIERS-PATRONS

Debout camarades ! Il est temps de réagir. Depuis quelques jours la direction accentue sa répression, essaie d'installer un climat de psychose par ses menaces de fermeture de l'usine...

La leçon que veut nous donner M. Dechesnes, c'est : - En luttant vous vous faites du tort à vous-même vous risquez d'entraîner la fermeture de l'usine, vous menacez l'avenir de la C.F.E.M. qui fait vivre 4 000 personnes. -

M. Dechesnes renverse les rôles : non ce n'est pas la classe ouvrière qui est responsable du chômage, c'est la crise de l'impérialisme français qui le fait augmenter. Comme le dit M. Dechesne : - la concurrence est dure - . Pour accroître leurs profits, les bourgeoisies se livrent une bataille acharnée sur les marchés étrangers, d'autant plus aujourd'hui que les pays du Tiers Monde se sont dressés avec raison contre le pillage de leurs richesses nationales. Aussi, la bourgeoisie française restructure son économie, ferme certaines usines moins rentables, investit dans du matériel de plus haut rendement. Pour l'usine de Fos, elle a mis en place des machines à souder automatiques qui permettent le rendement et suppriment l'emploi d'ouvriers soudeurs.

ALA BOURGEOISIE DE PAYER LA CRISE

Ne nous solidarisons pas avec nos exploiters ; accepter le rendement et la limitation de nos revendications, c'est monter quelques marches avec le patron pour sauter dans le vide d'un peu plus haut.

Non à l'augmentation des cadences, non aux accidents du travail qui vont se multiplier, non à la mort lente, à la vie de famille complètement détruite.

NON AUX MANŒUVRES DÉDIVISION

M. Dechesnes prétend que les problèmes de l'usine sont créés par une toute petite minorité alors que ce sont les aspirations de la majorité des travailleurs...

OUI ! LA VICTOIRE EST POSSIBLE PASSONS A L'OFFENSIVE

- Cette intervention a calmé les gars -, conclut un camarade de la cellule : - ils ont vu que la fermeture de l'usine, ce n'était que du chantage. Mais l'idée qu'il faut attendre que l'orage passe n'est pas complètement disparue. Il faut qu'on poursuive nos explications. -

Renforcer le Parti Renforcer la propagande du Parti

Pour assumer l'ensemble de ces tâches, il est nécessaire de faire apparaître largement les propositions du Parti, de renforcer le Parti, développer les cellules d'entreprise existantes et créer de nouvelles cellules. Les nombreux exemples apportés par la réunion tel celui qui vient d'être donné, montrent qu'au sein de chaque entreprise, les communistes doivent être présents pour mener la lutte contre les idées répandues par la bourgeoisie et les révisionnistes.

Les idées justes si elles sont présentes dans les masses, ne l'emportent pas spontanément sur les idées fausses. Il faut pour cela une présence constante des communistes pour apporter des réponses aux questions, aux hésitations des travailleurs, faire des propositions concrètes capables de les mobiliser pour remporter des victoires contre la bourgeoisie, dans la perspective de la révolution prolétarienne.

Cela nécessite parallèlement un renforcement de la propagande du Parti pour faire connaître largement les propositions du Parti et pour mener plus largement encore la bataille politique dans les masses. La multiplication des bulletins de cellules, les interventions du Parti, la prise en mains de l'arme du « Quotidien du Peuple » vont dans ce sens. La réunion a souligné le rôle largement positif du « Quotidien du Peuple » pour amener des réponses aux questions que se posent les travailleurs sur la crise, le Portugal... La constitution de cercles de lecteurs réguliers a déjà permis d'élargir le débat avec les travailleurs, de mieux cerner les questions qu'ils se posent et de développer les cellules d'entreprise.

Enfin, la réunion a souligné la nécessité de renforcer l'éducation politique et idéologique des cellules pour être mieux armés dans la bataille politique menée entre idées justes et idées fausses, la lutte contre le révisionnisme tant au sein des masses qu'au sein du Parti lui-même.

Cette réunion des cellules d'entreprise n'a pas épuisé le débat que mènent les travailleurs sur la crise et dont elle n'a fait que tracer

un bilan encore partiel. Il reste à élargir le débat, à poursuivre l'enquête pour mieux cerner les idées des travailleurs.

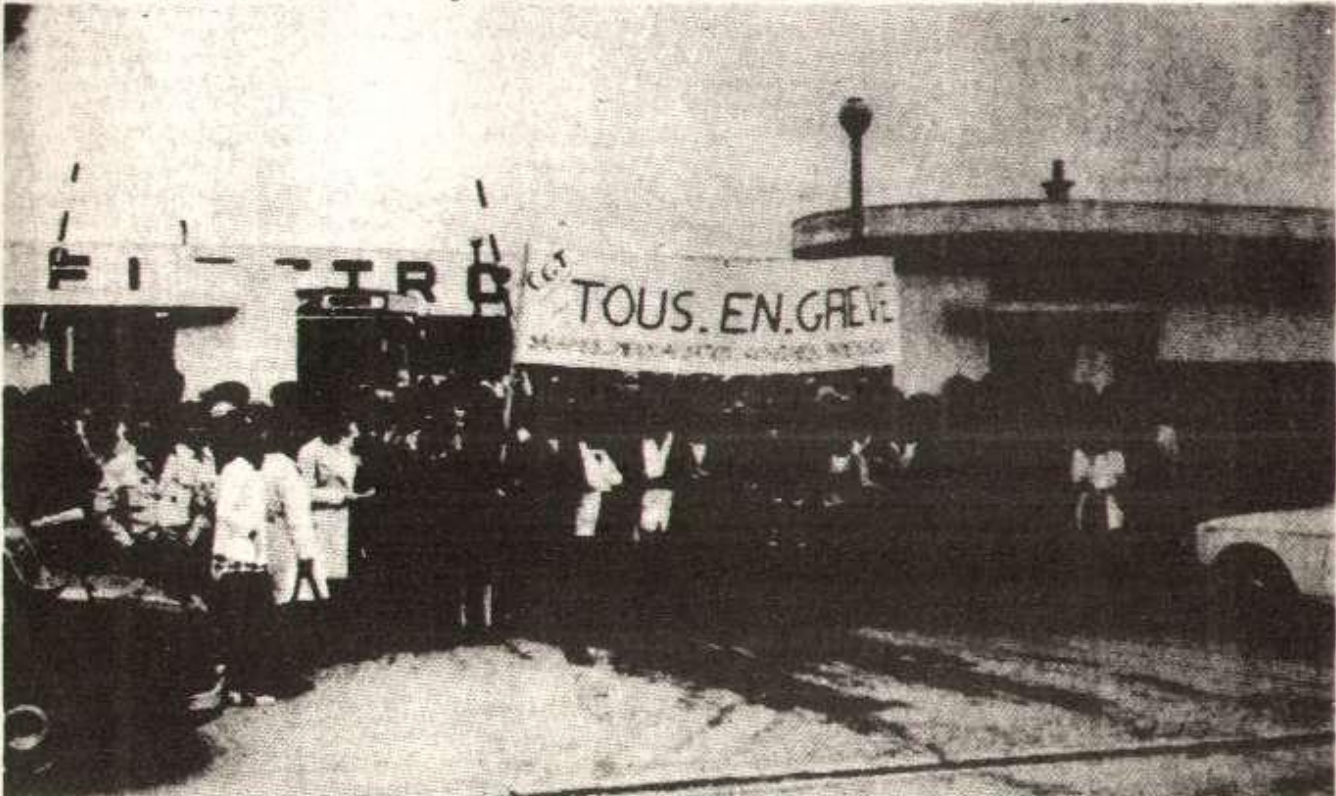
Mais ce premier bilan est déjà extrêmement positif dans la mesure où il a fait apparaître clairement l'aspiration aujourd'hui à un large mouvement d'ensemble pour faire céder la bourgeoisie. Cela confirme non seulement la justesse du mot d'ordre d'« offensive ouvrière » mis en avant par le Parti depuis la rentrée mais permet de préciser son contenu et l'ensemble des tâches qui incombent au Parti aujourd'hui.

Cette réunion a aussi permis de déterminer les moyens de renforcer les liens du Parti avec la classe ouvrière.

CRISE POLITIQUE ET POLITIQUE DE CRISE

Il y a plus d'un an déjà, notre Parti définissait la situation de l'impérialisme français comme étant celle d'une *crise politique* ; c'est-à-dire que non seulement la bourgeoisie française se heurte à de sérieuses difficultés économiques, mais plus encore, ce sont ses rapports de domination qui sont remis en cause : crise dans la justice, l'armée... Face à cette situation, à l'échec du modèle de consommation développé dans les années 50, incroyable aujourd'hui, la bourgeoisie impérialiste française développe le modèle de la *politique de crise* : appel à la collaboration de classe en menaçant les travailleurs des pires catastrophes contre lesquelles elle ne peut rien puisqu'elles viennent d'ailleurs : Tiers-Monde, USA... Pour faire face à ces difficultés, la bourgeoisie appelle à serrer les coudes, à ne pas lutter pour ne pas mettre en danger l'équilibre précaire qu'elle « s'évertue » à rétablir, quitte pour cela à employer la manière forte et convaincre les travailleurs de subir leur exploitation en silence en envoyant contre eux les CRS ou les chiens. Le libéralisme giscardien montre son vrai visage : après la démagogie, la répression... Aujourd'hui la seule perspective politique que la bourgeoisie française peut offrir aux travailleurs, c'est celle de la politique de crise.

Pour faire céder la bourgeoisie, une nécessité : l'offensive ouvrière...



les révisionnistes et le plan de relance du 8 aout : UNE AUTRE "SOLUTION" BOURGEOISE A LA CRISE

Cette année, les difficultés économiques et politiques de la bourgeoisie se sont considérablement aggravées. La récession de la production est devenue une réalité. De plus, la bourgeoisie doit compter dans ses plans, avec les luttes des travailleurs, leur prise de conscience de la marge de manœuvre de plus en plus étroite des patrons. Face à cette nouvelle situation, le P«C»F, partout où il l'a pu, a aidé la bourgeoisie en tentant de diviser la classe ouvrière, de saboter ses luttes, de s'opposer au développement de la conscience révolutionnaire des masses. Partout où il l'a pu, il a tenté d'enfermer les luttes de la classe ouvrière dans la logique du programme commun, de s'en servir comme d'un tremplin pour accéder au pouvoir.

Pour se faire, aujourd'hui, il propose aux travailleurs de prendre pour objectifs de leurs luttes, un plan de relance de l'économie, une série de mesures à réaliser immédiatement sans attendre la «démocratie avancée». Il s'agit d'imposer au gouvernement des mesures économiques inspirées du programme commun. Ainsi, et selon les propos-mêmes de Marchais, il se propose d'une part de «sortir l'économie de la crise», «d'alléger les difficultés des travailleurs», d'autre part de faire faire l'expérience, non seulement aux travailleurs, mais également aux autres couches non monopolistes, les patrons des P.M.E. notamment, de l'efficacité économique du Programme Commun de la Gauche.

S'appuyant ainsi sur la juste révolte des travailleurs face à l'importante détérioration de leurs conditions de vie et de travail du fait de la politique de crise de la bourgeoisie, le P«C»F présente ce plan articulé autour de quatre séries de mesures :



Le P«C»F en marche...vers le pouvoir bourgeois.

- 1/ relance de la consommation populaire et sociale,
- 2/ développement de l'activité économique et l'action pour assurer l'emploi,
- 3/ l'action efficace contre l'inflation,
- 4/ des réformes démocratiques s'attaquant aux gaspillages et à la domination des trusts.

A priori, ce plan semble très cohérent. Il lie les besoins des travailleurs, la défense de leur emploi, à la bonne marche de l'économie. Acquis qui seraient ainsi consolidés durablement de quelques réformes structurelles. La réduction «du gaspillage du revenu national» par les grandes féodalités financières et industrielles, par les monopoles financeraient la réalisation des mesures de relance de la consommation populaire et sociale, la défense de l'emploi et la survie des P.M.E. Enfin dernière caractéristique, ce serait plus qu'un contre-plan de gouvernement, un véritable projet de société, le début d'une nouvelle ère, celle qu'inau-

gureraient un gouvernement de la gauche et l'application intégrale du Programme Commun de la Gauche, la «voie ouverte au socialisme».

la mystification de la relance de la consommation

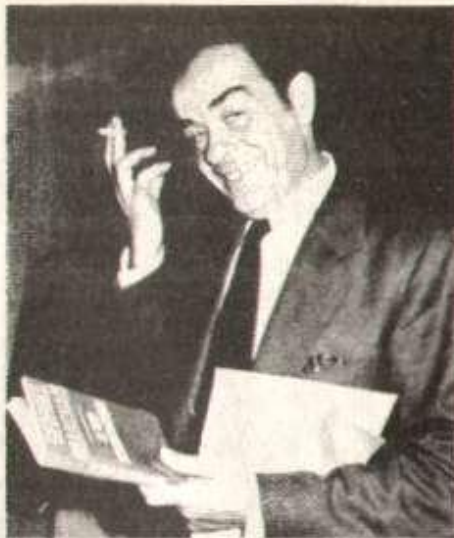
Mais qu'en est-il en réalité ? Si ce plan a une certaine logique économique, c'est celle des «moteurs de l'économie» : la consommation, les investissements, et les exportations, comme nous l'enseigne la bourgeoisie dans ses écoles. Le développement de la production dépend de celui de la consommation, de la politique d'investissements et des possibilités d'exportations.

Consommer toujours plus, c'est «inciter» les chefs d'entreprises à accroître leurs offres de marchandises sur le marché, et pour cela à accroître et rationaliser les capacités productives de leurs entreprises en investissant. Devenus plus

compétitifs, ils pourront ainsi développer leurs ventes à l'étranger, accroître leurs exportations. L'impulsion ainsi donnée à la production devrait créer des emplois et distribuer des salaires qui à leur tour relanceraient la consommation, est ainsi de suite. «Les rouages de l'économie en marche». Voilà la vision de l'économie capitaliste que nous présentent les révisionnistes. Un système où ce qui importe c'est la production, la croissance économique. Les travailleurs n'y interviennent que comme consommateurs et facteurs de production parmi d'autres. Leur exploitation n'apparaît que comme un manque à consommer, le chômage comme un gaspillage de ressources, comme une sous-utilisation des capacités productives de la nation, une machine oisive dont on n'utilise pas toutes les possibilités : produire et consommer.

Les révisionnistes nous présentent là une vision tout à fait bourgeoise de l'économie capitaliste, réduite à une série de mécanismes que les seuls intérêts égoïstes des monopoles perturbent. Ils nous démontrent ainsi que leur principal souci ce n'est pas la défense des travailleurs, l'abolition de leur exploitation, mais la production, la croissance économique. Ils tentent de détourner notre attention sur le fait que la production dans le système capitaliste c'est la recherche du profit, que l'exploitation des travailleurs est précisément le moyen de réaliser ce profit. Développement de la production et accroissement de l'exploitation sont une même réalité dans le système capitaliste et en conséquence, entre exploiteurs et exploités, il ne saurait y avoir d'intérêt commun. Toute tentative de tirer des plans pour l'amélioration de la production, pour la relance du capitalisme, c'est se mettre à la place des capitalistes, c'est proposer comme objectif de lutte aux travailleurs la survie du capitalisme... C'est tenter de faire accepter aux travailleurs leur exploitation.

De plus, dans une économie impérialiste, comme celle de la France, la part des industries de biens de consommation représente à peine 50 % de l'ensemble de la production industrielle. Et une proportion très importante de cette production est destinée à l'exportation (par exemple : Renault exporte plus de 50 % de sa production automobile). Dans ces conditions, envisager la relance de l'économie par celle de la seule consommation intérieure est une fumisterie, de la poudre aux yeux.



Leur objectif : faire accepter aux travailleurs leur exploitation

D'autant plus, à une époque où la bourgeoisie cherche à résoudre ses difficultés économiques par le développement des exportations, notamment vers les pays du Tiers Monde, et cela en développant les exportations de biens d'équipements et d'armement, une relance de la consommation populaire, même un peu plus conséquente que celle de Giscard, ne peut résoudre les difficultés des patrons. Le sens d'une telle politique ne peut être qu'une nouvelle tentative de détourner les travailleurs de leurs véritables objectifs de lutte. Or, les mesures de relance de la consommation populaire et sociale dans leur détail, les mesures d'action contre l'inflation et de défense de l'emploi des révisionnistes vont tout à fait dans ce sens.

En effet, les mesures proposées pour la relance de la consommation populaire et sociale constituent un véritable marchandage à la bourgeoisie, une braderie des luttes et aspirations des travailleurs pour une «paix sociale» qui ne ferait que renforcer sa domination. Ce marchandage peut se résumer dans les termes suivants : «lâchez un peu de vos profits, vous n'y perdrez rien, ils vous reviendront accrus. Augmentez ainsi quelque peu les salaires, la demande globale augmentera et vous pourrez relancer la production capitaliste c'est-à-dire l'exploitation. Ce que vous avez lâché d'une main vous le récupérez accrus des profits tirés d'un nouveau cycle d'exploitation». Les révisionnistes défendent ainsi les intérêts d'ensemble de la bourgeoisie, prennent en compte ses difficultés, et proposent un plan de relance de l'exploitation dans les termes les plus neutres qui soient. Marchais déclarait le 10 septembre 1974 : «C'est ainsi qu'on s'adres-

sant au premier ministre : «une ample relance de la consommation populaire est la condition de l'utilisation effective de l'appareil de production existant. Près de 90 % des établissements, des industries de consommation pourraient produire davantage sans équipements nouveaux» ou encore «les hausses de salaires que nous proposons représentent 6 à 7% de la masse des salaires. Ce n'est pas un chiffre énorme...», elle aurait le mérite de résoudre bien des problèmes de la bourgeoisie : «Des capacités de production considérables sont actuellement inemployées. Cela représente un manque à gagner d'environ 90 milliards dans l'industrie du bâtiment... «la simple remontée de la production industrielle... se traduirait par des rentrées d'impôts et de cotisations sociales d'au moins 35 milliards».

Le marchandage est clair : accordez le SMIC au «jeune travailleur à la recherche d'un emploi» (seuls les jeunes ayant déjà travaillé semblent concernés par cette mesure, les jeunes sortis de l'école et à la recherche d'un emploi semblent exclus), attribuez une «prime exceptionnelle de 200 F et une garantie minimum mensuelle de ressources de 1 200 F aux personnes âgées, fixez le «SMIC à 1700 F» et vous les capitalistes obtiendrez un accroissement de 90 milliards du chiffre d'affaire, et 35 milliards pour l'Etat au bout du compte !

Quant aux autres mesures proposées, elles participent également de la même logique gestionnaire du capital.

Pour la défense de l'emploi, le P«C»F propose plusieurs objectifs démagogiques aux travailleurs.

1/ accepter l'alliance avec les petits patrons des PME pour la «défense de l'outil de travail», exiger avec eux, du gouvernement des crédits plus amples, une aide financière. De plus, en bon économiste bourgeois soucieux de la compétitivité de l'économie française, il lie l'attribution de cette aide à «l'amélioration des conditions de production». En langage clair, cette aide financière ne sera attribuée aux P.M.E. que s'ils garantissent un plan d'amélioration de la productivité, c'est-à-dire encore d'aggravation de l'exploitation déjà très élevée dans ces entreprises, sinon... l'aide sera dévolue pour reclassement dans d'autres entreprises» tentant ainsi de désarmer les travailleurs des P.M.E. dans leurs luttes actuelles.



Renforcer l'exploitation...

2/ la «suppression de tous les projets de licenciements» se trouve tempérée par l'obligation «d'assurer un reclassement équivalent et effectif». Ce n'est pas la lutte que le P«C»F propose aux travailleurs pour la défense de leur emploi mais simplement l'acceptation d'un aménagement de l'économie capitaliste dont ils doivent faire les frais.

3/ «plutôt payer des retraités que des chômeurs». Ce qui est formellement juste. L'abaissement de l'âge de la retraite est une aspiration profonde des travailleurs las d'une trop longue exploitation mais reste à fixer le montant de la retraite, et à démontrer que de telles mesures garantissent l'emploi, la résorption du chômage. Or, l'expérience des derniers mois prouve le contraire. La mise en retraite anticipée est d'ores et déjà utilisée par le patronat, et correspond à une plus grande intensification des cadences, des rythmes de travail pour ceux qui restent en activité. De telles mesures n'ont provoqué que très peu d'embauche. De plus, c'est en quelque

sorte faciliter la tâche des capitalistes. En effet, pour les patrons, les vieux travailleurs sont un obstacle à leur politique de modernisation de l'appareil productif, c'est-à-dire à l'intensification de la production et à la mobilité de la main d'œuvre dans les plans de réorientation de la production.

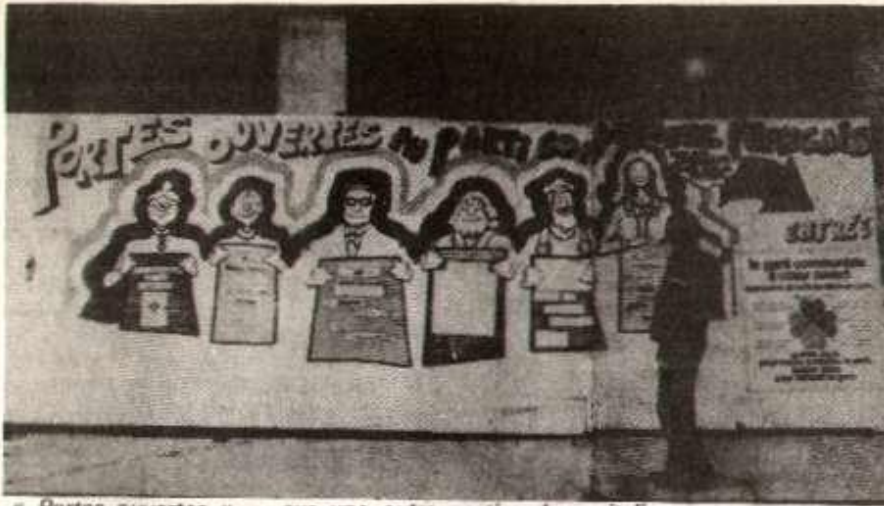
4/ Exiger le «retour aux 40 heures sans diminution de salaire» c'est désarmer les travailleurs dans les luttes qu'ils mènent actuellement pour le paiement intégral des heures chômées. Si la bourgeoisie s'est longuement opposée au retour aux 40 heures, aujourd'hui, c'est l'abaissement à 32 heures qu'elle propose et cela sans pour autant envisager la résorption du chômage. Bien au contraire !

5/ Enfin, le P«C»F voit dans le développement de secteurs stratégiques de l'économie impérialiste française : informatique, aéronautique, machine-outil, poids lourds, machines agricoles... la possibilité d'emplois nouveaux. En effet, ces secteurs sont à l'heure actuelle l'objet de la plus grande attention de la bourgeoisie. Elle mise sur eux pour s'accaparer les marchés des pays du Tiers Monde actuellement très demandeurs de ces biens pour leur industrialisation, et pour concurrencer ses rivaux impérialistes. Ces derniers mois, ces secteurs ont reçu des aides publiques importantes. Le P«C»F, ne demande que la consolidation de ces aides, défend ainsi farouchement les positions de l'impérialisme français face aux autres impérialismes. Quant aux créations d'emplois que susciterait cette aide, l'expérience de ces derniers mois est là pour nous prouver qu'il n'en est rien. Précisément, la recherche de la compétitivité et la réorientation de la production vers ces nouveaux marchés passent dans le système capitaliste nécessairement par des licenciements massifs. Ces secteurs n'échappent pas à cette loi du capitalisme.

Toujours dans le style des mesures démagogiques, les révisionnistes proposent pour «l'action contre l'inflation», les mesures économiques les plus éculées, celles que la bourgeoisie utilise soit démagogiquement (par exemple l'abaissement du taux de la TVA sur les produits de première nécessité, réalisé en 1972 par Giscard sans succès), soit pour la défense de ses propres profits, quand les prix s'emballent trop vite et risquent d'affaiblir la compétitivité externe de l'économie française.

des solutions pour le redéploiement de l'impérialisme français

Tentant de prendre appui sur cette fausse idée réformiste, que toute amélioration des conditions des travailleurs peut être un acquis durable, du moment que l'on aménage l'économie, les révisionnistes proposent une série de nationalisations inspirées du programme commun de la gauche. En y regardant de plus près, ces nationalisations n'apparaissent que comme une autre solution bourgeoise de redéploiement de l'impérialisme français. Par exemple, le P«C»F demande la nationalisation du système bancaire. Or, chacun sait que l'essentiel de ce secteur de l'économie est effectivement déjà nationalisé. La domination des holdings financiers sur l'économie n'en a pas été affectée pour autant. Tout au contraire, elle a permis une centralisation accrue des capitaux entre les mains de quelques syndicats de banques, de détourner de manière plus efficace et sans risque de krach financier comme en 1929 l'épargne populaire toujours rémunérée à un taux d'intérêt inférieur à la progression des prix. Si c'est l'élimination du gaspillage des capitaux par les monopoles (investissements dans les secteurs non productifs : hôtellerie, loisirs...) que recherchent les révisionnistes, c'est de la démagogie éhontée. Cette nationalisation risque fort de renforcer ce gaspillage, de renforcer le contrôle des monopoles sur l'accumulation du capital, sur les investissements. Quant aux autres propositions de nationalisations : Compagnie Française des Pétroles, Dassault, Citroën, CII-Honeywell-Bull, les révisionnistes rejoignent là certaines préoccupations de la bourgeoisie impérialiste française, qui envisage de son côté une semblable solution pour renforcer sa position internationale. La nationalisation, en allégeant la masse de capitaux exigeant un profit normal, assure une «dévalorisation» massive de ces capitaux. Cette dévalorisation ne peut qu'accroître leur compétitivité externe, que renforcer son pouvoir de négociation lorsque Giscard ou Chirac se transforme en commis voyageurs pour vendre les produits français à l'étranger. En définitive, même sur cet ensemble de mesures présentées comme une opposition radicale à la politique des monopoles, on ne voit pas quelle différence de fond il y a



« Portes ouvertes » ... sur une autre gestion du capitalisme.

avec la politique de redéploiement menée par Giscard actuellement.

Ce que le P«C»F propose, c'est finalement une réorientation de l'économie impérialiste française, le renforcement de sa situation internationale tant vis à vis des autres pays impérialistes que des pays du Tiers Monde. Il propose aux travailleurs d'accepter et de préparer la gestion de la pénurie imposée par la bourgeoisie, d'accepter le chômage, un système économique qui les rejette par milliers hors de la production, qu'elle soit en expansion ou en récession.

Aussi, pour faire accepter cela aux travailleurs, les révisionnistes proposent leur dernière mesure : «l'attribution de nouveaux droits aux travailleurs et à leur organisation dans l'entreprise, afin qu'ils puissent intervenir effectivement sur toutes les questions concernant sa marche». A présent, le sens d'une telle proposition est clair. S'appuyant sur une revendication légitime des travailleurs : le droit à l'organisation dans les entreprises pour mener à bien et contrôler leurs luttes, les révisionnistes ont d'autres visées. Alors que la crise

politique se développe, que l'offensive ouvrière s'inscrit tous les jours plus nettement dans les faits de la lutte de classes, alors que les travailleurs toujours plus nombreux démasquent les révisionnistes comme des saboteurs dans les luttes quotidiennes, il s'agit pour eux de se donner de nouveaux moyens pour mieux maîtriser les luttes dont la direction leur échappe. Il s'agit pour eux, en tissant un vaste réseau d'encadrement des travailleurs, non seulement de tenter de renforcer leur position face au patronat dans leur marchandage, de se faire reconnaître comme les seuls interlocuteurs au nom de la classe ouvrière, mais également d'isoler et réprimer les travailleurs combatifs et conscients, les syndicalistes révolutionnaires.

Cette gestion démocratique, cette volonté d'enfermer à tout prix les revendications, l'offensive ouvrière dans la logique du programme commun, de vouloir mettre sur pied un encadrement de la classe ouvrière et des masses populaires afin de leur imposer comme solution à la crise une série de nationalisations, sont le dernier aspect contre-révolutionnaire exprimé par

le PCF dans ses propositions du 8 août. Les révisionnistes espèrent ainsi faire tourner l'économie capitaliste à leur profit dans le cadre d'un capitalisme d'Etat.

Alors que les masses en viennent de plus en plus à remettre en cause le système capitaliste en cette période où la récession s'installe pour longtemps, à saisir plus clairement que le chômage, l'inflation, l'intensification du travail... sont directement engendrés par le pouvoir de la bourgeoisie, et ne pourront être éliminés que par sa destruction, le P«C»F s'oppose au développement de leur conscience révolutionnaire en cherchant à démontrer avec son plan de relance qu'une solution est possible sans détruire le système d'exploitation. De plus, le P«C»F cherche à prendre appui sur l'aspiration grandissante à refuser cette politique de crise, à s'en servir comme d'un tremplin pour se propulser à la direction de l'Etat. Pour ce faire, la gestion démocratique est devenue le complément indispensable d'une telle politique contre-révolutionnaire : faire comme s'il n'y avait d'autre issue pour les masses que de confier au P«C»F la direction de leurs luttes, et, plus tard, si éventuellement il accède au pouvoir, la gestion de l'Etat et de l'économie capitaliste.

Ainsi, dans notre riposte à la politique de crise de la bourgeoisie, il ne s'agit pas seulement d'imposer nos revendications : le paiement intégral des heures chômées, diminution d'horaire sans diminution de salaire (avec 40 h maximum par semaine), la retraite à 55 ans pour les hommes et à 50 ans pour les femmes, le SMIC à 2 000 F, l'abaissement des cadences, mais également de balayer les révisionnistes du P«C»F, de leur arracher la direction de nos luttes.

PREPARONS LE 37^{eme} CONGRES DE LA CFDT !

Le 37^e Congrès CFDT se tiendra en mai 1976 à Annecy. A l'ordre du jour de cette assemblée de syndicats : « la pratique syndicale », « l'union des forces populaires et les objectifs significatifs de la transition socialiste »... C'est assez dire que ce sera l'occasion d'une sévère lutte de lignes sur le bilan de l'opération lancée par le Parti Socialiste en direction de la Confédération, depuis les présidentielles de 74, et sur les perspectives politiques dont doit se doter la centrale : « autogestion » ou révolution, tel est désormais l'enjeu !

«Le temps qu'il faut pour changer les choses...»

Edmond MAIRE, dans «Le Nouvel Observateur» du 10 Novembre 1975.

C'est plus de 80 ans qu'il a fallu à la Confédération Française Démocratique du Travail (CFDT) pour se dégager des principes de collaboration de classe ouverte qui avaient présidé à la création en 1887 du premier syndicat des Employés du Commerce parisien, berceau «chrétien social» de la CFTC, fondé en 1919, mais qui ne connut ses premières «sections ouvrières», qu'en 1936, dans le textile du nord. Ce n'est pas avant 1964, fût-ce au niveau d'un texte d'orientation, que l'on trouve cette timide reconnaissance dans une intervention d'Eugène Descamp : «*Nous savons que la lutte des classes est une réalité dans le système capitaliste...*» (Préambule et article premier des statuts du «Congrès de l'évolution» de la CFTC en CFDT déconfectionnalisée), bien vite tempérée d'une mise en garde fortement teintée d'anti-communisme : «*Si cette lutte est nécessaire pour accéder à plus de justice, autre chose est de la développer systématiquement, au risque de sauter dans une société totalitaire.*»

En fait, seul le 35^e Congrès confédéral de 1970 marquera un choix politique plus nettement prononcé, exprimé en particulier par les affirmations suivantes : «*C'est en organisation anti-capitaliste que nous avons à ajuster nos comportements, à définir des objectifs et des moyens d'action afin de permettre l'avènement*

d'une société socialiste», et, «*la stratégie de la CFDT est une stratégie offensive tendant, à travers la lutte des classes, à hâter l'instauration de cette société*».

Les acquis de la CFDT

C'est de ce moment-là qu'on peut dater sous l'impulsion d'une syndicalisation de jeunes travailleurs, d'ouvrières et employées, d'immigrés (après mai 68), un certain nombre d'acquis :

o un style de travail souvent plus «*démocratique*» que la CGT (assemblée générale, comité de grève...)

o la reconnaissance de revendications «*non hiérarchisées*» et contre les conditions de travail...

o la conduite de luttes «*dures*» (Girosteel, Joint Français, Penarroya...)

o l'impulsion d'actions porteuses d'une «*nouvelle légalité ouvrière*» (Lip, Cerisay sur le thème «*On produit, on vend, on se paie*»...).

Le courant qui, au sein de la Confédération, était plus spécialement porteur de ces aspirations légitimes des masses, a vite éclaté face aux manœuvres de l'Union de la Gauche, car, aux côtés de syndicalistes révolutionnaires, on trouvait surtout des anarcho-syndicalistes et sociaux-démocrates «*de gauche*», regroupés un moment en un ensemble disparate. Ils furent chargés de louanges par les groupes trotskistes qui les considèrent pendant longtemps comme un seul bloc sous l'étiquette de «*Gauche Syndicale*». Face aux partisans inavoués de la CFTC, symbolisés par exemple par P.

Gaspard, ancien dirigeant du syndicat des enseignants (le SGEN-CFDT), et qui a scissionné l'année dernière sur une critique de droite de l'alignement sur le PS... il est certain qu'il existait une gauche, animée par des «*baroudeurs*» syndicaux, au style ouvert et accrocheur comme l'était par exemple le militant chrétien de gauche F. Krumnov et beaucoup de responsables de son équipe (militants de la Fédération **HAbillement -CUirs et TEXtile**, de la Santé, du Commerce, du Centre Confédéral de la Jeunesse...)

Les pressions politiques exercées par le P«C»F pour que la CFDT se rallie au programme commun, la reconstitution des forces de la social démocratie après le congrès du soi-disant «*nouveau*» PS (Epina, 1971), eurent tôt fait d'amener une recomposition des courants politiques dans la CFDT et un certain nombre de «*révisions tactiques*» en retrait (sur les mots d'ordre, le style de travail...), sous prétexte de clarification des objectifs de la Confédération !

Une remise en cause

Le dernier congrès de la CFDT, le 36^{eme} tenu à Nantes en 1973 fut considéré avec satisfaction par G. Ségué comme une première et précieuse remise en ordre, au service de l'Union de la Gauche. L'accord interconfédéral du 26 juin 74, plus couramment et clairement connu sous le nom d'«*accord anti-Lip*», n'a été -en ce sens- que la sanction du «*nettoyage*» amorcé par les sociaux démocrates dans ce qu'ils ont considéré un peu vite comme «*leur*» boutique syndicale.

DEUX CONCEPTIONS DE L'«UNITÉ SYNDICALE».

L'ACCORD DU 26 JUIN 74 :

Une unité à l'encontre des travailleurs.

Il fut conclu en quelque sorte, «dans la foulée» de la campagne présidentielle, sous la pression politique et idéologique du P«C»F et du PS qui mettaient l'accent sur «l'enthousiasme que devrait susciter chez les travailleurs le courant puissant qui portait la candidature de la Gauche» et qui selon la direction de la CGT à l'époque, «devait se continuer par un renforcement de l'unité syndicale»... De fait, il liait les mains aux militants CFDT en les amarrant à une plate-forme revendicative qui reflétait totalement les visées politiques contre-révolutionnaires de l'Union de la Gauche. Elle prenait par exemple position :

o contre les comités de grève et la souveraineté des Assemblées des travailleurs...

o contre les Comités de soutien qui ne s'en tiendraient pas à un rôle «purement technique»...

o contre les mots d'ordre d'augmentations uniforme...

On peut par ailleurs demander après quelles discussions au sein de la centrale, la direction a pris la décision de signer cet accord confédéral CGT-CFDT du 26 juin, au nom duquel la direction de la CGT a amené les travailleurs d'Usinor-Dunkerque et de la SMN, dès l'été 74, à mettre un terme à leurs justes actions ?

Car tel est bien le rôle le plus négatif qu'ait joué cet accord qualifié à juste titre «anti-Lip» puisqu'il prenait le contre-pied de la pratique de masse, démocratique, de la lutte des travailleurs de Besançon : il a longtemps servi de leit-motiv aux responsables syndicaux réformistes de la Confédération et aux révisionnistes de la CGT (de l'extérieur) pour empêcher une pratique syndicale révolutionnaire et briser les luttes les plus dures.

L'INITIATIVE D'UN COURANT D'OPPOSITION SYNDICALE RÉVOLUTIONNAIRE POUR L'UNITÉ SYNDICALE SUR DES BASES DE LUTTE DE CLASSE

Sur la base des acquis des luttes menées depuis 71 et notamment celle des Lip, renouant avec des pratiques mobilisatrices, et imposant aux réformistes et révisionnistes des confédérations un

exemple de fermeté sur le mot d'ordre «pas un seul licenciement», un syndicalisme de masse, fondé sur un point de vue de classe, refusant l'aménagement du capitalisme, s'est dessiné dans de nombreuses sections et unions locales de la confédération...

Au cours du travail de soutien aux Lip impulsé par les marxistes-léninistes de Front Rouge en 1973, et dans le sens de ce renouveau du syndicalisme de lutte de classe qu'avaient exprimé des actions telles que celles menées à Saviem, Dunkerque... fut lancé le projet d'un courant d'opposition syndicale révolutionnaire : des militants syndicalistes se regroupèrent autour de militants communistes révolutionnaires de Front Rouge (aujourd'hui, du PCR ml), et constituèrent un «Comité d'Initiative d'OSR», qui édita un bulletin, expression de ce courant syndical en formation : «*Brisons nos chaînes*».

A l'encontre des «tendances» figées et différent peu de simples «cercles de sympathisants politiques», sectaires, ce courant qui s'est développé et précisé depuis comme orientation interne aux syndicats CGT et CFDT, alternative aux directions réformistes s'est fixé 2 objectifs :

o Tracer une voie syndicale conforme aux intérêts et aux aspirations des travailleurs.

o Impulser une unité syndicale sur des bases de luttes de classe, unir solidement les syndicalistes révolutionnaires des deux confédérations en une intersyndicale permanente au service des luttes, et répondre à l'aspiration profonde, à l'unité syndicale qui se fait jour dans les masses et que trahit l'accord du 26/6/74. (que condamnait 35% des mandats, déjà au congrès de l'Union Régionale Parisienne et plus de 25% au Conseil National tenus tous deux au printemps 75).

A la tribune des «Assises du socialisme», on reconnaît Mitterrand, Marie-Thérèse Eyquem (PS), Chapuis (PSU), Mauroy (PS), Jeanson (Objectif socialiste), Rocard (PSU), Jacquet et Beregovoy (PS), La Beller (militant CFDT).



L'OPERATION DES ASSISES:

Préparée dans la continuité de la campagne présidentielle, une vaste opération tendant à rallier des forces issues de la CFDT au Parti Socialiste et d'aider ainsi au «rééquilibrage interne de la gauche», est entamée par un appel à la tenue d'«Assises pour le socialisme» en automne 74. Le Bureau National de la Confédération porta à cette occasion une «appréciation positive» qu'E. Maire tentait de gommer dans son interview au *Nouvel Observateur* (du 10 novembre dernier), en déclarant que «la Confédération ne s'était pas engagée» dans cette opération. Or plusieurs dizaines de responsables de Fédérations, d'Unions, proches du Bureau National de la Confédération s'étaient engagés en signant un texte d'appel et de soutien aux Assises «pour un Parti Socialiste Ouvrier de Masse» à construire par la «convergence des forces auto-gestionnaires» dans le Parti Socialiste. Par ailleurs, ce qui est significatif, c'est la hargne avec laquelle les dirigeants réformistes confédéraux, même non signataires pour les Assises, ont attaqué ceux qui dans la CFDT (syndicalistes révolutionnaires ou opposants sociaux-démocrates «de gauche»...) critiquaient cette initiative : en juin 75, E. Maire tentait de régler ses comptes par un article de *Syndicalisme Hebdo* intitulé «pratiques néfastes pour la démocratie syndicale». Sous des attaques cyniques reprochant aux révolutionnaires de vouloir «s'approprier le pouvoir dans le syndicat en situant le débat à un niveau prétendument théorique», il s'agissait bien évidemment de couvrir la réalité de l'opération des Assises : utiliser la CFDT comme base de manœuvres, «base ouvrière» pour le PS, sous couvert d'une fumeuse communauté politi-

que (sous les hospices de «l'auto-gestion !»).

La réplique syndicaliste révolutionnaire s'organise :

a) Déjà des courants syndicaux opposés aux réformisme, s'étaient constitués, tel le G.R.A.M.O.C. dans la CFDT des cheminots (Groupement de syndicalistes Recherchant une Action de Masse sur des bases Offensives et de Classe), mais avec une insuffisante clarification politique et avec des ambiguïtés graves sur leur nature (courant syndical ou fraction ?). Aussi ces regroupements ne purent-ils se maintenir et encore moins prendre la tête de l'opposition à la main mise du PS dans la CFDT.

b) A l'initiative du Parti Communiste Révolutionnaire (m-l),

Une intense campagne de dénonciation politique fut organisée, caractérisant ouvertement la manœuvre social-démocrate de la direction confédérale CFDT (tentant à offrir au PS une «base de masse» de travailleurs, à laquelle il n'avait jamais encore pu prétendre)...

c) Des «syndicalistes opposés à la main mise du PS dans la CFDT», alertés par cette campagne et les prises de position du bulletin de l'opposition syndicale révolutionnaire «*Brisons nos chaînes*» (rédigé par des militants syndicaux membres du PCR m-l et sans parti, unis sur une même conception d'un syndicalisme de lutte de classe conséquent), se mobilisèrent «pour la défense des acquis de la CFDT», contre l'offensive réformiste. Parti des régions Rhône Alpes et Franche-Comté, le mouvement gagne rapidement de l'influence, jusqu'à la publication dans «Politique Hebdo», «Le Monde», et «Front Rouge» (hebdomadaire à l'époque), une motion d'opposition signée par 2 000 militants et responsables syndicaux CFDT dénonçant «l'appel à rejoindre les forces socialistes pour un Parti Socialiste ouvrier de masse» paru dans la presse et signé 200 noms de responsables favorables aux «assises du PS» (dont J. Chérèque de la Fédération Générale Métallurgie, V. Camier de l'Union Régionale Lorraine ou A. Klein de la Fédération des Cheminots...).

Rassemblés à Lyon le 27 octobre 74, les camarades opposés aux Assises définirent en commun des axes d'intervention dans le syndicat destinés à préserver les acquis

de lutte de classe de la Confédération, à imposer la démocratie prolétarienne et exiger, pour la préparation du 37^e congrès, un bilan de masse de l'activité syndicale allant dans le sens des aspirations des travailleurs.

A propos des positions internationales de la CFDT

A. UN TRISTE HÉRITAGE !

o S'il y a un domaine où l'origine de la CFDT pèse de tout son poids dans un sens contraire aux intérêts du prolétariat et des forces progressistes et révolutionnaires, c'est bien celui des questions internationales !

Longtemps accrochée aux basques du MRP (ancien parti composé de chrétiens «démocrates» d'où sont issus des serviteurs zélés de la politique colonialiste et pro-yankee, tels Lecanuet, Abelin, actuels ministres de Giscard !), la CFTC était membre d'une Confédération Mondiale du Travail, nettement anti-communiste. La «déprofessionnalisation» de la CFDT n'a pas amené de virage à gauche dans ce domaine. Au contraire, on a assisté à un rapprochement avec la CISL (Confédération Internationale des «Syndicats» dits «libres»), l'organisation AFL CIO : Fédération Syndicale du Travail («American Federation of Labor») aux USA et, en France, FO.

On en est venu, au plan européen, à une fusion sans vergogne au sein de la Confédération Européenne des Syndicats : ainsi FO et CFDT ont tenu récemment (le 14 novembre 1975 à Bruxelles) un meeting commun, avec la FGT belge, le DGB d'Allemagne de l'Ouest et un parterre d'autres organisations chrétiennes (telle la CSC belge) ou social-démocrates (Ligues Ouvrières nordiques) pour lesquelles la lutte de classe est un vain mot.

Pourtant, à cette occasion, E. Maire a déclaré : «*la Confédération Européenne des Syndicats montre sa volonté d'être bien plus qu'un organe de représentation des travailleurs auprès des institutions européennes*». D'après le secrétaire en titre de la CFDT, c'est par cette structure que s'opère «*la stimulation et la coordination des luttes contre le capitalisme européen et multinational sous toutes ses formes*».

B. UNE FUITE EN AVANT

o Les «multinationales» : le grand mot est lâché ! C'est par

l'existence des trusts, holdings et monopoles à structures financières et industrielles internationales que les dirigeants actuels de la CFDT justifient auprès des camarades syndiqués toutes leurs compromissions avec les piliers au plan international de l'opportunisme bourgeois, ceux que Lénine dénonçait déjà en son temps, ceux que combattirent à juste titre, avec acharnement, Montmousseau et la CGTU, ceux qui en 1947 organisèrent avec l'argent de la CIA la scission internationale dans le mouvement syndical.

Mais, messieurs du «secteur international» de la Confédération, comment comptez-vous donc lutter contre les monopoles US aux côtés d'agents de l'impérialisme américain et ouest-allemand ? En fait, cette fuite en avant contre les multinationales n'est qu'un faux-semblant qui n'aboutit à rien sinon à éluder les questions internationales brûlantes, à détourner l'attention des militants...

C'est un doigt mis dans un engrenage huilé par les dollars ! Une telle position n'est, en somme, que le pendant de la négation par la CFDT du caractère social-impérialiste de l'URSS d'aujourd'hui et les visées des deux super-puissances. Ces réalités de la crise actuelle, ainsi que la signification et les conséquences de l'émergence du Tiers-Monde en force politique sont d'ailleurs totalement absentes des analyses sur la situation mondiale de la direction de la CFDT, telle qu'elle s'est exprimée, par exemple dans un numéro de la revue «CFDT-aujourd'hui» consacré pourtant... à la crise !

C. LES RÉFORMISTES COMPLICES DU SIONISME !

o Nombre de liens, totalement étrangers au mouvement ouvrier ont été tissés avec le sionisme du temps du MRP et n'ont pas été rompus depuis. C'est le cas de l'inadmissible complaisance de la direction actuelle de la CFDT avec «Israël» et son syndicat d'Etat, le Histadrout. Invitation du syndicat aux mains du sionisme dans le 36^e Congrès de Nantes - malgré les protestations de nombreux délégués -, visite d'une délégation du Bureau National cet été en «Israël» ; déclaration du 20 novembre dans «Syndicalisme Hebdo» critiquant la juste résolution de l'ONU (qui condamnait l'idéologie raciste et réactionnaire qu'est le sionisme) et défendant «l'Etat d'Israël»... Autant de prises de positions fort semblables en l'occurrence à celles du vieux borbier «chrétien-social», véritables insultes à la conviction

anti-impérialiste de la grande masse des adhérents, à leur solidarité maintes fois prouvée dans les manifestations, meetings (et jusqu'au Congrès de la Métallurgie !) pour le peuple palestinien. Beaucoup d'opportunistes en tous genres tentent de justifier une telle attitude par la nécessité d'une « solidarité syndicale » avec la Histadrouth en prétendant qu'elle n'aurait « aucun rapport avec Israël ». Il s'agit pourtant de rappeler comment les travailleurs arabes et juifs orientaux eux-mêmes sont traités par le sionisme d'Israël et comment la Histadrouth pratique à leur égard le mépris et la discrimination raciale et religieuse, ce qui les amène d'ailleurs à s'organiser de plus en plus en dehors de ce soi-disant « syndicat » (notamment dans l'Union Générale des Travailleurs Palestiniens, membre de l'Organisation de Libération de la Palestine).

D. DÉMASQUER L'ORIENTATION CONFÉDÉRALE

o Sur cette question comme sur l'appartenance à la Confédération Européenne des Syndicats et l'analyse de la crise du système impérialiste, les communistes militant dans la CFDT et tous les syndicalistes révolutionnaires avec eux se battent pour que soient mises à nu les positions essentiellement réactionnaires du Bureau sortant. Ils y opposeront une analyse rigoureuse des conditions actuelles de la lutte contre les superpuissances, de l'internationalisme prolétarien avec les travailleurs en lutte et les peuples qui rejettent la domination impérialiste, ils refuseront de suivre les méandres de la « bataille globale contre les multinationales » qui sert souvent de prétexte aux réformistes pour éluder l'action immédiate dans de nombreuses branches contre notre propre impérialisme.

- Contre le paternalisme et le chauvinisme confédéral, nous affirmerons le droit à l'indépendance pour les peuples des soi-disant DOM-TOM, à l'exemple de nombreuses sections CFDT-PTT l'an dernier.

Sans aucun compromis, nous dénoncerons les faux communistes, « socialistes en parole et impérialistes dans les faits » qui, au sein de la Fédération Syndicale Mondiale, se sont livrés à des manipulations pour tenter d'exclure nos camarades chinois et albanais. Mais nous refuserons tout autant de cautionner l'anti-communisme qui amène la Confédération à porter un crédit à des individus du genre Soljenitsyne ou au PS portugais de Mario Soarès.

E. PORTUGAL : LA CONFUSION AU SERVICE DE L'ANTICOMMUNISME

o La discussion sur la situation au Portugal, au 37^e Congrès, devra permettre de clarifier enfin les positions sur cette question et rejeter les attitudes contraires aux intérêts de la classe ouvrière, telles que le soutien au PCP de Cunhal exprimé par exemple par Le Beller de la fédération PTT, ou le soutien à l'intersyndicale prôné par des éléments trotskisans de la Fédération Santé (qui voit « la révolution en marche au Portugal » à chaque manifestation de la petite bourgeoisie) ou encore les efforts de J. Moreau (de la Chimie) pour nous faire prendre le PSP et ses manœuvres pro-américaines pour un « parti ouvrier »...

Chaque clique réformiste, au lieu de chercher au Portugal la vérité dans les faits et soutenir la lutte de la classe ouvrière, de la paysannerie pauvre et des soldats du peuple contre le renforcement de la domination de la bourgeoisie portugaise, s'efforce en effet d'entraîner les travailleurs de France dans une polémique qui vise à dénaturer le sens de la révolution prolétarienne.

Une telle attitude que nous dénoncerons à la tribune du congrès et devant toute la classe ouvrière va de pair avec les déclarations de Maire et Moreau, de retour de Chine, cet été. Dans une interview à L'Unité (le journal du PS, quelle surprise !), ils font état de leur incompréhension quasi-totale de la révolution socialiste chinoise et avouent que l'édification du socialisme en Chine n'a rien à voir avec leur projet d'« autogestion » : la dictature du prolétariat exercée en Chine n'est « pas du tout la forme de socialisme à laquelle nous aspirons » déclaraient-ils.

F. VERS UN INTERNATIONALISME CONSÉQUENT

o C'est pourquoi la lutte sur les objectifs stratégiques de la Confédération (« autogestion ou révolution ») se poursuivra sur le terrain international par l'exigence de la recherche de liens avec les Unions Professionnelles ou Syndicales d'Albanie et de Chine, et du juste soutien à la contribution qu'apportent les peuples frères, chinois et albanais, pour l'émancipation des peuples, et à la construction du socialisme dans leur pays...

Au côté des peuples en lutte, imposons enfin la présence d'une CFDT de lutte de classes, développant un authentique soutien anti-impérialiste et donnant toute leur place aux travailleurs immigrés, partie intégrante du prolétariat de France !

Où va la CFDT ?

L'heure des bilans est venue pour la direction réformiste de la Confédération : les travailleurs sont en droit d'exiger des comptes sur l'orientation suivie.

A. UNE SITUATION DE CRISE ?

o D'ailleurs, plus les échéances approchent pour l'équipe confédérale, comme pour les directions fédérales, plus les contradictions se développent en leur sein. Par exemple : au Conseil National de la « Fédération Unifiée de la Chimie » d'octobre, le Bureau National s'est trouvé isolé sur son texte d'orientation manifestement social-démocrate à propos des rapports du syndicat à la politique. Les conseillers fédéraux ont refusé de discuter sur un projet parachuté au dernier moment, et que l'équipe dirigeante, fidèle à Maire et Moreau tentait de faire passer « à la sauvette ».

CGT - CFDT : une certaine conception de l'unité...



La Fédération CFDT des cheminots est en crise. Les bluffs du congrès de Saint-Étienne (1972) s'effondrent : élu sur le thème «un programme et une équipe unie pour la lutte», le Bureau Fédéral crève de ses contradictions entre vieux réformistes et jeunes loups (à la phrase de gauche mais à pratique droitiste et bureaucratique) et de son bilan d'échec et d'impuissance face aux aspirations des travailleurs du rail. Au moment où Air France est en lutte, l'équipe sortante lanterne son Conseil Fédéral sur le mirifique projet d'une «grande fédération unifiée des transports» et n'organise aucun soutien concret !

Dans les unions régionales CFDT Rhône-Alpes et Lorraine, les querelles internes au PS (entre partisans de la «tendance des assises», membres de la fraction CERES ou ex-PSU ralliés à Mitterrand...) retentissent largement, au détriment des travailleurs. Le Conseil National de la Confédération a reflété ces déchirements sans rapport avec les intérêts et les aspirations du prolétariat : une sévère (mais stérile !) bataille d'amendements a opposé les sociaux-démocrates «autogestionnaires» en poste au Bureau National Confédéral aux défenseurs du programme commun dans la CFDT (Fédération PTT, Région Rhône-Alpes, par exemple) : le but de cette «bataille», c'était en fait de déterminer la manière la plus appropriée de refuser la dictature du prolétariat, le pouvoir des ouvriers et des paysans ! Tandis que E. Maire proposait «un processus d'extension du pouvoir de décision des travailleurs» sous un gouvernement de gauche, les gens du CERES maniaient la phrase de gauche en se prononçant pour la «mise en place progressive du pouvoir des travailleurs» dans le cadre des nationalisations (thème cher aux révisionnistes du P«C»F, vers lesquels ils lorgnent de plus en plus) !

B/LES RETOMBÉES SYNDICALES DES DIFFICULTÉS DE L'UNION DE LA GAUCHE

Si tout le petit monde de la rue Montholon s'agite ainsi et s'oppose (au risque de paralyser les initiatives dans les luttes) en écœurant les travailleurs au lieu de renforcer le syndicalisme, c'est qu'aucune des tendances qui se mettent en place (à l'approche du Congrès Confédéral) ne représente le point

de vue prolétarien, une ligne de lutte de classe, un espoir quelconque pour les syndicalistes révolutionnaires. Toute hésitation à ce sujet, fondée sur des illusions au sujet du maintien de l'unité de l'ex-«gauche syndicale» ne peut être que préjudiciable à la classe ouvrière et faire - à terme - le jeu du révisionnisme (dont le CERES tend à devenir le cheval de Troie dans le CFDT).

Tel est pourtant le projet de la majeure partie des cliques trotskistes qui sévissent dans l'appareil syndical de certaines fédérations (regroupant pour l'essentiel des éléments de la petite bourgeoisie salariée) : il n'y a là rien d'étonnant. Ce n'est que la conséquence logique de leur orientation de conciliation avec la ligne du P«C»F et de leurs appels larmoyants pour une nouvelle Union de la Gauche dont ils seraient partie prenante, à l'image du Portugal où le Front Uni des Révolutionnaires prête allègrement la main au parti révisionniste de Cunhal !

«L'Union de la Gauche est en crise» : c'est la constatation que ne peut éviter le rapport Lesire Ogrel, membre du Bureau National, adopté au Conseil National d'octobre. «La gauche n'apporte de solutions ni aux préoccupations du moment ni aux questions stratégiques... elle n'est plus crédible... on ne voit plus d'issue politique», voilà des constatations judicieuses, établies depuis longtemps par les marxistes léninistes et les syndicalistes révolutionnaires avec eux.

Alors les «autogestionnaires» prennent leurs distances avec l'Union de la Gauche et se préparent à quitter le navire avant qu'il ne coule ! Il s'agit là d'une caractéristique de l'opportunisme forcené du Bureau Confédéral : se fondre dans le camp du programme commun lorsqu'il semble avoir le vent en poupe (élections de 74) et proclamer à grands cris sa «spécificité autogestionnaire» lorsque les travailleurs démasquent dans leurs luttes le contenu bourgeois de l'Union de la Gauche. Mais ces oscillations qui, de toutes façons, ne sortent pas du cadre d'une même stratégie parlementariste bourgeoise, trompent de moins en moins de syndiqués, de travailleurs.

C/L'ENJEU DE LA QUERELLE

Il est visible que les initiatives larges prises par la CGT depuis le printemps (pour être «au cœur des luttes» et se servir des actions de la classe ouvrière comme support pour une remise en selle des perspectives révisionnistes dans

l'entreprise) ont porté des coups à la tactique suivie depuis le 36^e congrès de la CFDT. Le 10 juillet et le 23 septembre, à Paris surtout, la CFDT faisait pâle figure. Les rivalités de boutiques ont été jusqu'à amener la FNC-CFDT à refuser de participer aux journées d'action chimie des 16 et 17 octobre, aux côtés de la CGT, au mépris de la volonté de lutte des travailleurs (ce qui a conduit de nombreuses sections CFDT d'entreprise à passer outre les consignes). Ainsi, lors de l'assemblée régionale parisienne CFDT du 16 octobre, Guy Gouyet de l'Union Régionale Parisienne Inter-professionnelle et Michel Rollant (du Bureau Confédéral) axèrent une bonne part de leur discours sur «la nécessité de faire le poids face à la CGT», reprochant même à cette dernière de «surestimer la capacité de mobilisation et d'action actuelle des travailleurs» et de «faire cavalier seul dans les négociations avec le gouvernement» notamment sur les retraites.

Aujourd'hui, le débat porte de manière vive sur le projet de société. E. Maire (dans son interview au «Nouvel Observateur») est amené pour affirmer sa prétendue «voie autogestionnaire», à critiquer le programme commun et les positions du P«C»F dans la CGT sur des points importants : il le qualifie comme «une sorte de co-gestion de gauche» où règnerait une confiance irraisonnée dans la science et la technique considérées comme bonnes en soi et accoucheuses de socialisme dans le cadre de nationalisations aboutissant à une «étatisation avec participation ouvrière» qui «ne rompt pas suffisamment avec la logique actuelle». Voilà la définition critique du projet révisionniste auquel aboutissent les sociaux-démocrates «autogestionnaires». C'est une bonne chose que cela s'étaie aux yeux de tous les travailleurs, mais on aurait tort de croire que le réformisme est remis en cause pour autant !

- une nouvelle mouture de «convergence autogestionnaire» ?

Les réformistes confédéraux sont aujourd'hui contraints au recul après l'échec de l'opération des assises du PS, dans laquelle de nombreux responsables nationaux s'étaient engagés clairement (de l'inévitable Chérèque de la Fédération Métaux aux anciens de la «gauche syndicale» tels M.-J. Laffond de la Santé ou Pierrot Héritier de Rhône-Alpes). Edmond Maire reconnaît aujourd'hui qu'un grand «décalage

entre la perspective définie alors aux « assises pour le socialisme » et la réalité » s'est révélé « ressenti durement par quelques militants de la CFDT qui sont entrés au PS » et il se réjouit hypocritement de ce que « la confusion entre PS, et CFDT ne s'est pas produite ».

Mais qu'est-ce que le rapport Rollant au Conseil National sur les « objectifs de transformation » sinon une tentative de remettre en selle un projet « autogestionnaire » : un projet se gardant certes d'être un ralliement direct à Mitterrand et plus axé sur les luttes d'entreprises que le désormais lointain horizon électoral, mais néanmoins au service des mêmes intérêts ?

D/DES OBJECTIFS D'AMÉNAGEMENT DU CAPITALISME ?

Ce qui fonderait « l'originalité de la CFDT » n'est qu'une caricature de « l'affirmation de la capacité des travailleurs à diriger la société de demain », une grossière déformation réformiste de la réalité des alternatives positives, révolutionnaires auxquelles aspirent les masses.

Ainsi, il s'agirait - dans le système capitaliste maintenu - de rendre « crédible » l'autogestion (à défaut de la quasi défunte Union de la Gauche) « dès maintenant » (en jouant sur l'ambiguïté politique voulue d'objectifs « conçus à la fois pour aujourd'hui et demain »). Des justifications, on en trouve dans la revue « CFDT Aujourd'hui » qui sert de vernis théorique à la Confédération : « L'expérimentation de certaines hypothèses socialistes et autogestionnaires ne doit plus tarder et partout où cela est possible, nous devons les vérifier ».

« Si demain nous réussissons à mettre en route dans les entreprises quelques processus autogestionnaires, ... nous aurons construit des sortes de blocs expérimentaux... ». On comprend mieux ainsi les efforts déployés par les sociaux-démocrates dans la CFDT pour « relier en permanence les luttes quotidiennes et les perspectives autogestionnaires ».

« Poser le problème du pouvoir partout », comme le prône M. Rollant prend ainsi toutes les apparences d'une proposition révolutionnaire. Mais tout autre est le contenu !!

o « réduire les inégalités » n'est pas les supprimer,

o « remettre en cause l'éventail hiérarchique » n'est pas contester le système hiérarchique capitaliste fondé sur la division du travail manuel et intellectuel,

o demander « une nouvelle répartition des revenus », n'est pas poser le problème de qui décide de la production et de sa répartition dans la société.

o le « contrôle public des investissements » n'est en rien une garantie, lorsque la nature de classe de l'État n'est pas envisagée de fait,

o « l'extension du pouvoir de décision des travailleurs » signifie-t-il autre chose que le refus à peine voilé de la dictature de classe du prolétariat sur les exploités, et le maintien (souhaité par la petite et moyenne bourgeoisie réformiste) de la classe ouvrière comme simple interlocuteur d'un gouvernement « de gauche » ?

En fait, les positions destinées soi-disant à « clarifier les conceptions CFDT de la transition au socialisme », adoptées au récent Congrès National (et que préfigurait malheureusement le texte du congrès de l'Union Régionale Parisienne de mai 75) tracent nettement le processus suivant :

o « mobilisation populaire »,

o « victoire de la gauche » (aux élections = prise du pouvoir),

o « rupture économique » (par une « prise en charge par les salariés » des structures financières et industrielles dans le cadre capitaliste maintenu !),

o « autogestion progressive » (grâce à une « transformation des mentalités » et de « nouveaux rapports sociaux (?) égalitaires »).

Les textes de l'Union Régionale Parisienne précisaient bien déjà cette conception en la caractérisant comme « une désarticulation du système » amenant à le « déséquilibrer » et non le détruire !

Le 37^e Congrès est préparé par les dirigeants réformistes de la confédération sur la base d'une réactivation de « L'Union des Forces Populaires » (fondée sur l'espérance d'un rééquilibrage de la gauche, favorable à la social-démocratie) et de l'adoption souhaitée de cette « stratégie de la transition au socialisme ». Transition par étapes (au même titre que la « démocratie avancée » du P(C)F), pacifiquement (par la combinaison de « luttes de masse » et de « débouchés électoraux »), en associant les travailleurs au maintien de leur exploitation (sous couvert de « pouvoir de décision ») : voilà comment se mettrait en place la « stratégie autogestionnaire » d'aménagement

du capitalisme, élaborée par les réformistes comme alternative au projet révisionniste de capitalisme d'État et au « libéralisme musclé » giscardien !

Aussi, toutes les pieuses protestations sur le refus de la CFDT de « gérer la crise pour le compte du capitalisme » ne sauraient nous rassurer : il est certain que les notables de la gauche n'entendent pas simplement gérer les affaires des profiteurs en poste mais bien s'installer à leur place et donc gérer le système... pour leur propre compte !

DES STRUCTURES AU SERVICE DE QUEL PROJET POLITIQUE ?

Au 37^e Congrès, risque d'être escamoté la signification politique des structures syndicales : c'est déjà ce qui s'est produit au niveau du Comité Départemental du Rhône qui vient de se dérouler.

Ainsi, il n'est pas indifférent pour nous que la structure de base où s'opère la jonction avec les masses et la prise en charge du pouvoir politique des problèmes des travailleurs soit précisément la plus démocratique et la plus efficace à la fois. C'est pourquoi nous interviendrons dans le sens de la disparition accélérée des structures départementales bureaucratisées, le plus souvent réduites à un instrument réformiste et pour la promotion du rôle des Unions de Secteurs (UIS) et de bases (UIB) (qui répondent mieux au développement local des actions et où les débats politiques peuvent être menés au plus près du contrôle des travailleurs syndiqués). Tandis qu'à la structuration en « syndicat » (à la base géographique et au pouvoir trop étendus pour recouper correctement les équipes syndicales réelles...) nous préférons - en règle générale - le développement des SSE (sections d'entreprises) adaptées au lieu quotidien de la lutte des classes...

En ce qui concerne les Unions Régionales, le problème n'est pas celui de la structure en elle-même, mais de la signification politique et des pouvoirs qui lui sont attribués : - pour les autogestionnaires, c'est en quelque sorte le futur quartier général de contre-pouvoirs syndicaux, économiques...

- pour des révolutionnaires, cela ne peut être qu'un moyen de plus au service du développement de la solidarité interprofessionnelle et l'impulsion d'offensives d'ampleur. C'est un lieu où doit se développer la lutte entre les deux voies dans le mouvement syndical !

D'UNE MAIN LA PIOCHE, DE L'AUTRE, LE FUSIL LE PARTI DU TRAVAIL D'ALBANIE

8 novembre 1941 : les groupes communistes albanais, décidant d'unir leurs forces, fondent le Parti Communiste d'Albanie.

29 novembre 1944 : sur toute l'Albanie, flotte le drapeau de la libération. La révolution populaire a triomphé...

3 ans avaient suffi pour que le pays à l'économie la plus archaïque d'Europe, mis à feu et à sang par les occupants fascistes, arrache sa liberté et s'engage sur la voie du socialisme. Lutte pour la création et l'édification du Parti Communiste, lutte les armes à la main contre les agresseurs, lutte pour éliminer du Parti les idées trotskistes ou révisionnistes, lutte pour donner aux gens du peuple la direction effective du pays, tels sont les principaux axes autour desquels s'articule la lutte entre les deux voies au sein du Parti du Travail d'Albanie.

des groupes ou un Parti

Lorsque en juin 1929, se constitue à Korçë le premier groupe communiste, l'Albanie compte moins de 10 000 ouvriers dans sa population. Il n'existe pas de grande industrie ; l'agriculture émerge lentement de la féodalité. Cependant le roi Zogu et la bourgeoisie ne connaissent guère le repos : les grèves se succèdent, des syndicats se forment clandestinement, les paysans pillent les dépôts des spéculateurs, une insurrection de type putschiste éclate à Fier... Le prolétariat, de peu nombreux et asservi devient une classe consciente. Unir tous ces mouvements pour frapper en force devient une nécessité.

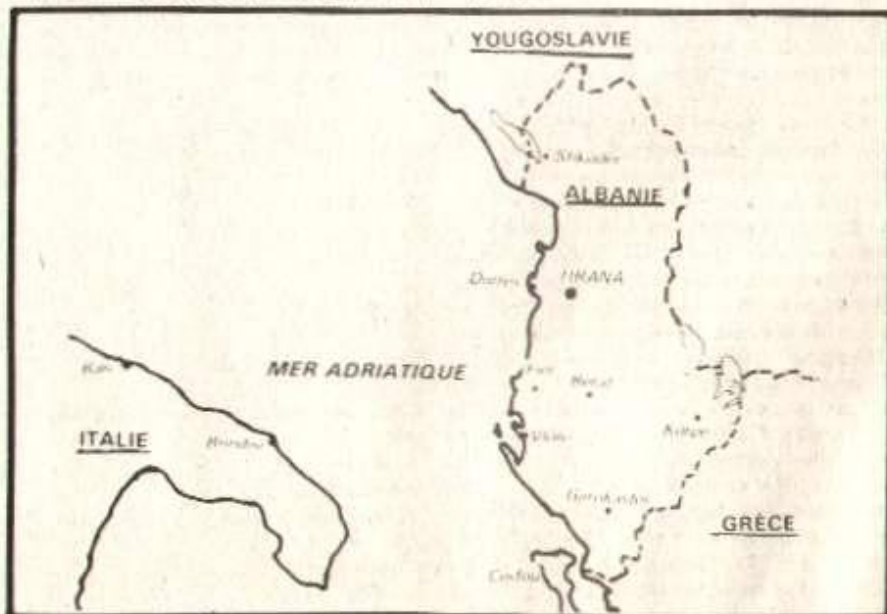
1/ LES CONDITIONS DE CRÉATION DU PARTI SONT-ELLES REMPLIES

Pendant plus de 10 ans (1929-1940) se constituent dans les principales villes des «groupes communistes». Groupes repliés sur eux mêmes pour étudier les textes marxistes (ou trotskistes...), ou groupes tirant des premiers liens avec les masses, les rudiments d'une ligne politique, la pratique même de ces groupes éclaire la voie, consciente ou non, suivie par chacun d'eux : celle du Groupe de Shkodër, du Groupe des Jeunes du «Parti Communiste Albanais», puisqu'il n'y a encore véritablement ni bourgeoisie, ni prolétariat en Albanie et que la paysannerie est réactionnaire, il faut attendre que se développe le capitalisme. Conséquence logique : l'occupation par les troupes de Mussolini était jugée comme positive car elle favoriserait la création de la classe ouvrière ! Pourquoi, dans ces conditions, organiser les masses ? Mieux vaut éduquer des

cadres qui constitueront le Parti... Un groupe qui se dénommait «Parti Communiste Albanais» et se vantait d'être reconnu par le Komintern apparut même en 1937. Mais sa ligne ne différait guère de celle du Groupe de Shkodër. Et pour cause ! Son dirigeant «Zjarrri» n'était autre qu'un trotskiste envoyé d'Athènes pour «unifier les groupes albanais»

A cette position trotskiste s'opposait celle du Groupe de Korçë et en particulier le communiste Ali Kelmendi : appliquant dès 1936, les directives de l'Internationale Communiste pour la lutte contre le fascisme, il engagea un large travail pour la création d'un front anti fasciste : il définit les deux étapes nécessaires dans la situation semi-coloniale et semi-féodale de l'Albanie : la révolution nationale et la révolution socialiste.

Mais une mosaïque de groupes pouvait elle accomplir une telle tâche ?



2/ LES LIMITES DU TRAVAIL DE GROUPE.

Avec l'occupation du sol albanais en avril 39 par les fascistes italiens, une situation nouvelle est apparue. Pour tout le peuple, une exigence affirmée avec de plus en plus de force : il faut anéantir les fascistes, libérer l'Albanie, organiser la lutte. Qui peut le faire ? Toutes les limites du travail de groupe se révèlent alors : chaque groupe au mieux n'existe que sur une ville ; il n'a pas de connaissance de la situation d'ensemble, dans tout le pays ; il n'apprécie que de façon très partielle les contradictions à résoudre, leur degré de développement. Et lorsque le Groupe de Korçë tente de résoudre le problème en s'étendant mais sans changer ses structures, il échoue. Des groupes organisés sur une base locale, sans unité politique, ne pouvant mener de front toutes les tâches nécessaires, il faut passer au Parti implanté nationalement, capable, par la centralisation, de définir une ligne politique pour tout le pays, capable de critiquer et éliminer les idées qui entravent le travail. Enver Hoxha, en édifiant la cellule de Tirana montra que l'unité était possible et contribua puissamment à rassembler les forces pour la création du Parti.

3/ UN PARTI CRÉÉ SOUS L'IMPULSION DU MOUVEMENT DE MASSE.

Dès les débuts de l'occupation, la résistance populaire s'organise spontanément : grèves dans les usines, sabotages, refus de la culture et de l'embrigadement chez les jeunes, mouvement de guérilla auquel participent rapidement les communistes de Tirana.... le combat anti-fasciste secoue le sectarisme et l'esprit de clan ; la pratique condamne les idées erronées à l'échec, met les idées justes en lumière. A travers la lutte, se tisse l'unification. Chez les militants, au sein des masses, la volonté de rectifier les erreurs et d'avancer vers l'unité l'emporte. Seuls, la plupart des «chefs de groupe» s'y opposent. En septembre 41, une conférence d'unification décide la création rapide du Parti Communiste et élit le Comité Central. Enver Hoxha en est le dirigeant. Le Parti était créé, restait à l'édifier.



Enver HOXHA, dirigeant du Parti du Travail d'Albanie.

édifier le Parti...

Dès sa création, le Parti Communiste d'Albanie pose clairement son but : «combattre pour l'indépendance nationale et pour un gouvernement populaire démocratique dans une Albanie affranchie du fascisme.» Mais la première bataille que doit livrer le Parti - condition de toutes les autres - c'est celle de sa transformation de simple somme de groupes en une force unifiée, centralisée, liée aux masses.

1/ UN PARTI DE CADRES OU UN PARTI DE MASSES ?

Dominante chez certains groupes, la conception trotskiste du Parti doit alors être tranchée dans le vif : faut-il «attendre» d'avoir préparé ses cadres, de s'être procuré les armes et l'argent, d'avoir accumulé l'expérience et l'avancée théorique pour engager la lutte ? Non, pas plus qu'il ne faut «attendre» de voir le prolétariat organisé en bataillons pour penser à la lutte de classes ! Enver Hoxha et la majorité du Comité Central combattent cette idée, engagent les nouvelles cellules à rompre avec le sectarisme, à organiser activement toutes les formes de lutte, armées ou non. Dissoudre les anciens groupes, créer des cellules, instaurer le centralisme démocratique sont les fondements de cette transformation. Mais ces fondements ne resteraient que des coquilles vides et deviendraient rapidement caducs si les luttes, les contradictions qui sont la vie des masses ne venaient les remplir, leur donner un sens. Le Parti ne vit que de la vie

des masses, il ne s'édifie que dans les masses. Préparer les grèves anti-fascistes, mobiliser la jeunesse pour la résistance à l'occupant, organiser les paysans dans la guérilla, deviennent les tâches quotidiennes du Parti Communiste d'Albanie.

2/ UN PARTI ÉDIFIÉ DANS LA LUTTE ARMÉE.

Dès 1941, le Parti se fixe comme tâche principale : la préparation de l'insurrection armée. Pour cela, il faut renforcer, élargir les groupes de guérillas, créer des forces armées, embryons de l'armée de libération. Début 42, des sections de guérillas urbaines sont actives dans presque toutes les villes ; à la campagne, les mouvements de partisans coordonnent leurs actions. Un nouveau pas peut être franchi : en février 42, le Comité Central appelle à créer des «conseils de libération nationale», à rallier les nationalistes. Il ne pourra être franchi que par une nouvelle lutte, au sein du Parti.

dans la lutte contre les opportunistes

1/ L'ÉLIMINATION DES TROTSKISTES.

La nouvelle orientation, la nouvelle impulsion à donner au combat anti-fasciste cristallise les conceptions erronées, jusque-là maintenues en veilleuse par les succès du Parti. En avril 42, la première conférence de cadres est réunie pour unifier le Parti dans la tâche qui l'attend, pour éliminer les idées qui freinent sa réalisation : manque de confiance dans les masses et surtout dans la paysannerie, survivance de l'esprit de clan («à moi, mes contacts, à toi, les tiens...») Un mois plus tard, d'anciens militants du Groupe des Jeunes se constituent en fraction et prennent le contrepied de la ligne du Parti, déclarant la lutte armée «impossible» de même que le ralliement des nationalistes. La formation d'une telle fraction révélait en fait la fragilité de l'union du Parti ; elle mit en lumière les freins qui au sein du Parti rendaient l'union du peuple difficile. Dans le mouvement de lutte aussitôt engagé par le Parti contre ces idées qui conduisaient le Parti au révisionnisme ou au démantèlement, c'est tout un ensemble de tendances

erronées qui sont mises à nu et dénoncées : la tendance à dire toujours : «c'est trop tôt» ou «c'est trop tard», à dénigrer les succès, à n'appliquer les directives qu'avec méfiance. Attitudes corrosives qui rendent l'avancée du Parti difficile et sont les fondements inavoués de divergences politiques, comme le révéla l'enquête sur le Comité Régional de Gjirokastër.

Le Parti, épuré, unifié, sur la ligne à suivre pouvait alors avancer faire de l'union du peuple, une réalité.

2/ LA CRÉATION DU FRONT DE LIBÉRATION NATIONALE.

Moins d'un an après la fondation du Parti, se créent sous son impulsion le Front de Libération Nationale et les conseils de libération nationale, «organes d'union et de lutte». Dans les régions non libérées, les conseils rassemblent toutes les forces anti-fascistes pour le combat, organisent l'aide matérielle à la lutte, la collecte des informations sur l'ennemi... Dans les régions libérées, ils organisent le peuple pour le développement de l'économie, mobilisent largement pour le front, prennent en main l'éducation et le travail culturel. Répondant à la volonté d'union des ouvriers, des paysans, de l'ensemble du peuple, les conseils de libération nationale élèvent rapidement le niveau de mobilisation, posent les bases du pouvoir populaire. Devant les succès remportés par les communistes, la bourgeoisie crée alors le Balli Kombëtar (Front National). Son programme ? «Une Albanie dotée d'un système économique et social sans exploités ni exploités». Ses moyens ? la création de «détachements illégaux», de «conseils». Des milliers de paysans, de gens du peuple, trompés par cette manœuvre, rejoignent le Balli Kombëtar. Pour le Parti, une question se pose : comment montrer que cette organisation est en fait réactionnaire ? Comment arracher tous les nationalistes sincères à son influence ? Faut-il attaquer le Balli Kombëtar les armes à la main comme le proposent certains ? Non, la seule tactique juste, c'est de mettre en lumière les points faibles de cette organisation et de les dénoncer sans relâche : dénoncer l'idée «qu'il n'est pas encore temps de prendre les armes», dénoncer sa pratique de collaboration avec l'occupant et lui proposer l'union de toutes les forces sur la base de la lutte armée immédiate. Ce que refusa énergiquement le Balli Kombëtar. En



29 Novembre 1944 : la révolution populaire a triomphé.

mars 43, il signait même un accord avec le commandant en chef des forces italiennes et participait au gouvernement. Sa fin était proche.

la libération à l'ordre du jour

La lutte contre le Balli Kombëtar avait mis à jour toutes les difficultés de la lutte de Libération Nationale, avait fait mûrir les défauts qui entravaient l'avancée du Parti : tendance au sectarisme vis-à-vis de la paysannerie, à l'opportunisme vis-à-vis des nationalistes ; cette lutte avait montré la voie d'un développement rapide des forces : s'appuyer sur la haine de la paysannerie envers l'occupant pour l'organiser dans la guérilla, et, dans les faits, l'arracher à l'influence défaitiste de la bourgeoisie. Les directives de l'Internationale Communiste appelant à organiser la lutte de Libération Nationale, la victoire de l'Armée Rouge à Stalingrad en février 43, décuplèrent l'enthousiasme. En trois mois, l'étendue des zones libérées doublait, les thèses gauchistes du Groupe de Zjarrî prônant la «révolution prolétarienne» et la «dictature du prolétariat» avant que la phase de libération nationale soit achevée, furent démantelées. La préparation de l'insurrection générale était à l'ordre du jour.

1/ CRÉER UNE ARMÉE DE LIBÉRATION OU ATTENDRE LES ALLIÉS ?

« Plus cette lutte contre l'envahisseur sera ample et acharnée, plus proche sera le jour de la Libération » écrit le Comité Central dans son appel au peuple albanais en avril 43. Désormais, l'armée devenait le secteur principal du

travail du Parti. Pour permettre au Parti d'assumer cette tâche, un profond mouvement d'éducation est décidé : renforcer l'union des masses, élever leur niveau de conscience et leur combativité, c'est d'abord renforcer la conscience du Parti, sa connaissance du marxisme-léninisme, sa capacité à distinguer le vrai du faux ; c'est développer le sens des responsabilités, l'esprit d'initiative, bases du rôle dirigeant du Parti et d'une liaison plus étroite avec les masses. « Le livre est nécessaire au même titre que le fusil ». Combattant les tendances droitières ou gauchistes qui ne voyaient qu'un des aspects, le Parti Communiste d'Albanie peut alors s'engager dans la création de l'armée. Principal obstacle à franchir, la soumission aux idées répandues chez les résistants :

« l'indépendance sera apportée par les Alliés. Attendons ! » A cette position défendue par le Balli Kombëtar et au sein du Parti par la fraction de Vlorë, E. Hoxha rétorque : « La Russie, l'Angleterre, les Etats-Unis font la guerre avec de grandes armées, des chars et des avions ; mais ce n'est pas une raison pour que nous ne nous battions pas avec le seul fusil que nous possédons... La guerre ne se fait ni à coups de roses ni à coups de plumes ; et la liberté ne se conquiert ni par des mots ni par des compromis, mais au prix de souffrances et du sang versé. » (mars 43) En créant non plus seulement des groupes de partisans mais une armée régulière sachant manier à la fois la guérilla et les actions à l'échelle du pays tout entier, le Parti Communiste d'Albanie avait saisi le levier de l'insurrection. En août 43, le commandant en chef italien écrivait à son supérieur : « Le peuple albanais dans son immense majorité et sans distinction de classe s'est soulevé contre l'Italie et contre la

présence de nos troupes en Albanie. » Preuve éclatante qu'en choisissant non la voie révisionniste de l'attente mais la voie révolutionnaire de l'union du peuple pour l'insurrection, le Parti Communiste d'Albanie avait frappé juste.

2/ ÉCRASER LA RÉACTION OU S'ENTENDRE AVEC ELLE ?

Devant l'éclatement de l'insurrection populaire, les troupes italiennes brûlent les villages, massacrent les paysans qui, trompés par le Balli Kombëtar, attendaient que d'autres armées viennent les libérer. Loin de s'y opposer, le Balli Kombëtar participe au contraire à la répression en organisant des groupes armés contre les forces de libération. Une nouvelle fois, le Parti lui propose de tourner ses armes contre les fascistes. Mais aux négociations de Mukje les délégués du Parti s'inclinent devant les prétentions du Balli Kombëtar, signent un accord prévoyant « la proclamation de l'indépendance » et la formation d'un gouvernement de coalition. Dénonçant cet accord, comme une capitulation devant la bourgeoisie réactionnaire, un marchandage du pouvoir populaire, le Comité Central refusa cette voie. Le peuple albanais ne versa pas son sang pour assurer le pouvoir à la bourgeoisie !

3/ LE POUVOIR POPULAIRE.

Un an après l'appel du Parti à créer des conseils de libération nationale le Front lance le mot d'ordre : « Que les conseils de libération nationale soient reconnus comme le seul pouvoir du peuple en Albanie ! » Le même jour, le 8 septembre 1943, l'Italie fasciste capitulait. La question du pouvoir était posée ; mais, rasant Borovë sur leur passage et exterminant hommes, femmes et enfants, les troupes allemandes entraient en Albanie ; seules les régions libérées résistèrent victorieusement. Autour des nouveaux envahisseurs, se rassemblaient aussitôt tous les réactionnaires et le Balli Kombëtar, alléguant que les nazis venaient « pour libérer l'Albanie du joug de l'Italie ».

Face à cette situation, deux voies s'offraient au Parti et au Front :

* celle du Legalitati créée par Abaz Kupi et d'autres membres du Front pour restaurer le régime du roi Zogu, seul régime « légal » ;

position soutenue par les Anglais et les nazis à la fois.

* celle de la lutte armée sous la direction du Front de Libération Nationale, de l'extension des zones libérées, du renforcement des conseils de libération nationale.

Ce fut cette voie que suivit le Parti ; les comités régionaux de Gjirokastër et de Berat furent critiqués pour n'avoir pas détruit l'ancien appareil d'Etat au moment de la capitulation italienne et pour l'avoir remis au Balli Kombëtar.

Dès l'hiver 43-44, cette politique permettait de résister à l'offensive généralisée des Allemands et des réactionnaires et de passer à la contre-offensive. Dans la moitié du pays, le pouvoir populaire était établi. Au congrès anti-fasciste de Përmet, une assemblée populaire est élue et fonde l'Etat albanais de démocratie populaire.

4/ UNE ALBANIE INDÉPENDANTE

Qu'un pays, petit et pauvre comme l'Albanie puise dans la volonté de son peuple, la force nécessaire à sa libération, voilà qui entravait les visées des impérialistes. Une Albanie libérée du fascisme, oui, mais libérée des oppresseurs du peuple, non ! En mai 44, des troupes anglaises et américaines tentent un débarquement mais échouent ; et les essais d'ingérence politique se multiplient : tentative pour créer un « gouvernement révolutionnaire » en exil, pour imposer l'idée que « tout se terminerait avec la fin de la lutte de libération nationale et que les combattants déposeraient les armes... »

Mais un autre danger menaçait : la libération de l'Albanie n'était même pas achevée que la Yougoslavie voisine proposait sous la direction de Tito, l'unification des forces armées et la formation d'une fédération regroupant les deux pays. Prétexte : « l'Albanie ne peut édifier son économie ni se développer indépendamment car l'impérialisme n'en ferait qu'une bouche ». Malgré les accusations portées contre le Parti qui devait suivre « une ligne nouvelle », la majorité du Bureau Politique se rallia aux propositions de Tito :

- laisser la direction de la lutte au Front et non au Parti,

- élargir le Front à la bourgeoisie soumise aux fascistes.

C'était reprendre en fait les propositions des Anglais et des

Américains. Le plénum de Berat avait ouvert la voie au révisionnisme. Mais la tentative d'évincer Enver Hoxha du poste de secrétaire général échoua. Le Parti avait remporté trop de succès dans sa lutte de libération, avait trop prouvé la justesse d'ensemble de sa ligne pour que la mise à l'écart de son secrétaire général puisse se faire sans éclats. Le Comité Central dénonça les propositions de la Yougoslavie.

Le 29 novembre 1944, l'Armée Populaire s'emparait de Shkodër, dernière ville occupée. La volonté d'indépendance du peuple albanais avait triomphé. Toute l'Albanie était libérée ; libérée de la terreur fasciste, libérée de la domination de la bourgeoisie. Au peuple, au Parti Communiste qui avait dirigé la lutte, d'édifier le nouveau pouvoir, de poursuivre la révolution par la construction du socialisme.

du pouvoir populaire à la dictature du prolétariat

Dans un pays détruit, qui devait à la fois liquider les bandes armées des bourgeois et des grands propriétaires et déjouer toutes les manœuvres des impérialistes, leurs propositions d'aide technique ou militaire, la question capitale restait celle du pouvoir, de la consolidation du pouvoir populaire.

1/ LA DICTATURE DU PROLÉTARIAT.

De sa place dominante dans la lutte de libération nationale, le peuple albanais héritait un pouvoir qu'il ne partageait avec aucune autre classe. Les conseils de libération nationale, le Front de Libération Nationale exprimaient les besoins du peuple ; achever la révolution démocratique populaire commencée, c'était dans le même mouvement engager la transformation socialiste de l'économie, édifier le pouvoir populaire en tant que dictature du prolétariat. En choisissant de faire des conseils de libération nationale la base de ce pouvoir, en transformant le Front de Libération Nationale en Front Démocratique, « armée politique de la révolution », en décidant le maintien de l'Armée Populaire pour sauvegarder la liberté conquise, le Parti s'engageait clairement sur la voie du pouvoir socialiste. Il refusait et dénonçait du même coup

ies affirmations de certains membres du Parti qui, sous l'influence des thèses yougoslaves, préconisaient l'atténuation de la lutte de classes et l'établissement d'une démocratie de type bourgeois. Dès sa fondation, la dictature du prolétariat se définissait non comme pouvoir de quelques « expérimentés », de spécialistes économiques ou politiques, mais comme pouvoir des masses populaires, dirigées par la classe ouvrière.

2/ UNE AGRICULTURE ET UNE INDUSTRIE SOCIALISTES.

Un mois après la libération, la socialisation des principaux moyens de production était réalisée. En novembre 46, avec la réforme agraire, « les paysans étaient maîtres de la terre qu'ils avaient travaillée et baignée de leur sueur depuis de longues générations. Le Parti avait réalisé leur rêve séculaires. » (Histoire du PTA). En 48, à son premier congrès, le Parti Communiste devient Parti du Travail d'Albanie pour souligner le nombre de paysans qui le compose. Il pose comme tâche fondamentale devant tout le pays : tirer l'Albanie de son état agraire arriéré en développant l'industrialisation socialiste, en réorganisant l'agriculture sur des bases socialistes. Pour la réalisation de cette tâche, le Parti doit lutter contre deux tendances :

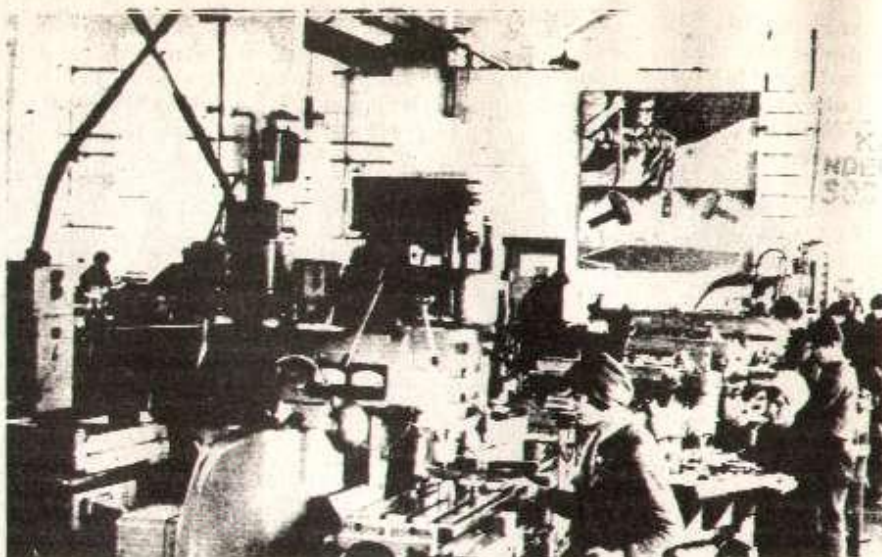
* la première, droitière, tendait à en rester au niveau de la réforme agraire et « oubliait le danger de développement du capitalisme », créé par la prépondérance des exploitations individuelles.

* l'autre, gauchiste, fut celle qui l'emporta au Comité Central d'avril 51 : la collectivisation massive des terres fut décidée, alors que les paysans commençaient juste à s'unir dans les premières coopératives. Le Parti rectifia à temps.

En 1959, la collectivisation de l'agriculture était achevée dans ses grandes lignes.

3/ NON AU RÉVISIONNISME YOUGOSLAVE !

Menant la lutte à l'intérieur contre le capitalisme et les idées bourgeoises toujours renaissant de leurs cendres, le Parti doit aussi affronter la lutte de classes à l'extérieur. En approuvant en 48 la nouvelle proposition de Tito de fédération des deux pays, le Comité Central plaçait en fait l'Albanie au bord de la colonisa-



L'Albanie : une économie dynamique.

tion : Tito, sous prétexte d'une attaque imminente de la Grèce, demanda aussitôt à faire entrer ses troupes en Albanie ! La majorité du Comité Central comprenant alors le plan de Tito refusa.

Pourquoi le Comité Central avait-il cru aux dires de Tito ? Pourquoi avait-il si facilement remis en cause la ligne du Parti ? Était-ce dû seulement à la présence de délégués yougoslaves soutenus par quelques dirigeants ? Non, le danger révisionniste yougoslave avait mis à nu le danger intérieur au Parti. Les bases de cette ligne révisionniste étaient les faiblesses du Parti lui-même : ses directives étaient rendues publiques comme décisions du Front Démocratique, les membres du Parti restaient dans une semi-illégalité, les cadres s'accumulaient dans les organes de direction... Dissolution du Parti au sein d'une organisation de masse, méthodes bureaucratiques de direction, ... le Parti du Travail d'Albanie, de plus en plus, tendait à ressembler au Parti Communiste Yougoslave.

Sur cette base, une ligne politique révisionniste pouvait se développer : si édifier le socialisme, continuer la révolution, c'est suivre les rails en se disant : « Puisque la ligne est juste, on est tranquille ; gérons l'acquis », pourquoi chercher toujours au sein des masses les contradictions nouvelles, pourquoi s'emparer de ces contradictions pour porter plus avant le mouvement de la révolution ? A quoi sert dans ces conditions la centralisation, la discussion démocratique au sein du Parti si la ligne est forcément droite ? Et pourquoi les membres du Parti auraient-ils besoin de travailler, vivre au sein du peuple ? Pourquoi faire prendre

en main aux masses la résolution de leurs propres problèmes ? Le refus de considérer la révolution comme une lutte incessante, le refus de voir dans les masses, dans leurs contradictions, la source d'une avancée toujours possible de la révolution, en un mot, l'apparition du bureaucratisme portent en germe le révisionnisme : s'il y a besoin de fonctionnaires, c'est que le peuple « n'est même pas capable » de prendre ces tâches en main, qu'il faut faire toutes les démarches à sa place, qu'il faut tout contrôler. Au lieu de la confiance dans l'esprit révolutionnaire des masses, c'est la méfiance, la passivité et l'esprit policier qui s'installent.

Tirant le bilan de ce danger, un profond mouvement d'éducation et de rectification s'engagea pour donner au Parti et au peuple les moyens de poursuivre l'édification socialiste. Mais un nouveau combat, d'ampleur mondiale, contre le révisionnisme s'engageait bientôt. Dans ce combat, l'avenir du Parti du Travail d'Albanie comme de tous les Partis Communistes était en jeu.

à l'avant-garde de la lutte contre le révisionnisme soviétique

A partir de 1956 et du XXème congrès du Parti Communiste d'Union Soviétique qui marqua les débuts du révisionnisme moderne, une question essentielle pour le Parti du Travail d'Albanie : quelle voie suivre, celle préconisée par Khrouchtchev ou la sienne ? Était-il juste et possible pour un pays

socialiste de s'entendre avec l'impérialisme américain, de ne rivaliser avec lui qu'économiquement ? Le prolétariat des pays capitalistes peut-il se passer de révolution pour parvenir au pouvoir ? La lutte des classes s'éteint-elle avec le socialisme ? Autant de questions que le PTA, par sa pratique, par son expérience tranchait par la négative. En obtenant en 1957 à la Conférence des Partis Communistes, la condamnation du révisionnisme comme « *le danger le plus grave pour le Mouvement Communiste International* » ; le Parti du Travail d'Albanie prouvait que la lutte contre le révisionnisme était possible et se portait en tête de cette lutte. Mais le Parti Communiste d'Union Soviétique redoublait de menaces : à Khrouchtchev qui somme l'Albanie « *d'accepter la coexistence pacifique* » sous peine de « *s'exposer à être complètement détruite elle et sa population, par une seule bombe atomique américaine* », le PTA répond : « *un peuple n'est pas une marchandise négociable* ». Et quand Khrouchtchev, sous prétexte de « *division internationale du travail* » proposa à l'Albanie de devenir le « *jardin* » de l'Union Soviétique, le Parti du Travail d'Albanie dénonça cette proposition comme une tentative d'assujettissement : comment édifier un pays socialiste solide s'il ne marche pas sur ses deux jambes, une agriculture et une industrie harmonieusement développées ?

Vaines tentatives. A la rencontre de Bucarest puis à la Conférence de Moscou en 1960, les efforts de Khrouchtchev pour mettre en discussion les « *erreurs* » du Parti Communiste Chinois et pour l'exclure échouèrent, grâce au soutien de la délégation albanaise, à sa défense incessante des bases du

Marxisme-Léninisme. Le révisionnisme soviétique était mis en accusation. La lutte devenait alors âpre et ouverte : la direction soviétique rompait rapidement tous les accords économiques conclus, suspendait les crédits, arrêtaient les exportations de blé et de machines, retirait son aide militaire... Son espoir était clair : affamer l'Albanie, la contraindre à la soumission. C'était méconnaître la volonté du peuple albanais de lutter pour son indépendance, de poursuivre, l'édification du socialisme. En 1963, avec la division du Mouvement Communiste International, l'enjeu de la lutte de classe en Albanie est, de nouveau, à l'intérieur du pays.

pour l'édification de la société socialiste intégrale

Une fois la base matérielle du socialisme construite pour l'essentiel, ce sont les idées des hommes qui édifient le socialisme, les habitudes inculquées par des siècles d'oppression qu'il faut modifier.

1/ LES MASSES ÉDIFIENT LE SOCIALISME, LE PARTI LEUR FAIT PRENDRE CONSCIENCE.

(E. Hoxha-1972)

En définissant ainsi le rôle du Parti et le rôle des masses, E. Hoxha dégage la confusion qui est à la base du bureaucratisme : la confusion entre direction et administration. Qui doit et qui peut diriger le pays dans l'édification du

socialisme ? Le Parti Communiste parce qu'il est la conscience des masses, et son renforcement est le garant de l'approfondissement de la révolution. Mais est-il nécessaire et efficace que les organes du Parti soient aussi ceux qui font fonctionner la vie du pays, de l'enregistrement des naissances à la définition des objectifs du plan économiques ? Est-ce en développant l'appareil d'Etat comme une excroissance étrangère aux masses que la société-socialiste s'acheminera vers « *le dépérissement de l'Etat* », vers la société communiste ? Ne vaudrait-il pas mieux, demande E. Hoxha, que les médecins communistes soient par exemple au village de Macukull pour y servir le peuple, au lieu de s'enfermer dans un bureau de ministère à Tirana ? Apprendre aux masses à s'administrer au lieu de s'en remettre à des « *spécialistes* », placer les communistes « *là où les problèmes sont les plus aigus et exigent une solution immédiate* » au sein du peuple, sur le front de la production, telle est la tâche entreprise par le Parti du Travail. Tâche qui ne peut être menée à bien qu'à une double condition :

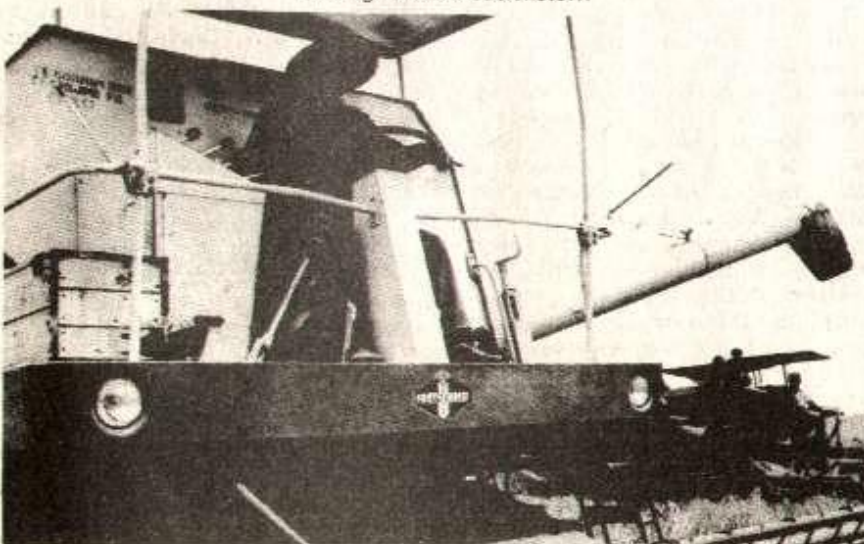
« *Il s'agit pour le Parti de s'employer constamment à rendre la classe ouvrière consciente de son rôle de direction, d'orientation, d'éducation, et de contrôle (...)* Le grand but du Parti, est avant tout d'éduquer la classe ouvrière à exercer son rôle dirigeant. »

« *Si nous voulons que la classe ouvrière exerce comme il se doit le contrôle sur les autres, nous devons absolument lui apprendre à exercer ce contrôle préalablement sur elle-même.* »

Le moyen de ce contrôle, ce sont les groupes de contrôle ouvrier - non pas permanents mais créés pour résoudre un problème précis. Leur domaine d'action ? Aussi vaste que la lutte des classes : connaître, diriger, critiquer, contrôler aussi bien le fonctionnement de l'usine dans laquelle ils travaillent que celui de l'école du village, de la coopérative agricole, du ministère de la Santé ou du Comité Régional du Parti. Contrôle économique, politique et idéologique. Renforcement du Parti, rôle de direction grandissant de la classe ouvrière, prise en mains par les masses des tâches d'administration, telle est la voie dans laquelle s'engage le PTA.

En annonçant le 17 novembre dernier, la préparation d'une nouvelle constitution, le Parti du Travail d'Albanie a posé un nouveau

Une agriculture socialiste...



jalons dans l'édification de la société socialiste intégrale : à la constitution de 1946, qui correspondait à la construction des bases économiques du socialisme, il faut maintenant substituer une nouvelle constitution, adaptée à l'édification de la société socialiste intégrale.

2/ LA FORMATION DE L'HOMME NOUVEAU.

Décisions de haute importance, la participation régulière des cadres au travail de production, l'épuration massive du nombre de fonctionnaires, le contrôle ouvrier... ne seraient cependant que des mesures préventives contre l'apparition du révisionnisme, n'en extirperaient pas la racine si la conscience des hommes n'était pas, elle aussi, profondément modifiée. Remodeler la conscience des hommes qui édifient le socialisme, en arracher toute trace de la façon de penser ancienne, bourgeoise, c'est édifier un homme nouveau, à la conscience socialiste. « *Lutte la plus longue, la plus difficile, la plus compliquée et la plus délicate parce que c'est précisément dans ce domaine que la résistance est plus forte, plus obstinée et plus profonde.* » (E. Hoxha) Lutte entreprise avec enthousiasme par le peuple albanais : quelle perspective plus lumineuse que d'arracher à la gangue pourrie du vieux monde, les germes d'une société nouvelle, communiste ?

De cette lutte entre les deux voies, lutte qui, à plusieurs reprises, a fait toucher de la main, le danger révisionniste, de grandes leçons se dégagent : si la révolution a triomphé en Albanie en une lutte aussi brève, c'est qu'au-delà des conditions favorables de la lutte armée,

1/ le Parti a su diriger, consciemment et avec force, la lutte de classes, dans ses rangs et au sein du peuple. Et seul le Parti pouvait le faire : des groupes, à l'influence et au point de vue forcément limités ne pouvaient mener à bien une telle lutte : édifier une ligne politique juste, combattre les défauts et les erreurs, unir tout le peuple pour la révolution,

2/ Le Parti s'est construit dans le même élan que le mouvement des masses. Né dans l'aspiration des masses à unifier leurs luttes, à en finir avec l'oppression, il s'est édifié en combattant aux côtés du peuple : synthétisant et répercutant ses initiatives, tirant la leçon des erreurs et désignant les buts à

atteindre, il a conquis la direction de la révolution en renforçant ses liens avec les masses. Ce sont ces liens qui, aujourd'hui, permettent au peuple de poursuivre l'édification socialiste de la société.

3/ Le Parti a édifié sa ligne politique sur l'analyse scientifique des conditions intérieures et extérieures considérant les expériences étrangères non comme des lignes politiques toutes prêtes mais comme des exemples riches d'enseignements : il a édifié sa ligne, l'a précisée, rectifiée en approfondissant ses liens avec les masses, en se saisissant des contradictions à résoudre,

4/ Le Parti du Travail d'Albanie, dans sa lutte de libération nationale, dans son opposition résolue au révisionnisme soviétique, a avec éclat, frayé la voie de l'indépendance des peuples : toutes les agres-

sions et menaces des impérialismes, tous les traités de partage du monde ne peuvent rien contre la volonté d'indépendance d'un pays, si petit soit-il.

5/ Le Parti du Travail d'Albanie a assuré le développement ininterrompu de la révolution : la lutte de libération nationale, en établissant largement le pouvoir populaire, privait la bourgeoisie de la domination politique. Avec l'édification du socialisme, c'étaient les tâches démocratiques de la révolution, commencées à l'étape précédente qui pouvaient être menées pleinement à bien. Enfin, en portant la lutte contre les manifestations de l'idéologie bourgeoise, pour l'édification de l'homme nouveau, le Parti du Travail d'Albanie pose les fondements d'une étape nouvelle : l'édification de la société communiste.

«LE RÉVISIONNISME EST LE PRINCIPAL DANGER...»

Extraits du discours d'Enver Hoxha à la réunion des 81 partis communistes et ouvriers à Moscou, le 16 novembre 1960.

«Nous assistons actuellement à la désagrégation de l'impérialisme, à sa décomposition, à son agonie... Même maintenant qu'il sent venir la mort, qu'il voit se dresser devant lui des adversaires puissants et résolu, comme le sont le camp socialiste et sa grande alliance avec tous les peuples du monde, l'impérialisme mondial, l'impérialisme américain en tête, rassemble, organise et arme ses forces d'assaut. Il se prépare à la guerre. Qui ne voit pas cela, est aveugle. Qui le voit, mais le dissimule, est un traître au service de l'impérialisme. (...)

Le Parti du Travail d'Albanie estime que l'impérialisme et, au premier chef, l'impérialisme américain n'a changé ni de peau ni de nature. Il est agressif et il demeurera tel même s'il ne lui reste qu'une dent dans la gueule. Agressif par nature, il est capable de précipiter le monde dans une guerre. Aussi, pour notre part, ainsi que nous l'avons souligné à la commission de rédaction, nous insistons pour qu'il soit bien expliqué aux peuples qu'il n'y aura de garantie absolue contre une guerre mondiale que lorsque le socialisme aura triomphé dans le monde entier ou pour le moins dans la plupart des pays du monde. Les Américains ne cachent pas leur jeu ; loin d'accepter de désarmer, ils intensifient leur arme-

ment, ils préparent la guerre, aussi devons-nous être vigilants. Nous ne devons faire aucune concession de principe à l'ennemi, ne nous faire aucune illusion sur l'impérialisme, car en croyant arranger les choses nous ne ferions que les aggraver. L'ennemi, non seulement s'arme et prépare la guerre contre nous, mais il mène aussi une propagande effrénée pour empoisonner et désorienter les esprits. Il dépense des millions de dollars pour organiser dans nos pays des activités d'espionnage, de diversion et des attentats. L'impérialisme américain a donné et donne des milliards de dollars à ses fidèles agents, à la bande de traîtres de Tito. Toutes ces menées ont pour but d'affaiblir notre front intérieur, de nous diviser et de désorganiser nos arrières.

On discute beaucoup de la question de la coexistence pacifique, et d'aucuns disent à ce sujet de telles absurdités qu'ils vont même jusqu'à prétendre que la Chine Populaire et l'Albanie sont contre la coexistence. J'estime qu'il convient de réfuter une bonne fois de tels points de vue nuisibles et erronés. Il ne peut y avoir d'État socialiste, de communiste qui soit contre la coexistence pacifique, qui soit contre la paix. Le grand Lénine a, le premier, posé le principe de la

coexistence pacifique des pays à systèmes sociaux différents, comme une nécessité objective tant qu'il existera, dans le monde, à la fois des pays socialistes et des pays capitalistes. Notre Parti du Travail, fidèle à ce grand principe de Lénine, a toujours estimé et il estime encore que la politique de coexistence pacifique répond aux intérêts de tous les peuples, qu'elle correspond à l'objectif du renforcement des positions du socialisme ; aussi ce principe de Lénine est-il à la base de toute la politique extérieure de notre Etat populaire.

La coexistence pacifique entre les deux systèmes opposés ne signifie pas, comme le prétendent les révisionnistes modernes, qu'il convient de renoncer à la lutte de classe. Au contraire, la lutte de classe doit se poursuivre, la lutte politique et idéologique contre l'impérialisme, contre l'idéologie bourgeoise, contre l'idéologie révisionniste, doit s'intensifier toujours davantage. Tout en luttant conséquemment pour l'instauration de la coexistence pacifique léniniste, sans faire aucune concession de principe à l'impérialisme, il convient de développer la lutte de classe dans les pays capitalistes, ainsi que le mouvement de libération nationale des peuples coloniaux et dépendants.

Selon notre point de vue, les partis communistes et ouvriers des pays capitalistes doivent lutter pour que s'instaure la coexistence pacifique entre leurs pays, encore dominés par le système capitaliste, et nos pays socialistes. Une telle action renforce les positions de la paix, affaiblit les positions du capitalisme dans chacun de leur pays et apporte plus généralement un soutien à la lutte de classe dans ces pays. Mais ce n'est pas là leur seule tâche. Il faut que dans ces pays se développe, croisse et se renforce la lutte de classe et que les masses travailleuses, guidées par le prolétariat de chaque pays, son parti communiste en tête, et en alliance avec tout le prolétariat mondial, rendent l'existence impossible à l'impérialisme, sapent les bases de son appareil de guerre et de son économie, lui arrachent de vive force le pouvoir économique et politique pour s'acheminer vers la destruction de l'ancien pouvoir et instaurer le nouveau pouvoir du peuple. Cela, le feront-elles par la violence ou par la voie pacifique et parlementaire ?

Cette question était claire et il était inutile que le camarade Khrouchtchev vienne l'embrouiller

au XX^e Congrès comme il l'a fait pour la plus grande satisfaction des opportunistes. Pourquoi fallait-il parodier de la sorte les thèses si claires de Lénine et de la Révolution socialiste d'Octobre ? Le Parti du Travail d'Albanie a toujours eu une claire compréhension des enseignements de Lénine à ce sujet et il leur est toujours resté fidèle. Jusqu'à présent, aucun peuple, aucun prolétariat ni aucun parti communiste ou ouvrier, ne s'est emparé du pouvoir sans violence et sans effusion de sang.

Certains camarades s'écartent en fait de la réalité lorsqu'ils prétendent qu'ils ont pris le pouvoir sans effusion de sang ; ils oublient que la glorieuse Armée Soviétique a versé des flots de sang pour eux durant la Seconde Guerre Mondiale.

Notre Parti estime qu'en cette matière nous devons nous préparer, et nous préparer avec soin pour les deux voies, mais surtout pour la prise du pouvoir par la violence car si nous préparons bien cette éventualité, nous renforçons nos chances de succès pour l'autre. La bourgeoisie vous permet bien de discourir, mais elle monte ensuite un coup de force fasciste et vous écrase, du fait qu'on n'a préparé ni les cadres de choc ni le travail dans la clandestinité, ni les lieux où se mettre à l'abri et travailler, ni les moyens de combat. Nous devons prévenir cette tragique éventualité. (...)

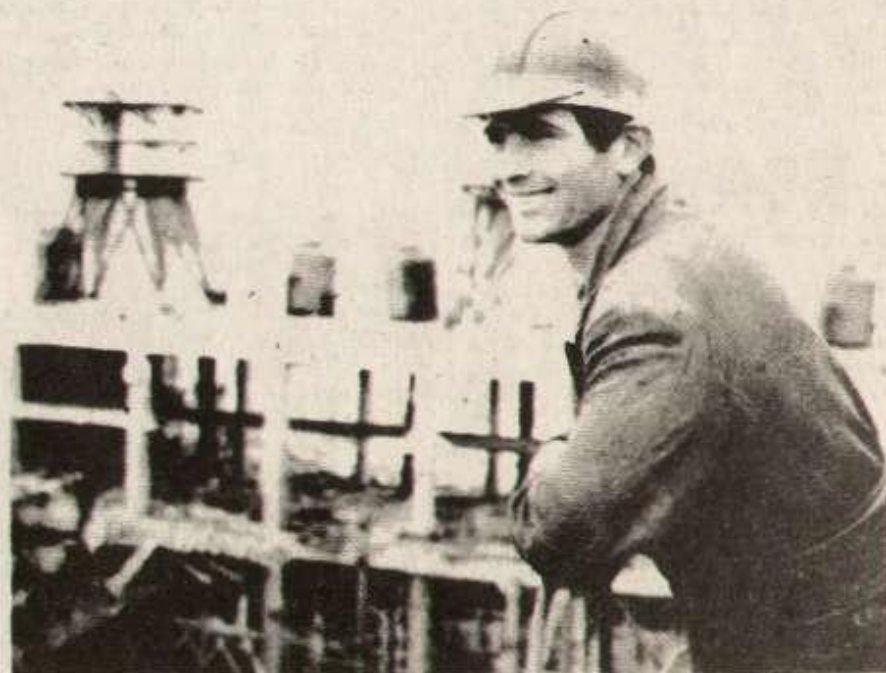
La Déclaration de Moscou de 1957 tout comme le projet de déclaration qui nous est soumis constatent que le révisionnisme constitue aujourd'hui le principal danger dans le mouvement communiste et ouvrier international. La Déclaration de 1957 souligne à juste titre que la source intérieure du révisionnisme est la persistance de l'influence bourgeoise alors que la capitulation face à la pression de l'impérialisme constitue sa source extérieure. (...)

Mais le révisionnisme serait-il totalement démasqué comme le prétendent les camarades soviétiques ? Aucunement. Le révisionnisme a été et continue d'être le principal danger, le révisionnisme yougoslave n'est pas liquidé et, par la manière dont nous nous comportons à son égard, nous lui laissons un vaste champ d'action sous toutes les formes.

Et dans les autres partis n'y aurait-il aucun signe inquiétant de révisionnisme moderne ?

Qui le nie, ne fait que fermer les yeux devant ce péril, et risque un beau matin d'avoir de mauvaises surprises... Nous sommes marxistes, et il nous faut analyser notre travail comme nous l'enseignait Lénine et comme il le faisait lui-même dans la pratique. Il ne redoutait pas les erreurs, les regardait en face et les corrigeait. C'est ainsi que s'est trempé le Parti Bolchévique, c'est ainsi que se sont trempés nos partis également.»

ALBANIE : terre de l'homme nouveau



le mouvement de critique contre lin piao et confucius ou **RENFORCER LA DICTATURE INTEGRALE SUR LA BOURGEOISIE**

«Pourquoi Lénine soulignait-il la nécessité d'exercer la dictature sur la bourgeoisie ? Ce problème doit être bien compris. Si on n'en a pas une parfaite compréhension, on risque de tomber dans le révisionnisme. Ceci doit être porté à la connaissance du pays tout entier.»

Cette directive donnée par Mao Tsé Toung il y a plusieurs mois a plongé toute la Chine dans un vaste mouvement d'étude de la théorie de la dictature du prolétariat. Tous les membres du Parti, tout le peuple, ouvriers, paysans, portent aujourd'hui une grande attention à l'étude de cette théorie, cherchant à l'assimiler toujours mieux pour prévenir le révisionnisme et le combattre, pour renforcer la dictature du prolétariat. Le mouvement de critique contre Lin Piao et Confucius a ainsi pris un nouvel essor, il permet déjà et va permettre encore au peuple chinois, sous la direction du Parti Communiste, de poursuivre jusqu'au bout la révolution sous la dictature du prolétariat.

Etudier le développement historique de la société chinoise.



**quand l'ancienne
société meurt, on
ne peut pas clouer
son cadavre dans
un cercueil et
l'enfermer dans un
tombeau**

C'est ce que déclarait Lénine en 1918, ajoutant : «ce cadavre se décompose au milieu de nous, il pourrit et nous contamine nous-mêmes.» C'est pour lutter contre cette «contamination» que toute la Chine aujourd'hui engage un vaste mouvement d'étude de la lutte entre confucianistes et légalistes, et de critique de Lin Piao.

**QUE L'ANCIEN SERVE LE NOUVEAU
OU POURQUOI CRITIQUER
CONFUCIUS**

Beaucoup peuvent se demander aujourd'hui pourquoi tout un peuple s'attèle à la critique de Confucius, philosophe chinois mort il y a plus de 2 000 ans. Que peut-on avoir à faire aujourd'hui des écrits de ce vieux seigneur dont le peu de choses que nous connaissons dans notre pays, c'est qu'il était un « grand sage » ? Nous n'aurions guère à nous en soucier si ses théories n'avaient pas été un instrument d'oppression du peuple pendant plus de 2 000 ans, si aujourd'hui, quelques réactionnaires en mal de pouvoir ne cherchaient à les remettre en avant pour endormir la conscience de classe du peuple et renverser le régime socialiste.

La théorie confucéenne est née en Chine dans les années 500 avant Jésus-Christ, à une période où la domination de la classe esclavagiste commençait à connaître quelques difficultés, où la féodalité prenait son essor. Confucius soutenait la classe déclinante en développant sa théorie du «règne par les rites», du «juste milieu», du «gouvernement par la vertu et la bienveillance». Toutes ces belles maximes signifiaient dans les faits qu'il fallait empêcher toute évolution sociale, maintenir la structure de la société esclavagiste, que chacun reste à sa place : « En haut l'intelligence, en bas la bêtise, il en sera toujours ainsi » disait Confucius. D'après lui tout bouleversement serait un excès bousculant le «juste milieu», c'est à dire la paix sociale, la domination indiscutée des esclavagistes.

Face à ses idées conservatrices, Confucius vit se dresser l'école

légaliste. Pour les légalistes (ou légistes) qui soutenaient la classe montante des propriétaires fonciers, il fallait que la Chine ne soit plus soumise au règne de la «volonté du ciel» c'est à dire du suzerain le plus fort à un moment déterminé, mais qu'elle soit régie par un système de lois (d'où leur nom de légalistes ou légistes), permettant une plus grande égalité, la fin de la domination sans partage des esclavagistes. Ce projet concordait avec les aspirations des propriétaires fonciers à renverser la classe esclavagiste et venir au pouvoir, c'est pourquoi à la lutte engagée entre ces deux classes pour la détention du pouvoir, correspond la lutte entre l'école confucéenne et l'école légaliste. En 221 av. JC, propriétaires fonciers et légalistes l'emportèrent puisque l'empereur en place unifia la Chine, mettant fin à la division en duchés du pays soutenue par les confucéens, et mit sur pied un système de lois applicables à tout le pays.

Mais après s'être appuyée sur les nombreuses luttes paysannes qui combattaient pour la chute des esclavagistes, la classe féodale, voulant assurer sa domination, réprima les soulèvements qui se poursuivaient, et de classe progressiste favorable au développement historique de la Chine devint une classe réactionnaire. Il lui fallait maintenant sauvegarder et renforcer son pouvoir, prévenir et combattre toute tentative de réforme ; pour cela la classe des propriétaires fonciers vainqueurs avait besoin d'une nouvelle idéologie officielle, elle fit appel à celle de Confucius dont les thèses furent ainsi à nouveau honorées comme orthodoxes. Et de nouveau, le peuple chinois dut «se modérer et en revenir aux rites», c'est à dire subir l'oppression réactionnaire.

Le règne du «juste milieu» était ainsi rétabli, pour le peuple chinois, cela signifiait oppression et dictature. La théorie confucéenne rétablie allait rester l'idéologie dominante jusqu'à la chute du pouvoir impérial en 1911, elle a bien sûr subi quelques transformations et réadaptations indispensables à la continuation de la domination féodale face aux luttes de plus en plus larges et de plus en plus dures des paysans contre l'oppression. Le confucianisme est le moule dans lequel fut coulée la civilisation chinoise pendant plus de 2 000 ans, comme la civilisation occidentale le fut par le christianisme. Les vieilles idées inculquées par les confucéens, les vieux tabous et préjugés n'ont pas hélas disparu avec le régime impérial ; longtemps encore le

mépris du peuple, de la femme, du travail manuel... furent vivants en Chine. Les réactionnaires kuomintangiens vénéraient encore Confucius et cherchaient à s'appuyer sur ses théories pour assurer leur dictature.

Comment s'étonner alors que le peuple chinois cherche aujourd'hui à se débarrasser de ce carcan millénaire du confucianisme, surtout lorsqu'il entend Liu Shao Chi et Lin Piao exhorter au «perfectionnement individuel» ou le second déclarer que Confucius et Mencius (philosophe qui reprit et développa les théories confucéennes) étaient les «sages antérieurs» et que Marx, Engels, Lénine et Staline étaient les «sages postérieurs» suivant les principes de leurs ancêtres spirituels !

LIN PIAO, UN EXCELLENT PROFESSEUR PAR LA NÉGATIVE

Comme Confucius qui appelait au «gouvernement par la bienveillance et la vertu», Lin Piao déclarait «qui recourt à la vertu vaincra, qui recourt à la force échouera». Il expérimenta d'ailleurs lui-même cette théorie lorsque, voyant l'échec de ses manœuvres et tentatives au sein du Parti, il tenta d'organiser un coup d'État connu sous le nom de «travaux 571» et recourut alors à la force. Son plan échoua, il tenta de s'enfuir mais là encore rien ne marcha comme prévu et il mourut.

L'apparition au sein du Parti Communiste Chinois de Lin Piao et de sa clique, leur tentative de restaurer le capitalisme en Chine ne sont pas fortuites ; elles expriment dans les faits les aspirations de la classe réactionnaire abattue à renverser la dictature du prolétariat, celles des nouveaux éléments bourgeois engendrés par la société socialiste à prendre le pouvoir. Cette lutte entre bourgeoisie et prolétariat se poursuit sous la dictature du prolétariat, elle se poursuivra jusqu'à l'avènement du communisme, d'autres Lin Piao apparaîtront et seront démasqués jusqu'à ce que disparaisse la société de classe.

Dans la société socialiste actuelle, coexistent un communisme embryonnaire et un capitalisme vaincu mais non encore éliminé. La Chine est un pays socialiste, mais le droit bourgeois y subsiste encore ; par exemple, la propriété privée existe partiellement dans l'industrie, l'agriculture et le commerce, la propriété publique socialiste se présente sous deux formes : la propriété collective et la propriété du peuple entier. Tant que ces deux formes de propriété existeront, subsisteront les stigmates de l'an-

cienne société, à savoir la production marchande, l'échange par l'intermédiaire de la monnaie et la répartition selon le travail, bases sur lesquelles peuvent se développer l'idéologie bourgeoise, et le révisionnisme. Ces différents facteurs peuvent se développer en Chine aujourd'hui également parce qu'ils trouvent un soutien à l'extérieur des frontières chez les impérialistes, les réactionnaires et les révisionnistes internationaux qui souhaitent le retour de la Chine dans le monde capitaliste et qui font tout pour que cela arrive. Pour empêcher que le processus de restauration du capitalisme qui s'est développé en Union Soviétique ne se développe en Chine, le Parti Communiste Chinois et le peuple chinois se sont engagés dans un vaste mouvement d'étude de la théorie de la dictature du prolétariat.

combattre la vieille idéologie et la vieille force de l'habitude

Le mouvement de critique engagé en Chine aujourd'hui par le PCC et tout le peuple chinois est décisif. Décisif parce qu'il a su débusquer le nouveau quartier général du révisionnisme au sein du Parti, décisif parce qu'il prouve une nouvelle fois que la restauration du capitalisme n'est pas inéluctable, que la lutte est possible et victorieuse, décisif parce que c'est un mouvement en profondeur qui s'attaque à la racine des déviations chez l'homme, qu'il soit membre du Parti ou non, la conception du monde. Le mouvement de critique contre Lin Piao et Confucius est une grande bataille politique et idéologique pour résister de manière consciente à la corruption de la bourgeoisie, pour que soit victorieuse à coup sûr la conception prolétarienne du monde.

LA NOUVELLE CONSTITUTION CHINOISE

En adoptant le 17 janvier 1975 la nouvelle constitution, la IV^{ème} Assemblée Populaire Nationale de la République Populaire de Chine a doté tout le pays d'une charte fondamentale pour consolider la dictature du prolétariat. La constitution est en effet un instrument de cette dictature, un instrument que le prolétariat doit utiliser pour confirmer les acquis victorieux de

la révolution, les protéger de toute attaque. La nouvelle constitution adoptée cristallise les acquis de plus de vingt ans d'exercice de la dictature du prolétariat et particulièrement des huit ans de la Grande Révolution Culturelle Proletarienne, elle traduit la volonté de tout le peuple de poursuivre la révolution, d'exercer une dictature intégrale sur la bourgeoisie, c'est-à-dire de réprimer tout d'abord au plan politique la résistance et les tentatives de restauration de la bourgeoisie toujours présente, dont la force et la ruse sont décuplées du fait même de la victoire du prolétariat. «C'est pourquoi tant qu'existeront les classes et la lutte de classes, tant que séviront l'impérialisme et le social-impérialisme, l'appareil d'Etat ne devra aucunement être affaibli, et inversement, devront être renforcés la dictature du prolétariat, l'armée populaire et tous les autres instruments de la dictature placés sous la direction du Parti.» (P.I. N° 28-14/7/75)

Soumettre la bourgeoisie à une dictature intégrale, c'est ce que déclare explicitement l'article 1 de la nouvelle constitution lorsqu'il dit «la République Populaire de Chine est un Etat socialiste de dictature du prolétariat, dirigé par la classe ouvrière et basé sur l'alliance des ouvriers et des paysans.» Restreindre le droit bourgeois auquel la dictature du prolétariat est encore obligée de recourir, c'est ce que renforce l'article 2 qui déclare «le marxisme, le léninisme et la pensée mao-tsé-toung constituent le fondement théorique sur lequel notre Etat guide sa pensée.»

Pour soumettre la bourgeoisie à une dictature intégrale, restreindre le droit bourgeois et renforcer la dictature du prolétariat, le Parti communiste doit avoir la position dirigeante dans tous les organismes et départements d'Etat ; c'est aussi ce que stipule la constitution : «nous devons maintenir la ligne et les principes politiques fondamentaux du Parti Communiste Chinois élaborés pour toute la période historique du socialisme» (préambule) «Le Parti Communiste Chinois est le noyau dirigeant du peuple chinois tout entier. La classe ouvrière exerce sa direction sur l'Etat par l'intermédiaire de son détachement d'avant-garde, le Parti Communiste Chinois» (art. 2).

Les dispositions prises par la nouvelle constitution visent clairement à empêcher les représentants de la bourgeoisie du genre Lin Piao d'édifier des royaumes indépen-



Dans le Parti, être à la fois un cadre et un homme du peuple.

dants, d'usurper le pouvoir que ce soit à tel ou tel échelon de l'armée ou de l'Etat, elles fournissent une garantie sûre, essentielle pour consolider la dictature du prolétariat. La constitution adoptée par la IVème Assemblée Populaire Nationale de la RPC est une nouvelle victoire dans la lutte contre le révisionnisme, dans l'édification du socialisme en Chine.

POUR LA VICTOIRE DE LA CONCEPTION PROLETARIENNE DU MONDE

Boycotter le vent d'embourgeoisement, combattre le révisionnisme, c'est le but du mouvement de critique contre Lin Piao et Confucius et ceci, dans tous les aspects de la vie.

« dans le parti : «être à la fois un dirigeant et un homme du peuple»

Lin Piao et sa clique ont transposé le principe capitaliste de l'échange des marchandises dans la vie politique du Parti, ont formé une confrérie fanatique au sein du Parti sur la base d'une transaction «tu me prêtes serment d'allégeance, j'ordonne ton avancement» ; c'était l'achat d'éléments embourgeoisés sur la base de la théorie «accorder une situation élevée, récompenser par un traitement plantureux et confier des responsabilités étendues». Aujourd'hui, il paraît simple et évident de dénoncer la ligne révisionniste de Lin Piao, mais il faut se rappeler que, comme tous les révisionnistes, il attaquait le drapeau rouge en brandissant le drapeau rouge. C'est pourquoi, pour savoir distinguer la ligne juste de la ligne erronée, tous les membres du PCC se sont plongés dans l'étude des textes de Marx, Engels, Lénine, Staline et Mao afin de mieux maîtriser la théorie de la dictature du prolétariat et pouvoir

à coup sûr reconnaître et combattre le révisionnisme pour mener jusqu'au bout la révolution.

Tous les cadres étudient la théorie aujourd'hui, ils appliquent l'enseignement de Mao Tsé Toung selon lequel «chacun de nos cadres, quel que soit son rang, est un serviteur du peuple. Tout ce que nous faisons est au service du peuple». Il est clair pour tous les membres du Parti qu'il faut toujours travailler pour les intérêts du prolétariat et des larges masses populaires. Comme le déclare Fang Ho-Ming, ouvrier agricole de 65 ans, vétéran de la Longue Marche, cadre du PCC «ce ne sont pas les postes officiels que veulent les communistes, mais la révolution». «Nos cadres viennent du peuple, et après avoir partagé le meilleur comme le pire, ils sont avec lui comme les chairs avec l'os. Pendant les années de guerre, nous avons escaladé des montagnes couvertes de neige, nous avons traversé des steppes, nous avons mené bataille du nord au sud, et nous étions à la fois combattants et «fonctionnaires». Dans les intervalles du combat, nous participions à la production. Au milieu des pires difficultés, nous étions toujours parmi les masses». Aujourd'hui, tous les cadres du Parti participent à la production en usine comme à la campagne. Etre parmi les masses, être à la fois dirigeant et simple travailleur a toujours été l'objet de la lutte entre les deux lignes pour les cadres du Parti. Si un cadre se détache des masses, il s'oppose au peuple travailleur, il peut s'embourgeoiser, l'esprit de caste se développe et c'est sur ce terrain que naît le révisionnisme. Rester un homme du peuple, rompre radicalement avec les idées traditionnelles, assumer ses fonctions à quelque niveau que ce soit, voilà les tâches d'un vrai révolu-

tionnaire, d'un militant communiste.

Mais le mouvement de critique contre Lin Piao et Confucius ne se limite pas aux cadres du Parti, mais s'étend à tous ses membres. Dans tout le Parti, la lutte est engagée contre la conception arriviste diffusée par Liu Shao Chi selon laquelle il fallait «adhérer au Parti pour être quelqu'un d'important», conception reprise par Lin Piao ensuite. Aujourd'hui en Chine, rien n'est plus enthousiasmant pour un militant du Parti que de travailler au sein des masses, d'édifier avec elles le socialisme, de combattre avec elles le révisionnisme.

• dans les organismes d'Etat, servir le peuple de tout cœur

Dans la société socialiste, le droit bourgeois se manifeste à divers degrés dans les rapports entre les gens. Les anciens et nouveaux éléments bourgeois cherchent à substituer aux rapports socialistes entre les hommes, les rapports capitalistes fondés sur l'argent, la hiérarchie, la concurrence... Ce style décadent, caractéristique de la bourgeoisie, parvient parfois à pénétrer au sein des organismes de l'Etat et du Parti. C'est pourquoi une des cibles du mouvement de critique actuel est la *révolutionnarisation idéologique* de leur personnel. Cette révolutionnarisation est explicitée, recommandée dans l'article 11 de la nouvelle constitution où il est dit : «Les organismes d'Etat et les travailleurs d'Etat doivent étudier consciencieusement le marxisme, le léninisme et la pensée mao-tsé-toung ; placer toujours la politique prolétarienne au poste de commande, combattre la bureaucratie, se lier étroitement aux masses et servir le peuple de tout cœur. Les cadres des différents échelons doivent participer au travail collectif de la production». Pour combattre le révisionnisme dans les rangs des travailleurs d'Etat la constitution appelle les masses à exercer leur contrôle, elle permet à l'esprit de principe socialiste d'être appliqué avec souplesse, elle aide à consolider l'alliance ouvriers-paysans. La nouvelle constitution permet donc de poursuivre la révolution dans ces deux composantes de la superstructure que sont le pouvoir d'Etat et la législation. C'est là encore une victoire du mouvement de critique contre Lin Piao et Confucius, un moyen de renforcer la dictature du prolétariat.

• dans l'armée, obéir à la direction idéologique du prolétariat

La définition d'une ligne militaire est étroitement liée à celle d'une ligne politique déterminée, c'est pourquoi la direction absolue du Parti sur l'armée est un principe fondamental. Une âpre lutte entre les deux lignes s'est développée au sein du PCC autour de la question de maintenir ou abandonner la direction du Parti sur l'armée. Dès la fondation de l'armée populaire, Mao précisait que pour elle «la direction idéologique du prolétariat est d'une importance capitale». Cette question de qui commande au fusil est décisive, elle met en jeu d'autres questions importantes comme qui détient la direction du Parti, qui est à la tête du gouvernement : la bourgeoisie ou le prolétariat. Si le prolétariat, si le Parti n'ont pas la direction de l'armée, c'est «la partie constitutive principale du pouvoir d'Etat» (Mao Tsé Toung) qui est perdue pour la dictature du prolétariat, c'est la voie ouverte à la restauration de la bourgeoisie, au révisionnisme. C'est pourquoi pour assurer la direction absolue du Parti sur l'armée, il est indispensable d'entreprendre en son sein une éduca-

de combattre sur tous les fronts. L'APL a un rôle primordial à jouer dans la défense du territoire chinois ; pour qu'elle puisse assumer correctement ce rôle, il lui faut travailler étroitement avec les masses. Pour édifier l'armée du peuple, les communistes chinois prêtent bien sûr une grande attention au perfectionnement constant des armements et à la maîtrise des techniques militaires avancées, mais leur tâche principale demeure l'éducation des commandants et combattants par le marxisme, le léninisme et la pensée mao-tsé-toung, dans l'esprit de la ligne juste du Parti, en observant le principe de l'unité : unité de l'armée et du gouvernement, unité de l'armée et du peuple, unité des officiers et des soldats, unité de toute l'armée.

Aujourd'hui, nous pouvons affirmer que l'Armée Populaire de Libération est la grande armée du peuple chinois, qu'elle reste fidèle à cette déclaration de Mao Tsé Toung «se tenir fermement aux côtés du peuple chinois, servir de tout cœur le peuple chinois, tel est l'unique dessein de cette armée».



Soldats de l'Armée Populaire de Libération à la production.

tion sur la ligne idéologique et politique.

Affirmer comme l'a fait Lin Piao que l'armée est une «affaire exclusivement politique» ou opposer politique et travail militaire signifient en clair vouloir remplacer la direction prolétarienne par une direction bourgeoise. Mais pour que l'Armée Populaire de Libération joue pleinement son rôle de pilier de la dictature du prolétariat, il est indispensable qu'elle s'arme de la ligne fondamentale du Parti, qu'elle participe avec tout le peuple à la critique de la bourgeoisie et du révisionnisme, qu'elle soit capable

• dans le domaine de la superstructure, y compris dans les divers secteurs de la culture : transformer l'univers subjectif, tout en transformant le monde objectif

«La culture et l'éducation, la littérature et l'art, le sport et la santé publique, la recherche scientifique doivent servir la politique prolétarienne, servir les ouvriers, paysans et soldats, et être combinés avec le travail productif» (art. 12 de la constitution) Le mouvement de critique contre Lin Piao et Confucius engage dans les faits une refonte idéologique totale de

l'homme. Il s'agit aujourd'hui pour le prolétariat chinois d'avoir la direction idéologique et culturelle dans la philosophie, la science de l'histoire, l'enseignement, la littérature, les arts et le droit. En effet, la lutte de classes dans la société trouve nécessairement son reflet dans les esprits, et les idées réactionnaires de la bourgeoisie déchuée sont toujours vivaces dans la société socialiste. Aussi est-il primordial de prêter une attention particulière à la transformation du monde subjectif du prolétariat et du peuple révolutionnaire, c'est à dire de se garder de l'influence exercée par l'idéologie et le style de vie bourgeois, de rompre de la façon la plus radicale avec les idées traditionnelles. Il s'agit là de débayer définitivement le terrain de l'ancien système, de jeter à bas les innombrables vestiges de la petite production et l'énorme force de l'habitude et de la routine attachée à ces vestiges qui, subsistant dans la société socialiste, marque de la lutte se déroulant entre le capitalisme agonisant et le communisme en croissance, essaient de s'opposer au développement socialiste. La lutte contre ces vestiges, leur élimination est nécessaire à la fois au développement de la dictature du prolétariat, à la prévention du retour en arrière et à la victoire complète sur la bourgeoisie. Leur élimination est donc un enjeu de la lutte entre les deux lignes au sein du Parti prolétarien, de la lutte entre les deux voies au sein de la société.

Pour obtenir cette élimination, la seule voie, c'est de *résister de manière consciente à la corruption par la bourgeoisie*. C'est ce qu'explique Hong Siué Fei, travailleuse de la littérature et de l'art dans l'opéra de Pékin (P.I. N° 25 23/6/75). Cette jeune actrice explique comment après avoir porté une grande attention au travail de préparation d'un opéra à thème révolutionnaire avec l'aide du Parti, elle a obtenu de bons résultats.

Hong Siué-fei fut couverte de louanges. Expliquant que ne distinguant guère là-dedans ce qui était encouragement venant des masses ou flatterie venue de la bourgeoisie la félicitant de sa célébrité, elle s'est laissée griser par les mots. Cette attitude est relativement courante dans les milieux littéraires et artistiques. Les connaissances, le talent et la virtuosité sont considérées comme marchandises et capitaux négociables avec le Parti, où l'idée de mettre l'art au service du peuple était souvent absente. Pre-

nant conscience du problème posé, cette jeune actrice explique : « la conception du monde, le mode de vie, les sentiments, le goût, les mœurs et les coutumes des classes exploiteuses exercent une influence vaste et profonde dans le domaine idéologique, où la lutte de classes ne manque pas d'être prolongée, aigüe et complexe. L'existence même de cette lutte de classes est là pour dénoter péremptoirement que les choses réactionnaires ne peuvent se retirer d'elles-mêmes de la scène de l'histoire, et que les vieilles idées ne sont pas facilement extirpées du cerveau des êtres humains. L'étude m'a fait profondément comprendre que pour mener à bien la continuation de la révolution sous la dictature du prolétariat, il faut consciemment résister à la pénétration des idées bourgeoises et lutter sans défaillance contre la conception de la propriété privée et autres idées non prolétariennes qui occupent notre esprit... Il faut que je persiste à aller parmi les ouvriers, que «huile, sel, sauce de soja, consciencieusement reconsidérer ma conception du monde, d'être plus consciente et moins aveugle dans la révolution».

S'APPUYER SUR LES MASSES

On peut constater facilement que dans l'histoire, aucune révolution, aucune lutte contre la restauration ne sauraient être développées et menées à terme sans bénéficier de l'appui, de la force de l'ensemble des masses populaires. Et c'est dans les masses que le mouvement de critique contre Lin Piao et Confucius va puiser sa force révolutionnaire. Dans sa directive Mao Tsé-toung a bien précisé que «ceci doit être porté à la connaissance du pays tout entier». C'est là un facteur décisif, c'est non seulement le Parti Communiste Chinois, ses cadres qui doivent s'éduquer dans la théorie de la dictature du prolétariat, mais tout le peuple chinois à qui la ligne et le point de vue du Parti sont expliqués constamment. Il faut s'appuyer directement sur les masses populaires révolutionnaires pour que le mouvement engagé atteigne réellement son but, pour que le noyau dirigeant du Parti qui applique une ligne juste soit fortement soutenu dans la lutte contre les comploteurs et les révisionnistes. En effet, consolider la dictature du prolétariat demande l'appui le plus large des masses populaires. Déjà lors de

la Grande Révolution Culturelle Prolétarienne, le président Mao en avait ouvertement appelé aux masses pour dénoncer les insuffisances existantes. Aujourd'hui, il s'agit d'avoir leur appui le plus total pour exercer la répression sur les réactionnaires, pour consolider la dictature du prolétariat. Il est donc indispensable pour le Parti prolétarien d'avoir les liens les plus étroits avec les masses, d'être avec elles comme «les chairs et l'os». «Si le peuple révolutionnaire n'arrive pas à posséder la méthode permettant d'exercer la domination sur les classes contre-révolutionnaires, il ne sera pas à même de maintenir son pouvoir d'Etat, la réaction intérieure et extérieure le renversera pour restaurer sa propre domination sur la Chine, et le désastre s'abattra sur le peuple révolutionnaire» (Mao Tsé-toung). C'est pourquoi le mouvement de critique actuel vise à armer les masses de la théorie de la dictature du prolétariat, pour qu'elles la maîtrisent et soient capables de démasquer les révisionnistes et les agents de la bourgeoisie qui cherchent à usurper leur pouvoir, à élever constamment leur niveau de conscience socialiste pour qu'elles mènent un combat conscient contre la tendance au capitalisme. Les masses populaires chinoises ont eu dans le passé l'expérience de l'oppression et de l'exploitation, elles se rendent parfaitement compte de la nature des classes réactionnaires, il faut donner libre cours à leur initiative révolutionnaire pour exercer une dictature intégrale sur la bourgeoisie, pour entourer le régime de dictature du prolétariat d'une muraille indestructible.

Faire confiance aux masses ou non, s'appuyer sur elles ou non, est une question de ligne politique. C'est sur cette question aussi que passe la lutte entre les deux lignes, entre ceux qui méprisent les masses comme Lin Piao qui soutenait qu'elles n'avaient pour préoccupation que «l'huile, sel, sauce de soja, vinaigre et combustible», et ceux qui font confiance à l'ardeur socialiste des masses, à leur volonté de soutenir et poursuivre la révolution.

LA « RÉUNION DES MARTEAUX »

C'est sur le terrain alors qu'on reconnaît les vrais révolutionnaires, la participation des cadres au travail manuel par exemple aide à découvrir l'initiative socialiste des masses. C'est ce que nous montre la «réunion des marteaux» à l'usine

de construction de machines du Peuple de Pékin.

Au début du mouvement de critique, 5 ouvriers apposèrent un dazibao (grande affiche murale manuscrite) titré «Où les membres du Comité de Parti ont-ils laissé leurs marteaux ?» Cette affiche faisait remarquer que depuis quelques temps, les membres du Comité de Parti de l'usine participaient peu au travail manuel et avaient tendance à s'éloigner des masses. Comment expliquer cette attitude autrement que par les influences révisionnistes ? L'affiche mettait alors les membres du Comité de Parti en garde : «vous rappelez-vous les marteaux que les 2 800 ouvriers et employés de l'usine vous ont offerts lors de votre élection au Comité de Parti ? Si vous continuez à vous dérober au travail manuel, quelle classe servirez-vous finalement ?» Ces fameux marteaux avaient en effet été offerts aux membres du Comité de Parti en 71, à un moment où la Révolution Culturelle avait remporté une grande victoire et où le nouveau Comité de Parti avait été fondé. Sur les manches des marteaux offerts, il y avait une inscription : «ne jamais s'écarter du travail manuel ni des masses». Au

début les membres du Comité de Parti suivaient cette maxime ; mais plus tard, pris par leurs occupations de plus en plus nombreuses, ils ne quittaient que rarement leurs bureaux et se contentaient d'écouter les rapports des responsables pour savoir ce qui se passait dans les ateliers. C'est pourquoi les ouvriers les rappelèrent à l'ordre pour qu'ils ne s'écartent pas de la ligne révolutionnaire, qu'ils se lient aux masses et s'appuient sur elles. Une fois collé, ce dazibao reçut l'approbation du Comité de Parti qui a convoqué une «réunion des marteaux» où les ouvriers furent remerciés d'avoir sonné l'alarme à temps pour le Comité de Parti. A l'issue de la réunion, une résolution fut adoptée à l'unanimité selon laquelle tous les cadres de l'usine doivent consacrer une journée par semaine au travail productif collectif. Depuis lors, tous les trois mois se tient une «réunion des marteaux» pour vérifier l'application de la résolution et échanger les acquis politiques et idéologiques

Voilà un exemple de la façon dont aujourd'hui, en Chine socialiste, la prévention contre la restauration du capitalisme prend appui sur les masses.

S'appuyer sur les masses.



la dictature du prolétariat n'est pas la fin de la lutte de classe ; c'est sa continuation sous de nouvelles formes

Le mouvement de critique contre Lin Piao et Confucius qui se déroule en Chine aujourd'hui illustre parfaitement bien cette analyse de Lénine. La contradiction entre les deux classes et les deux voies existe dans tous les domaines de la société socialiste ; cela décide du fait que le prolétariat doit soumettre la bourgeoisie à une dictature absolue sur les plans politique, économique, idéologique et consolider effectivement sa dictature dans toutes les usines, dans toutes les zones rurales, dans tous les organismes, dans toutes les écoles et enfin dans toutes les unités de base de la Chine. Le mouvement de critique contre Lin Piao et Confucius est un apport à la théorie marxiste-léniniste, c'est une démonstration éclatante du fait que la restauration du capitalisme n'est pas inéluctable. Les enseignements que ce mouvement nous apporte dans la lutte contre le révisionnisme sont riches ; ils renforcent la confiance dans la dictature du prolétariat puisque nous voyons aujourd'hui comment tout le Parti, tout le peuple s'éduquent dans une meilleure connaissance de la théorie de la dictature du prolétariat, et que nous savons qu'ensemble ils sauront démasquer tout nouveau complot, toute tentative des révisionnistes. Car bien que la clique anti-parti de Lin Piao se soit effondrée, sa base sociale existe encore ; elle existera jusqu'à l'avènement du communisme. Mais la faillite de Lin Piao était historiquement inéluctable, comme le sera toute nouvelle tentative de restauration du capitalisme. «Ce qui est «historiquement» tombé sur la tête de Lin Piao, c'est le poing de fer de la dictature du prolétariat. Voilà le fait historiquement inéluctable».

DEMANDE DE CONTACT AVEC LE Parti Communiste Révolutionnaire (marxiste - léniniste)

Nom
Profession
Adresse

envoyez à Front Rouge
BP 161
75864 Paris cédex 18

ABONNEZ-VOUS A FRONT ROUGE Organe central du Parti Communiste Révolutionnaire (marxiste-léniniste)

POUR LA FRANCE	PLI NORMAL	PLI FERMÉ
6 mois	30 F	50 F
1 AN	50 F	100 F
LE NUMERO	5 F	

POUR L'ÉTRANGER
ÉCRIRE A LA REVUE QUI FOURNIRA LE TARIF

Nom
Profession
Adresse

envoyez à Front Rouge
BP 161
75864 Paris cédex 18
CCP 31 191 14 La Source

ABONNEZ-VOUS AU QUOTIDIEN DU PEUPLE Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

1 AN 250F

6 MOIS 150F

3 MOIS 80F

1 MOIS 30F

Nom
Profession
Adresse

envoyez au Quotidien du Peuple
BP 225
75924 Paris cédex 19
CCP 23 132 48 F Paris